



## Le Liban sous le choc après une attaque aux bipeurs piégés contre le Hezbollah

► A 15 h 30, mardi, des centaines de bipeurs ont explosé simultanément au Liban, faisant neuf morts et 2 800 blessés, selon un bilan provisoire

► Les personnes visées appartenaient au Hezbollah, qui a attribué à Israël cette attaque d'une sophistication inédite

► L'opération s'inscrit dans une montée des tensions entre Israël et le Hezbollah, engagés dans une guerre d'usure depuis un an

► Pour le parti chiite libanais et sa branche militaire, qui utilisaient des pagers pour se prémunir de l'espionnage israélien, le coup est rude



L'entrée du centre médical de l'université américaine de Beyrouth, après les explosions, le 17 septembre. ANWAR AMRO/AFP

PAGE 2

### Gouvernement Michel Barnier rappelé à l'ordre par les députés macronistes

Alors que le premier ministre poursuit ses consultations en vue de former un gouvernement et tarde à dévoiler ses plans, les députés macronistes s'inquiètent de la proximité entre la droite et Michel Barnier, issu de LR. Emmenés par Gabriel Attal, ils demandent à être reçus à Matignon, pour obtenir des éclaircissements et des garanties

PAGE 8

### Immigration

Le premier ministre sous la double pression de LR et du RN

La droite et l'extrême droite souhaitent que l'immigration soit érigée en priorité absolue du futur gouvernement

PAGE 9

### Carnets de Syrie

A Souweïda, fief des druzes, le règne de l'anarchie

Proche de la frontière jordanienne, la ville du Sud syrien, abandonnée par le pouvoir central, est gangrenée par le racket, les trafics et les enlèvements

PAGE 3

### Ecologie Bataille de normes dans l'industrie automobile européenne

UNE GUERRE DES NORMES automobiles se déroule à Bruxelles sur deux fronts. Sur le premier, constructeurs et équipementiers se déchirent sur la nécessité de décaler le durcissement des normes de CO<sub>2</sub>, prévu en 2025. Une note blanche, non signée, émanant de Renault et de l'Association des constructeurs européens d'automobiles, se positionne en faveur d'un moratoire de deux ans. A l'inverse, d'autres, comme Stellantis, se disent prêts à tenir l'objectif et estiment qu'il ne serait pas juste de desserrer un

calendrier ayant exigé des choix stratégiques. La seconde bataille concerne le calcul de l'empreinte carbone des batteries, alors que la production européenne tarde à décoller et se heurte aux surcapacités chinoises. L'Europe veut bannir du marché les batteries dépassant un certain seuil. Mais le décret définissant la méthode de calcul est toujours en cours de finalisation, car tous les pays européens ne s'accordent pas sur les indicateurs à prendre en compte.

PAGES 16-17

### Justice

Au procès des viols de Mazan, l'« énigme » Dominique Pelicot

Le principal accusé, qui était absent de l'audience depuis une semaine, a reconnu les faits, mardi, devant le tribunal

PAGE 11

### Archéologie

Joachim Du Bellay identifié dans un cercueil retrouvé à Notre-Dame

Le poète reposait dans un sarcophage plombé retrouvé lors des fouilles réalisées après l'incendie

PAGE 22

### Santé

Bronchiolite : vacciner la femme enceinte ou le nourrisson ?

PAGE 6

### Théâtre

Jean-François Sivadier, la scène comme espace de plaisir et de joie

PAGE 21

VU PAR DILEM (ALGÉRIE)

CARTOONING FOR PEACE



**M**  
ÉDITORIAL  
LES TROIS DÉFIS  
DE LA COMMISSION  
EUROPÉENNE  
PAGE 29 ET  
NOS INFORMATIONS PAGE 4







Cette vidéo, filmée dans un marché de Beyrouth le 17 septembre, montre un homme tombant au sol après l'explosion de son bipeur. AFP

BEYROUTH, JÉRUSALEM - correspondants

Une attaque d'une sophistication inédite, imputée à Israël, a plongé le Liban, mardi 17 septembre, dans le chaos et la panique. A 15h30, les bipeurs de centaines de personnes, faisant leurs courses, assises au café ou chevauchant leur scooter, ont explosé, après avoir, selon des témoignages, reçu un message. Pendant plusieurs heures, un ballet d'ambulances a déversé dans des hôpitaux, submergés, de Beyrouth, du sud du pays et de la plaine de la Bekaa, les blessés venus de fiefs du Hezbollah. Des victimes aux mains défigurées, certaines défigurées, d'autres blessées à l'aine ou à la jambe.

«Aux alentours de 15h30, plusieurs bipeurs ont explosé parmi les employés de différentes unités et institutions du Hezbollah», a commenté le parti chiite libanais dans un communiqué. L'un de ses responsables, cité par l'agence Reuters, a reconnu «la plus grande faille sécuritaire» qu'ait connue le mouvement. Selon un bilan provisoire du ministère de la santé libanais, neuf personnes ont été tuées et près de 2 800 blessées, dont 200 sont dans un état critique. Israël est «entièrement responsable» de ces explosions et recevra «son juste châtiment», a menacé le Parti de Dieu, alors que l'Etat hébreu s'est refusé à tout commentaire. Les autorités libanaises ont dénoncé «une violation de la sécurité et de la souveraineté libanaises».

Parmi les victimes se trouvent une fillette de 8 ans, tuée par l'explosion du bipeur de son père, et un fils du député du Hezbollah, Ali Ammar. L'ambassadeur iranien au Liban, Mojtaba Amani, a été «blessé superficiellement» dans l'explosion de son bipeur, selon un communiqué de son ambassade. L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a également dénombré au moins quatorze blessés en Syrie.

«C'est une énorme faille de sécurité. Si l'on estime que la branche militaire du Hezbollah compte entre 10 000 et 20 000 membres actifs, cela signifie qu'au moins 20 % d'entre eux sont blessés, ce qui est énorme. C'est le nombre de blessés que vous avez au cours d'une guerre, pas lors d'une seule attaque», relève Mohanad Hajj Ali,

# Liban : le Hezbollah ébranlé par une attaque aux bipeurs

Les explosions, attribuées à Israël, ont fait au moins neuf morts et 2 800 blessés, dont une majorité de combattants du mouvement chiite

**La piste d'une infiltration, qui aurait permis d'introduire les explosifs dans les appareils avant leur livraison au Liban, est privilégiée**

spécialiste du Hezbollah au centre de réflexion Carnegie à Beyrouth. L'identité de centaines de combattants du Hezbollah, jalousement gardée par le parti chiite, a été exposée. «Cette attaque précise et d'ampleur parvient à briser les rangs de l'organisation, à toucher au cœur de chaque famille. C'est une grande faille qui ébranle la sécurité, la confiance et la stabilité du groupe mais, je suis surpris qu'elle ne soit pas suivie d'une opération contre le Hezbollah», poursuit l'expert libanais.

**Guerre d'usure**

Cette opération s'inscrit dans une nouvelle montée des tensions entre Israël et le Hezbollah, qui sont engagés dans une guerre d'usure depuis que le parti chiite a commencé à lancer des roquettes sur le nord d'Israël, en octobre 2023, en soutien au Hamas dans la bande de Gaza. Plus de 600 personnes ont été tuées au Liban par les tirs de représailles israéliens, dont 141 civils, le reste étant des combattants du Hezbollah et de groupes affiliés. Côté israélien, 24 soldats et 26 civils ont été tués. Mardi matin, le gouvernement de l'Etat hébreu avait annoncé que le retour des 60 000 déplacés du nord du pays figurait désormais parmi les «buts de guerre» d'Is-

raël. Le Shin Beth, l'organe de renseignement intérieur, avait ensuite annoncé avoir déjoué une «tentative» d'attentat du Hezbollah visant un ex-responsable du renseignement avec un dispositif activant une mine depuis le Liban.

Plusieurs théories sur le mode opératoire circulent parmi les sources sécuritaires et les experts. La piste d'une infiltration de la chaîne logistique du Hezbollah, qui aurait permis d'introduire des explosifs dans les appareils avant leur livraison au Liban, est privilégiée. La charge aurait alors pu être activée à distance. Selon l'agence Reuters et le New York Times, plusieurs milliers de bipeurs, du modèle AR924 de l'entreprise taïwanaise Gold Apollo, ont été commandés par le Hezbollah et livrés ces derniers mois. L'entreprise taïwanaise a démenti avoir fabriqué ces appareils, affirmant que leur production a été assurée par un partenaire hongrois, l'entreprise BAC, dans le cadre d'un accord de licence. A l'agence Associated Press, l'expert militaire Elijah Magnier, basé à Bruxelles, a indiqué que les bipeurs avaient été distribués il y a plus de six mois, et que le Hezbollah a pu récupérer ceux dont les charges explosives ne se sont pas déclenchées.

«Cette opération est une preuve de la très grande capacité de renseignement [d'Israël], qui lui a permis de s'immiscer dans le fonctionnement de ces machines», estime Sarit Zehavi, directrice du think tank Alma, qui suit les questions liées à l'armement du Hezbollah et la situation militaire dans le nord d'Israël. Elle ajoute : «Le Hezbollah est complètement désorienté. (...) Au niveau opérationnel, cela crée des difficultés pour eux. Ils ont un grand nombre de blessés, leurs communications ne sont plus sûres. Ils doivent se demander

comment communiquer, et comment opérer.»

Depuis octobre, la pénétration du renseignement israélien préoccupe le Hezbollah. Au moins 450 combattants du Parti de Dieu ont été tués, dont une trentaine de commandants qui ont été victimes d'assassinats ciblés loin du front. Après l'assassinat en janvier de Wissam Tawil, qui dirigeait la force d'élite Radwan, les chefs de deux des trois unités déployées sur le front au Liban sud, Taleb Abdallah et Mohamed Nasser, ont été tués, puis le 30 juillet, le numéro deux militaire du Hezbollah, Fouad Chokr.

**Supériorité technologique**

Ces assassinats dévoilent la connaissance intime qu'a Israël de l'organigramme du Hezbollah et sa capacité à localiser les membres du mouvement sur le terrain, grâce à sa supériorité technologique – drones de surveillance, systèmes de télédétection, reconnaissance faciale, systèmes d'écoute et piratage des communications – et au renseignement humain dont il dispose au Liban. Face à ces failles, le Hezbollah, et son chef Hassan Nasrallah, ont appelé, à maintes reprises, leurs membres et leur base, à la vigilance. Ils ont revu les protocoles de sécurité concernant les modes de communication, les déplacements et les lieux de résidence.

Le recours aux bipeurs, un système de communication rudimentaire, fait partie du retour aux vieilles méthodes préconisées par le Hezbollah depuis le début de la guerre, avec les messages codés et l'utilisation du réseau de communication privé qu'il a mis en place dans les années 2000. «Le Hezbollah a toujours attribué sa performance pendant la guerre de 2006, en partie, à son réseau de télécom-

munications primitif qui reposait sur des téléavertisseurs et une ligne «interne» de fibre optique. En neutralisant la supériorité technologique d'Israël avec «simplicité», pour reprendre les termes de Nasrallah, le Hezbollah a empêché Israël de perturber son système de commandement et de contrôle. L'attaque d'aujourd'hui annule cet avantage», écrit Amal Saad, une experte libanaise du Hezbollah à l'université de Cardiff.

Familier des opérations de ce type, Israël est engagé dans une série d'actions spectaculaires contre les alliés de l'Iran, où se mêlent solidarité du renseignement et fort impact psychologique. Outre que ces actions ont le mérite de restaurer la réputation de l'armée israélienne auprès de l'opinion publique du pays – dégradée par son échec à anticiper l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023 et à y répondre rapidement –, elles font effet de masse.

La dernière en date de ces actions coup de poing – et l'une des plus spectaculaires – a eu lieu le 8 septembre lorsque des commandos hélicoptérés ont attaqué des installations militaires souterraines près de la ville de Maïyaf, en Syrie, détruisant la chaîne logistique permettant de fabriquer des drones et des systèmes de guidage de missiles ou certains

**Le recours aux bipeurs fait partie du retour aux vieilles méthodes de communication préconisé par le Parti de Dieu**

types de missiles, puis de les acheminer vers le Liban.

Concernant l'attaque des bipeurs, la chercheuse Amal Saad s'interroge sur son timing. «Pourquoi Israël a-t-il choisi de jouer cette carte en dehors du contexte d'une guerre totale, où une perturbation d'une telle ampleur aurait pu bouleverser le cours des affrontements? Israël sait sûrement que le Hezbollah va désormais revoir et modifier l'ensemble de ses protocoles de communication, ce qui suggère qu'Israël a d'autres objectifs qu'une guerre totale.» Selon les médias Axios et Al-Monitor, Israël aurait décidé de lancer l'opération du fait de soupçons au sein du Hezbollah.

L'éventualité d'une offensive israélienne de grande envergure au Liban a été relancée en début de semaine par des fuites dans la presse israélienne attribuant au commandant du front nord, le général Ori Gordin, des déclarations menaçantes. L'officier aurait déclaré que le temps lui semblait venu de lancer une opération dans la partie sud du Liban dans le but d'y créer une «zone tampon», profitant du fait que la force d'élite Radwan du Hezbollah aurait retiré une grande partie de ses hommes de cette zone.

**«Guerre à grande échelle»**

Déjà fin août, lors d'une visite à la 36<sup>e</sup> division déployée dans le Nord, au cours de laquelle un exercice de simulation d'une invasion terrestre du Liban s'est déroulé, le ministre de la défense Yoav Gallant avait déclaré : «Notre centre de gravité [militaire] se déplace du Sud [Gaza] vers le Nord, nous sommes engagés dans un changement progressif», tout en rappelant la mission qu'il estimait être celle de l'armée israélienne, au milieu de «plusieurs tâches» : celle de «libérer les otages [à Gaza]».

«Un changement s'est produit [en Israël] dans la stratégie concernant la guerre dans le Nord. Il y a encore quelques semaines, ce front était considéré comme secondaire. On est au bord d'une guerre à grande échelle», avertit Orna Mizrahi, de l'Institut des études de sécurité nationale. «Ce qui s'est passé aujourd'hui signifie que c'est la dernière chance de parvenir à un cessez-le-feu et de désarmer le Sud Liban», ajoute l'analyste.

Hassan Nasrallah a promis de mettre un terme au conflit lorsqu'un accord de cessation des hostilités serait conclu à Gaza. Ses chances de réussite semblent s'être évanouies. Israël, depuis des mois, agite la menace d'une intervention militaire associant des frappes aériennes massives et une intrusion dans une «zone tampon» destinée à en prendre le contrôle. Les Etats-Unis ont mis en garde Israël, récemment, contre une escalade militaire impliquant une opération au sol de l'armée israélienne, dont il est difficile d'imaginer comment elle pourrait rester circonscrite géographiquement.

«Les chances de voir s'imposer un accord négocié [avec le Hezbollah] sur le théâtre Nord sont en train de s'épuiser», a averti Yoav Gallant lors d'une conversation téléphonique, lundi, avec son homologue américain, Lloyd Austin. Dans l'immédiat, la réplique du Hezbollah est la prochaine étape dans l'escalade des violences. Hassan Nasrallah doit s'exprimer jeudi 19 septembre. «Le Hezbollah va avoir besoin de plusieurs semaines pour se réorganiser après cette attaque qui l'expose à une énorme pression pour riposter», estime Mohanad Hajj Ali. ■

JEAN-PHILIPPE RÉMY  
ET HÉLÈNE SALLON



# A Souweïda, fief des druzes de Syrie, règne l'anarchie

CARNETS DE SYRIE 4/7 Proche de la frontière jordanienne, la ville a été abandonnée par le pouvoir central



## REPORTAGE

Des stands de bidons d'essence de contrebande sont alignés le long des rues du centre de Souweïda. Jaune pour le carburant syrien, bleu pour le libanais. L'étalage, à la vue de tous, de ce marché noir est devenu une particularité de la ville druze du Sud syrien, comme les manifestations qui y sont organisées, chaque semaine, contre le pouvoir central. Ils sont les symptômes de la crise économique et de l'abandon dont souffre cette région frontalière de la Jordanie, devenue une terre de trafics et le royaume de gangs mafieux et criminels.

« La Syrie va mal, mais, nous, loin de tout, on va encore plus mal », résume un habitant. Ici, à plus d'une centaine de kilomètres au sud de Damas, au milieu des collines de roche volcanique noire et des vignes qui produisent un arak servi sur toutes les tables de la capitale, « c'est le Far West. Tu peux tout dire, tout faire, c'est le bazar. Il n'y a pas de pouvoir à Souweïda », abonde Walid (comme les autres témoins cités, il n'a pas souhaité donner son nom, et son prénom a été modifié). Ce druze de 33 ans s'est lancé, il y a deux ans, dans la vente d'essence de contrebande.

Comme beaucoup de jeunes diplômés, après avoir terminé ses études d'électricien et donné six ans de sa vie à l'armée, lancée dans la reconquête des territoires tombés aux mains de l'opposition syrienne, Walid n'a pas trouvé de travail dans son domaine de qualification. Après treize ans de guerre civile (depuis 2011), en butte au boycott et aux sanctions des grandes puissances, la Syrie s'enfonce dans la crise économique. La province de Souweïda, 770 000 habitants, n'a pas échappé au chômage, qui touche 75 % des jeunes.

### Affrontements et vendettas

Le business de l'essence est un palliatif simple. Walid achète à des particuliers les quotas d'essence subventionnés qu'ils reçoivent de l'Etat, au taux de 23 000 livres syriennes (1,60 euro) le litre, et les revend à 25 000 livres syriennes le litre à ceux pour qui les 50 litres d'essence alloués chaque mois ne suffisent pas. Il empêche ainsi entre 1 million et 1,5 million de livres syriennes par mois, de quoi payer son loyer, ses factures, sa nourriture et ses cigarettes. « Je ne mets rien de côté. Tout est devenu très cher depuis quatre ans », dit Walid.

Le business n'est pas sans risque. Il est tenu par les mafias qui ont fleuri dans la ville, livrée à l'anarchie, au crime organisé et à la violence. « Il n'y a plus vraiment de forces de sécurité à Souweïda. Chacun fait sa loi. Tout le monde a une arme. Dès qu'une dispute éclate, il ne faut pas attendre longtemps avant que les pistolets sortent. On a peur de se prendre une balle perdue. On se sent en insécurité per-

manente : 10 % des habitants gênent toute cette criminalité, les autres ont peur et réclament le retour de l'ordre », dit un habitant.

Le régime de Damas s'est désinvesti de cette province pour concentrer ses forces sur la reprise des territoires contrôlés par les rebelles. Lors du soulèvement de 2011, les druzes de Souweïda avaient fait le choix de la neutralité. Ils ont organisé leurs propres groupes armés pour défendre leur territoire des assauts de l'organisation Etat islamique. Une fois la menace repoussée, des groupes de combattants désarmés, entraînés au maniement des armes, se sont alliés avec des milices liées aux forces de sécurité et avec des groupes criminels pour mettre la main sur les routes de contrebande.

Armes, essence, drogue... La province de Souweïda est au carrefour de tous les trafics. En dix ans, ces gangs se sont structurés en réseaux criminels sophistiqués. L'enlèvement contre rançon est devenu l'une de leurs principales activités. Les riches déplacés syriens, qui ont trouvé refuge à Souweïda pendant la guerre, ont été, au début, des cibles faciles, n'ayant aucun appui au sein des tribus druzes de la région.

Ce juteux business, qui peut rapporter entre quelques centaines d'euros et plusieurs dizaines de milliers d'euros selon le statut de

la victime, s'est étendu à la population locale. Des notables et des hommes d'affaires de Souweïda, mais aussi de simples habitants, ont été la cible de menaces. Plusieurs centaines de personnes ont été enlevées ces dernières années et torturées. La direction druze, fragmentée, n'a pas réussi à endiguer le phénomène, qui donne lieu aussi à des affrontements et des vendettas. En 2019, après avoir repris la main sur les deux tiers de la Syrie, le régime de Damas a tenté de rétablir son contrôle sur ces groupes locaux, par le biais d'accords de réconciliation, mais avec un succès très relatif.

La pauvreté pousse de plus en plus d'adolescents désœuvrés et de jeunes hommes dans la drogue et la criminalité. L'animation dans le souk du centre-ville de Souweïda, en cette journée d'été, est trompeuse. « Ce sont des gens de l'extérieur, ceux qui sont partis travailler à l'étranger et peuvent se payer des choses. Le reste du temps, il n'y a pas de clients », explique Nora, la gérante d'une boutique de tissu. Une bouche pulpeuse redessinée au rouge à lèvres, cette druze de 58 ans n'a nullement renoncé à la coquetterie malgré la crise.

Ses quarante ans d'ancienneté et ses responsabilités lui garantissent un salaire de 700 000 livres syriennes par mois. « La situation était bien meilleure pendant la guerre. On pouvait tout s'acheter. Plus maintenant, tout est devenu trop cher », poursuit-elle. Elle est ravie de sa nouvelle machine à compter les billets. Avec l'effondrement de la livre syrienne – de 47 livres syriennes le dollar avant la guerre à près de 15 000

aujourd'hui sur le marché noir –, il faut des liasses de billets pour faire ses emplettes et un sac pour les transporter. « Avant la guerre, il y avait du travail, et, surtout, il n'y avait pas l'inflation qu'on a aujourd'hui. La raison en est que tout vient de l'extérieur, comme nos tissus, car il n'y a plus de production locale », dit Soumeïya, une vendeuse de 45 ans, tout aussi coquette que sa patronne. Cette femme célibataire, qui vit avec sa sœur et ses quatre nièces, ne fait plus le marché qu'au moment où les étals s'apprentent à fermer, pour acheter à prix cassés les fruits et les légumes abimés.

### Liberté d'expression inexistante

Une fois les factures payées, il ne reste plus grand-chose. Il n'y a que quatre heures d'électricité publique par jour et de l'eau tous les vingt jours. Il faut acheter des mètres cubes d'eau et du mazout pour actionner le générateur. Ceux qui en ont les moyens installent des batteries au lithium ou des panneaux solaires. « Ça devient aussi difficile de payer les loyers. Ils ont augmenté avec l'arrivée des déplacés. Certains sont repartis, mais d'autres sont restés, car ils n'ont nulle part où retourner. Et il n'y a pas eu de nouvelles constructions à cause de la guerre et de la crise », dit Soumeïya.

Chaque famille de Souweïda a, au moins, un membre à l'étranger qui lui envoie de l'argent. Parfois, des familles entières s'exilent parce qu'elles n'arrivent plus à joindre les deux bouts. Les deux frères de Bachir, le seul homme de la boutique, sont partis il y a un an dans le Chouf, la montagne druze

## L'enlèvement contre rançon est devenu l'une des principales activités des gangs, structurés en réseaux criminels sophistiqués

libanaise, pour faire des petits boulots. Agés de 21 et 27 ans, ils ont aussi voulu échapper au service militaire. Le gouvernement essaie de l'imposer de nouveau aux jeunes hommes de Souweïda après des années de laisser-faire.

Mais l'installation au Liban n'est pas une panacée. « C'est difficile d'y aller. Il faut passer la frontière illégalement avec des passeurs. Sur place, les salaires sont très bas, et les Syriens rencontrent de plus en plus de problèmes, comme l'imposition d'un couvre-feu dans certaines localités et des violences », poursuit le vendeur de 24 ans. Chaymaa, une autre de ses collègues, a, elle, deux filles qui sont parties. L'une est coiffeuse en Irak, l'autre serveuse à Dubaï. « J'ai même une cousine en Malaisie, ajoute-t-elle. Avant, les familles n'acceptaient pas que les filles partent, car la société est conservatrice. Mais il n'y a plus le choix. »

Désormais seul soutien de sa famille, Bachir n'aura pas à faire l'armée. Sa vie à Souweïda le déprime. Comme beaucoup de jeunes hommes, il a dû arrêter l'école

à 14 ans, à la fin du collège, pour prendre un emploi alimentaire. Tout son salaire part dans ses cigarettes. Il ne lui reste rien, pas même de quoi sortir avec ses amis. « Mon rêve est de reprendre mes études pour devenir avocat et analyste politique », dit-il. Cet intérêt pour la chose politique est rare en Syrie, où la liberté d'expression est quasi inexistante. Il a été ramené à Souweïda depuis plus d'un an, avec les manifestations hebdomadaires autour de la place Al-Karama (« dignité » en arabe).

Ces protestations, sous les slogans « contre la pauvreté et l'humiliation », ont pris, depuis août 2023, une tonalité plus politique. Le gouvernement venait de lever partiellement les subventions sur les carburants, après avoir revalorisé les salaires et les retraites de la fonction publique. Des mouvements de femmes, des personnalités religieuses, des employés, des résidents urbains et ruraux, des intellectuels et des politiciens de l'opposition participent aux rassemblements. Des slogans réclamant la chute du régime et du chef de l'Etat syrien, Bachar Al-Assad, sont apparus, rappelant le soulèvement de 2011. Les manifestations sont restées pacifiques, à l'exception de quelques incidents meurtriers au cours de l'été. Le gouvernement, soucieux de ne pas braquer les druzes dans leur ensemble, tolère ces accès de colère, tant qu'ils ne font pas tache d'huile dans le reste du pays. ■

LE MONDE

Prochain article Sur le littoral syrien, la saison estivale minée par la crise économique



Ci-contre : une commerçante de Souweïda (Syrie) ; en bas, à gauche : vente de carburant illégal sur la route entre Damas et Homs, cet été ; à droite : un vendeur d'essence de contrebande, blessé lors de son service militaire, à Souweïda.

PHOTOS : « LE MONDE »



### A l'attention de nos lecteurs

Les « carnets de Syrie » sont une série de reportages réalisés à l'été 2024. Pour des raisons de sécurité, certaines des personnes citées s'expriment sous un pseudonyme. Pour ces mêmes raisons, le nom des auteurs de ces reportages n'est pas mentionné.



# Une Commission européenne plus droitière

Ursula von der Leyen compte asseoir son autorité, entourée d’une équipe où le PPE est largement dominant

BRUXELLES - bureau européen

À ceux qui en doutaient encore, Ursula von der Leyen vient de faire la démonstration qu’elle est une femme de pouvoir et qu’elle sait fort habilement jouer des rapports de force. Reconduite par les Vingt-Sept après les élections européennes du 9 juin, qui ont consacré la victoire de sa famille politique – les chrétiens-démocrates du Parti populaire européen (PPE) –, la présidente de la Commission compte désormais asseoir son autorité.

L’équipe qui l’entourera à compter du 1<sup>er</sup> décembre au plus tard, et qu’elle a présentée mardi 17 septembre, en atteste. «*On a l’impression d’assister au début du règne d’Ursula Jupiter*», glisse l’eurodéputé Place publique Raphaël Glucksmann. Il faut dire que le contexte lui est favorable, à défaut de l’être pour une Union européenne (UE) en plein décrochage économique et confrontée à deux guerres à ses frontières. Entre une France affaiblie par les difficultés politiques d’Emmanuel Macron et une Allemagne empêtrée dans les dysfonctionnements de la coalition dirigée par le chancelier Olaf Scholz, Ursula von der Leyen a plus d’espace. D’autant qu’elle ne devrait pas brigner un nouveau mandat en 2029 et n’a donc plus besoin de s’assurer du soutien de Paris, Berlin, Rome et les autres.

## Entourée de «yes men»

Si le Parlement européen valide la composition du prochain collège, on devrait y compter très peu de poids lourds susceptibles de faire de l’ombre à M<sup>me</sup> von der Leyen. Elle sera entourée essentiellement de *yes men* («bêni-oui-oui»), résume le politiste Alberto Alemanno, alors que les figures de son premier mandat – le Néerlandais Frans Timmermans et la Danoise Margrethe Vestager – ont quitté le navire communautaire.

Le Français Thierry Breton aurait certes dû poursuivre, mais l’ex-ministre allemande, avec qui il entretient des relations exécrables, a fait plier Emmanuel Macron : si la France veut un portefeuille d’envergure, lui a-t-elle dit en substance, ce sera sans l’ancien patron du groupe d’informatique Atos. L’Elysée a sacrifié Thierry Breton, au profit du fidèle macroniste Stéphane Séjourné, ministre démis-

## L’Autrichien Magnus Brunner, dont le parti milite pour l’expulsion des réfugiés afghans ou syriens, hérite du dossier migratoire

sionnaire des affaires étrangères, qui, comme l’a confirmé Ursula von der Leyen, mardi, sera l’un de ses six vice-présidents exécutifs, chargé de «*la prospérité et de la stratégie industrielle*». Il aura la main sur le marché intérieur et chapeautera quatre commissaires chargés du commerce (le Slovaque Maros Sefcovic), de la recherche (la Bulgare Ekaterina Zaharieva), des affaires économiques (le Letton Valdis Dombrovskis) et des services financiers (la Portugaise Maria Luis Albuquerque). Mais, le passé l’a montré : à Bruxelles, le titre n’est pas un gage d’influence.

Et rien ne dit que Stéphane Séjourné, qui maîtrise mal l’anglais et connaît peu les sujets économiques, aura plus de pouvoir que Thierry Breton, qui pilotait directement trois directions générales stratégiques (marché intérieur, numérique et défense). Il lui faudra s’imposer aux commissaires sous son autorité, dont trois issus du PPE, qui, sur les finances publiques ou le commerce, ne partagent pas forcément la vision française. Il «*va se faire manger et l’influence française va payer l’addition*», juge l’eurodéputée Les Républicains Céline Imart. «*La Commission a dans son programme de travail un logiciel très français*», se rassure l’Elysée.

«*Ursula von der Leyen a obtenu le départ d’un poids lourd de la Commission, capable de remettre en cause sa toute-puissance et de contrebalancer la domination du PPE*», ont regretté les sociaux-démocrates (S&D) français. Compte tenu des gouvernements des Vingt-Sept, le PPE est dominant avec, en plus de M<sup>me</sup> von der Leyen, treize commissaires – contre quatre sociaux-démocrates, cinq Renew, un membre des Conservateurs et réformistes européens (ECR), trois indépendants.

## La nouvelle Commission proposée par Ursula von der Leyen

Couleur politique du candidat commissaire  
Alliance progressiste des socialistes et démocrates  
Renew Europe  
Parti populaire européen  
Conservateurs et réformistes européens  
Patriotes pour l’Europe  
Indépendant



PRÉSIDENTE  
reconduite pour un deuxième mandat à la tête de la Commission européenne le 18 juillet

**Ursula von der Leyen**  
Allemagne

### VICE-PRÉSIDENTS

 <b>Teresa Ribera</b> Espagne Transition propre, juste et compétitive	 <b>Henna Virkkunen</b> Finlande Souveraineté technologique, sécurité et démocratie	 <b>Stéphane Séjourné</b> France Prospérité et stratégie industrielle	 <b>Roxana Minzatu</b> Roumanie Personnes, compétences et état de préparation	 <b>Raffaele Fitto</b> Italie Cohésion et réformes	 <b>Kaja Kallas</b> Estonie Haute représentante affaires étrangères et politique de sécurité
--	--	--	--	---	---

### COMMISSAIRES

 <b>M. Sefcovic</b> Slovaquie Commerce	 <b>W. Hoekstra</b> Pays-Bas Climat	 <b>C. Kadis</b> Chypre Pêche et océans	 <b>J. Roswall</b> Suède Environnement	 <b>M. McGrath</b> Irlande Démocratie et justice
 <b>V. Dombrovskis</b> Lettonie Économie	 <b>A. Kubilius</b> Lituanie Défense et espace	 <b>M.-L. Albuquerque</b> Portugal Services financiers	 <b>P. Serafin</b> Pologne Budget	 <b>A. Tzitzikostas</b> Grèce Transport et tourisme durables
 <b>D. Suica</b> Croatie Méditerranée	 <b>M. Kos</b> Slovénie Élargissement	 <b>H. Lahbib</b> Belgique Gestion de crise	 <b>D. Jorgensen</b> Danemark Énergie et logement	 <b>C. Hansen</b> Luxembourg Agriculture
 <b>O. Varhelyi</b> Hongrie Santé	 <b>J. Sikela</b> République tchèque Partenariats internationaux	 <b>M. Brunner</b> Autriche Intérieur et migration	 <b>E. Zaharieva</b> Bulgarie Recherche et innovation	 <b>G. Micallef</b> Malte Culture et jeunesse

Infographie : Le Monde • Source : Commission européenne

La prééminence de la droite se lit aussi dans les priorités de la présidente de la Commission, même si elle a maintenu le pacte vert au cœur de son deuxième mandat, en nommant la socialiste espagnole Teresa Ribera vice-présidente exécutive chargée de la «*transition propre*». «*La nouvelle Commission est au rendez-vous des promesses-clés du PPE pendant la campagne*», se réjouit le président du groupe PPE du Parlement européen, Manfred Weber.

En premier lieu sur la question migratoire, qui revient à Magnus Brunner, le ministre des finances autrichien, dont le parti, l’ÖVP, milite pour l’expulsion des réfugiés afghans ou syriens dans leur pays d’origine. C’est aussi un faucon du PPE qui hérite du premier portefeuille de commissaire chargé de la défense et de l’espace, le Lituanien Andrius Kubilius. Mais il devra travailler en lien étroit avec la nouvelle cheffe de la diplomatie européenne, l’Estonienne Kaja

Kallas (Renew). «*Ils sont dans la main des Etats-Unis*», critique un haut fonctionnaire européen.

A la table du Conseil européen, également dominé par la droite, les chefs d’Etat et de gouvernement auront à cœur de rappeler à Ursula von der Leyen qu’elle ne peut rien faire sans eux, puisque toute proposition de la Commission doit être validée par les Vingt-Sept. Ils espèrent que le départ de Charles Michel, avec lequel elle n’arrivait pas à travailler et qui sera remplacé à la tête de l’institution par le Portugais Antonio Costa, facilitera les choses.

## Nomination d’un proche d’Orban

Le Parlement européen, l’autre législateur, aura pour sa part l’occasion de faire valoir son point de vue dans les prochaines semaines, alors qu’il doit investir chacun des commissaires puis le collège dans son ensemble. En 2019, il avait, entre autres, refusé la nomination de la Française Sylvie Goulard,

qu’Emmanuel Macron avait remplacée par Thierry Breton.

Le Hongrois Oliver Varhelyi, qui a obtenu le portefeuille de la santé et du bien-être animal, est le plus à risque. Les eurodéputés n’entendent pas valider la nomination de ce proche de Viktor Orban, qui, en 2023, en plein hémicycle, les traitait d’«*idiots*». La nomination de Raffaele Fitto, issu du parti post-fasciste Fratelli d’Italia de Giorgia Meloni, au poste de vice-président exécutif chargé de la cohésion et des réformes, irrite les libéraux et à la gauche de l’hémicycle, qui rappellent qu’ECR ne fait pas partie de la majorité PPE-S & D-Renew, sur laquelle M<sup>me</sup> von der Leyen peut compter à Strasbourg.

«*ECR n’a pas voté pour Ursula von der Leyen. Contrairement aux Verts, qui ne sont pas représentés au collège. Il y a quelque chose qui ne colle pas*», juge l’eurodéputé macroniste Pascal Canfin. Son collègue écologiste David Cormand dénonce, lui, «*la normalisation de*

*l’extrême droite dans les institutions européennes*».

L’Italie est la troisième économie de la zone euro, rappelle la présidente, qui dit s’«*inspirer*» du Parlement européen où, «*sur quatorze vice-présidents, deux sont issus d’ECR*». Après des élections européennes qui ont vu l’extrême droite progresser, ses commissaires auront besoin du soutien d’ECR, quatrième groupe politique à Strasbourg, devant Renew. «*Cette Commission de droite devra son salut à l’extrême droite*», dénonce Manon Aubry, présidente du groupe des gauches radicales.

Les S&D, les Verts et Renew veulent aussi plus de place pour les femmes, moins nombreuses (onze) que les hommes, malgré les promesses de M<sup>me</sup> von der Leyen. Elle avait demandé aux Etats membres de lui proposer deux noms, un homme et une femme. Seule la Bulgarie s’est exécutée. ■

PHILIPPE JACQUÉ  
ET VIRGINIE MALINGRE

# Allemagne : Friedrich Merz candidat de la droite à la chancellerie

L’ultraconservateur représentera la CDU-CSU, favorite dans les sondages, lors des élections législatives fédérales de l’automne 2025

BERLIN - correspondant

Cette fois, la course aura été brève. C’est Friedrich Merz qui représentera le parti conservateur des chrétiens-démocrates allemands (CDU) lors des élections législatives fédérales de l’automne 2025. A 68 ans, l’éternel rival d’Angela Merkel a enfin les coudées franches pour briger la chancellerie au nom du parti conservateur, donné favori dans les sondages.

Les deux autres prétendants se sont rapidement retirés pour laisser la place à celui qui avait pris, début 2022, la double présidence de la CDU au niveau fédéral et du groupe parlementaire conservateur au Bundestag. Le dirigeant de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Hendrik Wüst, âgé de 49 ans, avait annoncé, lundi 16 septembre, renoncer à concourir. Et surtout Marcus Söder, à la tête du puissant Land de Bavière, plus populaire que M. Merz mais moins consensuel au sein du parti, qui a

officialisé son soutien lors d’une conférence de presse commune à Berlin, mardi 17 septembre.

Attendue après le scrutin régional dans le Brandebourg dimanche 22 septembre, l’annonce de la nomination de M. Merz a été avancée afin d’éviter les luttes intestines qui, en 2021, avaient pénalisé le candidat Armin Laschet. Les conservateurs tenaient à présenter une organisation en ordre de marche pour affronter le chancelier social-démocrate, Olaf Scholz, s’il se représente, lors des élections de l’automne 2025.

C’est un parti soudé par la défaite de 2021 et uni derrière son candidat qui va se lancer en campagne. Depuis deux ans et demi, «*Friedrich Merz a façonné le parti en faisant évoluer son socle idéologique*», estime Uwe Jun, professeur de science politique à l’université de Trèves (Rhénanie-Palatinat). La CDU est plus conservatrice qu’à l’époque d’Angela Merkel sur le plan sociétal, notamment sur les questions d’immigra-

tion et de genre, et plus libérale sur le plan économique. M. Merz est donc le candidat idéal pour mener ce programme qui ressemble davantage à ce qu’était la CDU avant M<sup>me</sup> Merkel ».

## Ecarté du pouvoir depuis 2002

Rompre avec l’héritage d’Angela Merkel était l’un des objectifs de Friedrich Merz depuis sa reprise en main du parti en 2022. A la fois pour des raisons idéologiques : une partie des conservateurs ont reproché à la chancelière d’avoir mené une politique trop proche de celle des sociaux-démocrates, et sa décision d’ouvrir le pays aux réfugiés lors de la guerre en Syrie demeure très controversée dans le pays. Et sans doute aussi en partie pour des raisons personnelles, l’ancienne chancelière ayant systématiquement écarté M. Merz du pouvoir depuis 2002.

Friedrich Merz cresse, en effet, l’idée d’une carrière nationale depuis plus de vingt ans. Evincé de la tête du groupe parlementaire de

la CDU au début des années 2000 par une Angela Merkel qui dirigeait alors le parti, il a quitté la politique à partir de 2009 pour mener une carrière dans les affaires, comme avocat puis comme président du conseil de surveillance du gestionnaire d’actifs américain BlackRock, siégeant dans divers conseils d’administration. Tout en gardant un œil sur le débat public – il a dénoncé, par exemple, la sortie du nucléaire en 2011.

Lorsque, en 2018, la chancelière a amorcé son retrait de la politique, M. Merz a à nouveau tenté sa chance, en vain. Battu à deux reprises malgré le soutien de l’ancien ministre des finances, Wolfgang Schäuble, au profit d’Angelgret Kramp-Karrenbauer, puis d’Armin Laschet, c’est seulement après la défaite de ce dernier aux élections de 2021, et le départ d’Angela Merkel, qu’il a pu convoiter la présidence du parti. La voie est désormais libre pour cet élu du plus grand Land de l’ouest, la Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

## Depuis sa reprise en main de la CDU en 2022, l’un des objectifs de Friedrich Merz était de rompre avec l’héritage d’Angela Merkel

A en croire les sondages, selon lesquels la CDU devance les trois partis de la coalition au pouvoir réunis, il a toutes les chances de devenir le prochain chancelier.

Demeurent toutefois quelques obstacles. Au sein de son parti, d’abord. La loyauté du Bavarois Markus Söder, réputé incontrôlable et dont les ambitions ont sans doute été contrariées malgré son ralliement précoce, demeure un facteur d’incertitude pour la campagne. Certains ont vu sa patte dans les fuites des derniers jours

qui ont contraint le parti à précipiter la nomination de M. Merz.

Autour de la personne de Friedrich Merz ensuite, perçu comme élitiste et peu sympathique. Avec des déclarations présentant les enfants de migrants comme des «*petits pachas*» ou reprochant aux réfugiés de se faire «*refaire les dents quand les Allemands n’arrivent pas à obtenir de rendez-vous*», sa ligne risque d’être clivante pour une partie des électeurs du centre qui s’étaient ralliés à Angela Merkel.

«*Il a l’image d’un homme peu proche des préoccupations quotidiennes des gens*, poursuit Uwe Jun. *Il est allé en avion privé au mariage du ministre des finances, Christian Lindner. Cela laisse des traces. Angela Merkel avait, au contraire, une image accessible et protectrice.*» Friedrich Merz se verra enfin probablement reprocher son manque d’expérience politique en dehors du Bundestag, n’ayant jamais exercé de fonction exécutive locale ou nationale. ■

ELSA CONESA



# Inde : cent jours après avoir été réélu, le maigre bilan de Modi

## Sans majorité propre, obligé de s’allier à deux ministres régionaux versatiles, le premier ministre a dû renoncer à de nombreux projets

NEW DELHI - *correspondante*

Le premier ministre indien, réélu en juin, avait annoncé lors de sa campagne électorale un plan d’action pour les cent premiers jours de son troisième mandat. L’échéance est arrivée, mardi 17 septembre : le bilan est bien maigre. Narendra Modi, 74 ans, n’est plus le leader qui a régné sans partage durant dix ans sur le pays plus peuplé du monde.

M. Modi a, certes, multiplié les déplacements à l’étranger (Italie, Russie, Autriche, Pologne, Singapour, Ukraine, Brunei), mais l’intensité de son activité diplomatique n’a pas été à la hauteur de son engagement dans son propre pays : les trois mois qui viennent de s’écouler ont été marqués par l’affaiblissement politique et une relative inertie.

La première session parlementaire, achevée à la mi-août, a montré les marges d’action étroites d’un gouvernement sans majorité propre, obligé de s’allier à deux responsables régionaux versatiles, « ministres en chef » des Etats du Bihar (nord) et de l’Andhra Pradesh (sud). A trois reprises, il a dû renoncer à des projets. Les trois textes, rédigés sans consultation, visaient les musulmans, les castes défavorisées et les médias indépendants, cibles habituelles. Ses alliés n’ont pas suivi, soucieux de ne pas se mettre à dos la communauté musulmane et les basses castes.

### Sur la défensive

Le paysage parlementaire a radicalement changé, l’opposition, plus forte, place désormais l’exécutif sur la défensive. « Ces volte-face montrent que l’autorité poli-

tique de Modi est mise à mal, confie le politologue Asim Ali. Il n’a pas été en mesure d’imposer un programme consensuel susceptible de rassembler la population. »

Les seules réformes d’envergure évoquées par le premier ministre lors de son discours annuel du 15 août pour célébrer l’indépendance – l’instauration d’un code civil uniforme et une réforme du calendrier électoral destinée à regrouper le même jour les élections générales pour la Chambre basse et les scrutins régionaux dans vingt-huit Etats – ont peu de chances de voir le jour : le Bharatiya Janata Party (Parti du peuple indien, BJP), la formation de M. Modi, ne dispose pas d’une majorité qualifiée. Il semble loin le temps du second mandat (2019-2024), quand le tout-puissant premier ministre avait décidé d’abolir brutalement, à la surprise générale, l’article 370 de la Constitution, conférant une semi-autonomie au Cachemire, région à majorité musulmane disputée depuis la partition entre l’Inde et le Pakistan, et perpétuellement sujette à des troubles internes.

Les chantiers urgents n’ont toujours pas commencé, notamment le recensement décennal de la population, outil indispensable pour connaître l’état réel du pays et ajuster les programmes de redistribution, qui aurait dû être lancé en 2021. Début septembre, le conseil permanent des statistiques, de quatorze membres, dirigé par l’éminent économiste Pronab Sen, s’était inquiété du retard pris et des conséquences sur son travail de l’absence de données récentes. Pour toute réponse, le gouvernement a décidé de dissoudre abruptement cette instance. Pour Pratap Bhanu Mehta, politologue et ex-direc-

teur de l’université Ashoka, « le premier ministre donne l’impression d’être dans un état second, incapable de diagnostiquer les raisons de sa défaite et de tracer une nouvelle voie ».

Selon le chroniqueur du quotidien *Indian Express*, le premier ministre aurait perdu sa capacité de contrôle. « Pour la première fois de sa carrière politique, écrit-il, il n’a plus la capacité d’anticiper le sentiment populaire et semble être un disque rayé, vivant sur la puissance de ses slogans passés, qui n’ont plus de raison d’être ni d’utilité. » Le gouvernement a cependant préparé la réplique à ses détracteurs, en diffusant une liste de chantiers ou de programmes d’aides sociales, décidés dans les cent jours : projets de route, de liaison ferroviaire, d’aides aux agriculteurs.

### Désespoir des jeunes

Selon l’Organisation internationale du travail, le chômage affecte désormais majoritairement les jeunes Indiens, 83 % des chômeurs ont moins de 34 ans. Le désespoir des jeunes est tel qu’ils sont prêts à postuler pour des emplois gouvernementaux sous-qualifiés. Le gouvernement de l’Haryana a ainsi reçu 395 000 candidatures pour des postes de balayeur, contractuels, payés 15 000 roupies (161 euros) par mois. Parmi ces candidats, 6 112 étaient diplômés de troisième cycle, 39 990 diplômés de second cycle et 117 144 ont étudié jusqu’à la fin du secondaire.

Le budget adopté fin juillet est censé soutenir l’emploi des jeunes, l’acquisition de compétences, grand écueil de l’Inde. Mais il faudra des efforts beaucoup plus importants pour donner des raisons à la jeunesse de ne pas quitter le pays.

Même le plus prestigieux établissement, l’Indian Institute of Technology de Bombay, n’a pu placer que 75 % de sa promotion 2024. « Le chômage est une bombe à retardement, et le gouvernement Modi n’a rien fait, absolument rien, pour la désamorcer depuis le 9 juin », accuse Palaniappan Chidambaram, député du Congrès et ancien ministre de l’économie.

Les dissensions entre Modi et sa famille politique d’origine, le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), puissante organisation d’extrême droite, sont de plus en plus flagrantes. Le chef du RSS, Mohan Bhagwat, devant des militants, a de nouveau moqué, sans le nommer, le premier ministre, qui, lors la campagne, s’était déclaré envoyé de Dieu. « Grâce à son travail, chacun peut devenir une figure vénérée. Mais ce sont les autres, et non nous-mêmes, qui détermineront si nous avons atteint ce niveau. Nous ne devons pas proclamer que nous sommes devenus des dieux. »

M. Bhagwat avait déjà fustigé l’arrogance du candidat Modi et son incapacité à ramener la paix dans l’Etat du Manipur, en proie à un conflit interethnique depuis dix-sept mois. « La prise de distance publique du RSS lui a coupé les ailes », estime Asim Ali.

L’affaiblissement de Narendra Modi s’est conjugué, ces trois derniers mois, à une brutalisation de la sphère publique. Dans les Etats dirigés par le BJP, Uttarakhand, Uttar Pradesh et Assam, les chefs de gouvernement sont lancés dans une surenchère islamophobe. Mosquées et maisons démolies au bulldozer, législations stigmatisantes... la communauté musulmane est clairement désignée comme l’ennemi de la société.

**L’affaiblissement du premier ministre s’est conjugué, ces trois derniers mois, à une brutalisation de la sphère publique**

Dans ces régions, les crimes haineux se sont multipliés ces dernières semaines, commis notamment par les brigades de « protection de la vache ». Un jeune travailleur bengali a ainsi été battu à mort dans l’Haryana ; près de Bombay, un homme de 72 ans, musulman, a été passé à tabac dans un train, près de Bombay. Chaque fois, les mêmes rumeurs sont colportées, les victimes sont accusées de manger ou de faire commerce du bœuf.

« L’escalade de la violence officielle et de la rhétorique contre des musulmans peut surprendre, dans la mesure où Modi, en perte de contrôle absolue, est contraint à une coalition. Mais c’est justement là que réside le problème, estime Samar Halarnkar, un des fondateurs du site d’information indépendant Article 14. Permettre à des responsables régionaux [d’Etats dirigés par le BJP] de continuer à faire comme si de rien n’était, en matière de violences physiques et verbales contre des musulmans, n’est pas seulement un signe de défiance, mais aussi un signal adressé à son électorat de base montrant que son désir d’asservir les musulmans n’a pas été oublié. » ■

SOPHIE LANDRIN

# Au Mali, la junte humiliée après les attaques djihadistes à Bamako

## Le Groupe de soutien à l’islam et aux musulmans affirme avoir mené une opération ayant entraîné d’« énormes pertes humaines »

A Bamako, la journée du mardi 17 septembre devait être marquée par l’ouverture du procès de l’achat de l’avion présidentiel, symbole de la lutte contre la corruption de l’ancien régime, promise par la junte du colonel Assimi Goïta. Elle s’est révélée être le jour qui marquera la plus importante attaque djihadiste de la capitale malienne, depuis le coup d’Etat militaire, en 2020. Image même de l’humiliation : celle d’un combattant du Groupe de soutien à l’islam et aux musulmans (GSIM), sur le tarmac de l’aéroport, incendiant tranquillement le réacteur dudit avion.

L’attaque a débuté vers 5h30. Des tirs et des détonations résonnent autour de l’école de gendarmerie, dans le quartier de Faladié, et à une dizaine de kilomètres plus au sud, près de l’aéroport Modibo Keita. Très vite, le GSIM publie un premier communiqué, dans lequel il affirme avoir mené une « opération spécifique » contre l’« aéroport militaire et une base d’entraînement de la gendarmerie » qui a provoqué d’« énormes pertes humaines », ainsi que la « destruction d’avions de combat ».

A Faladié, l’attaque est vite contenue par l’armée. Dans un communiqué, l’état-major déclare qu’« un groupe de terroristes a tenté de s’infiltrer dans l’école de gendarmerie », ajoutant que la situation est « sous contrôle ». En milieu de matinée, le général Oumar Diarra, le chef d’état-major général des armées, se rend sur place et affirme que « les terroristes qui s’étaient infiltrés [ont] été neutralisés ». Des complices présumés sont arrêtés et exhibés à la télévision.

Si les autorités n’ont fourni aucun bilan humain, un officier

malien assure au *Monde* que l’attaque contre l’école de gendarmerie a fait une « soixantaine de morts ». Elle aurait aussi fait de nombreux blessés. L’établissement abrite notamment le siège des unités d’élite de la gendarmerie, le groupe d’action rapide de surveillance et d’intervention et le peloton d’intervention de la gendarmerie nationale.

« Cette attaque contre l’école de gendarmerie était un leurre, un moyen de neutraliser ces unités spéciales pour les empêcher d’intervenir sur le vrai objectif : l’aéroport », explique une source militaire. De fait, mardi jusqu’en fin d’après-midi, des tirs y résonnaient toujours et une épaisse fumée noire s’élevait au-dessus du tarmac. Les assaillants ont ciblé la base aérienne 101, qui accueille des avions et des hélicoptères de l’armée de l’air malienne, et un détachement des mercenaires russes du Groupe Wagner, longtemps incapables, comme les militaires sur place, de repousser l’attaque.

### Une opération complexe

Pendant une partie de l’après-midi, les djihadistes ont pris le contrôle de certaines zones de l’aéroport. Sur des vidéos qu’ils ont filmées, on les aperçoit en train de tirer dans le pavillon présidentiel désert, incendier des hangars et, donc, mettre le feu à l’un des réacteurs du Boeing présidentiel. Un des deux CASA C295 (un avion de transport de troupes) de l’armée de l’air est détruit. D’autres avions militaires auraient été endommagés dans les combats.

La dernière attaque djihadiste au cœur de la capitale malienne remonte au 21 mars 2016 et à l’attentat contre l’Hôtel Nord-Sud, quar-

tier général de la mission de formation de l’armée malienne par l’Union européenne, qui s’était soldé par la mort d’un assaillant. Le 22 juillet 2022, une attaque à la voiture piégée, revendiquée par le GSIM, avait visé le camp militaire de Kati, au nord de Bamako, fief de la junte. Un premier affront pour les militaires au pouvoir, qui ont bâti leur popularité sur la promesse de reconquête des territoires perdus dans le nord du pays et de la souveraineté nationale.

Avec cette double attaque du GSIM en plein Bamako, la junte essuie une nouvelle défaite après celle, fin juillet, de Tin Zaouatine, dans l’extrême nord, où les rebelles indépendantistes du Cadre stratégique permanent ont affirmé avoir tué 47 soldats maliens et 84 mercenaires de Wagner.

Les djihadistes ont cette fois préparé une opération complexe dont la date pourrait ne pas avoir été choisie au hasard. L’attaque est intervenue cinq jours avant la Fête de l’indépendance, le 22 septembre, et deux jours après le premier anniversaire de la création de l’Alliance des Etats du Sahel (AES), qui regroupe, outre le Mali, le Burkina Faso et le Niger, deux autres pays dirigés par des militaires. « Grâce à cette alliance stratégique, nos forces de défense et de sécurité ont enregistré d’importantes victoires sur le terrain, affaiblissant considérablement les groupes armés terroristes », s’était félicité le colonel Goïta, président de l’AES, dans un discours à la télévision nationale, le 15 septembre. ■

BENJAMIN ROGER

**Le Monde Afrique**  
Retrouvez en ligne l’ensemble de nos contenus

# NOUVELLE AUDIENCE NOUVELLE OFFRE

41%

des CSP++

fréquentent nos univers  
chaque semaine\*

## MEDIATRANSPORTS leader français de l’affichage dans les transports

\*réseaux publicitaires exploités par MEDIATRANSPORTS.  
Plus d’infos sur [mediatransports.com](https://mediatransports.com)



# Bronchiolite : deux traitements préventifs au choix

Tandis que le vaccin Abrysvo est injecté à la future mère, l'anticorps Beyfortus est administré à l'enfant

Quelle injection privilégiée pour lutter contre la bronchiolite ? Cette infection des bronchioles, les ultimes ramifications des bronches, est particulièrement dangereuse pour les nouveau-nés et les enfants jusqu'à l'âge de 2 ans. Si les moyens de prévention se sont longtemps limités aux gestes barrières, la saison hivernale 2024-2025 va s'ouvrir avec non pas un, mais deux traitements préventifs. Les futurs parents se retrouvent donc en cette rentrée devant un choix inédit, si bien que la Haute Autorité de santé (HAS) a produit, le 3 septembre, un document d'aide à la décision.

« Sur le principe, se protéger contre la bronchiolite, c'est forcément une bonne idée », insiste Yves Ville, chef de service de la maternité de l'hôpital Necker-Enfants malades, à Paris. La maladie survient tous les ans et peut entraîner des complications nécessitant l'hospitalisation dans 2 % à 3 % des cas, voire la réanimation, notamment chez les moins de 1 an. La maladie affectant près de 500 000 enfants chaque hiver, une dizaine de milliers auront besoin d'une place d'hôpital. La bronchiolite est causée par deux types de virus : les rhinovirus, mais surtout le virus respiratoire syncytial (VRS), visé par les laboratoires pharmaceutiques.

En 2023, pour la première fois, a été proposé aux parents le désirant un traitement préventif : un anticorps monoclonal, le nirsevimab, commercialisé par Sanofi sous le nom de Beyfortus. Selon une étude de modélisation publiée par l'Institut Pasteur, l'administration de ce produit a permis d'éviter 5 800 hospitalisations, en particulier chez les enfants de moins de 2 mois, soit une réduction de 23 % du nombre total d'hospitalisations pour bronchiolite à VRS. La plupart des professionnels de santé soulignent une diminution de ces cas graves dans leurs services en 2023-2024, probablement en partie grâce à cet effort de prévention.

Les parents ont donc désormais le choix entre l'injection de ces anticorps de synthèse à leur nourrisson dans ses premiers jours de vie et l'utilisation d'un vaccin à destination de la femme



Examen chez un pédiatre, à Vincennes (Val-de-Marne), lors d'une épidémie de bronchiolite, en décembre 2022. BERTRAND GUAY/AFP

enceinte. L'Abrysvo, développé par Pfizer, permet à la future mère de fabriquer des anticorps en réaction au produit et de les transmettre naturellement à son fœtus via la barrière placentaire. Ce sont deux approches différentes se basant pourtant sur le même concept d'immunisation passive puisque, dans les deux cas, ce n'est pas le nourrisson, dont le système immunitaire est immature jusqu'à ses 3 mois, qui produit ses propres anticorps.

« La HAS a mis Abrysvo et Beyfortus sur le même plan en termes d'efficacité et de sécurité », souligne Cyril Schweitzer, directeur du pôle enfants-néonatalogie au CHU de Nancy. En matière d'efficacité, les études menées jusque-là pour les deux produits montrent une réduction significative des infections respiratoires sévères liées au VRS : 81,8 % à 3 mois et 69,4 % à 6 mois pour le vaccin Abrysvo, contre 74,5 % à 5 mois pour l'anticorps monoclonal Beyfortus.

Dans ces conditions, le pédiatre aurait tendance à privilégier le vaccin à destination de la mère. « L'enfant est ainsi protégé dès la naissance, même en cas d'accouchement prématuré, alors qu'on sait que les bronchiolites les plus graves arrivent dès la première semaine de vie », argumente-t-il. Le Beyfortus offre de son côté une protection maximale six jours après l'injection, ce qui signifie que même administré dès les premiers jours de vie, il ne prévient pas complètement les infections possiblement contractées à la maternité. Mais le Beyfortus a l'avantage de pouvoir être administré à distance de la naissance pour les enfants encore vulnérables au moment de leur premier hiver. Tous les nourrissons nés depuis le 1<sup>er</sup> janvier peuvent ainsi en bénéficier à partir d'octobre.

Olivier Picone, chef de service adjoint de la maternité Louis-Mourier à Colombes (Hauts-de-Seine), qui déclare des liens d'inté-

rêt avec les deux laboratoires pharmaceutiques, ne tranche pas complètement : « J'insiste sur la vaccination pendant la grossesse, parce que ça permet un premier round de protection, et il y a toujours un second round possible avec le Beyfortus. »

## Principe de précaution

Pourquoi imaginer un scénario avec deux injections ? La fenêtre d'injection du vaccin pendant la grossesse est très étroite : entre 32 et 36 semaines d'aménorrhée, c'est-à-dire d'absence de règles. Or, il faut au moins deux semaines aux anticorps pour être fabriqués et transmis au fœtus. Ce qui signifie qu'en cas d'accouchement avant le terme prévu (41 semaines), ce qui est relativement courant, le nourrisson pourrait ne pas être protégé. C'est une des contraintes importantes de ce produit, recommandé donc au huitième mois de grossesse pour les femmes devant accoucher en-

tre septembre et janvier, période où sévissent les virus. « Il faut reconnaître que les recommandations sont complexes », observe Olivier Picone. Par exemple, si une femme accouchait à la mi-octobre, c'est-à-dire le début classique de la saison du VRS, il faudrait qu'elle se soit fait vacciner au plus tard la semaine du 9 septembre.

Si la HAS a choisi de repousser la date d'injection d'Abrysvo en fin de grossesse, c'est au nom du principe de précaution. Un vaccin concurrent développé par GSK et technologiquement très proche a dû interrompre ses essais cliniques en 2022 en raison d'un plus grand nombre de naissances prématurées parmi les enfants de mères vaccinées. « Ce signal n'a pas été retrouvé chez Pfizer, mais ça reste un sujet d'inquiétude », souligne Marie-Anne Rameix-Welti, responsable du Centre national de référence des pathologies respiratoires à l'Institut Pasteur, à Paris. Si les Etats-Unis et la

## « La vaccination pendant la grossesse permet un premier round de protection »

OLIVIER PICONE  
chef de service adjoint  
à la maternité de Colombes  
(Hauts-de-Seine)

France mettent l'Abrysvo et le Beyfortus à égalité, certains pays ont choisi de ne recommander que le Beyfortus contre le VRS, à l'image de l'Espagne. « Mais c'est intéressant de garder l'Abrysvo dans l'arsenal thérapeutique, au cas où se développerait une résistance contre le Beyfortus », avance la virologue.

Car il s'agit de la principale limite, encore théorique, du Beyfortus. C'est un anticorps monoclonal, ce qui signifie qu'il ne vise qu'une seule molécule à la surface du virus pour le neutraliser. Il est donc très dépendant des mutations de l'enveloppe extérieure du virus, à l'inverse du vaccin qui est, lui, polyclonal. Il existe des précédents d'anticorps monoclonaux rendus inutilisables à la suite de l'apparition de variants. « Mais cela n'a pas d'importance concernant la protection des enfants pour cette saison hivernale », précise Yves Ville. Si cela devait arriver, cela aurait un impact sur l'année prochaine. »

Reste la question du coût. « Si les gens devaient payer leur traitement à 100 %, ils ne réfléchiraient pas de la même manière », estime Cyril Schweitzer. L'Abrysvo coûte 196,10 euros et est pris en charge à 100 % par l'Assurance-maladie, tandis que le Beyfortus a un coût de 401,80 euros, remboursables à 30 % par l'Assurance-maladie, avec un reste à charge assuré par la plupart des mutuelles – et est délivré sans avance de frais à la maternité. In fine, c'est à chaque parent d'évaluer sa préférence pour une piqûre destinée à la mère ou plutôt à l'enfant. Dans tous les cas, il s'agit d'une chance supplémentaire de passer l'hiver plus sereinement. ■

DELPHINE ROUCAUTE

# Les vaches du Jura à leur tour aux prises avec les attaques de loup

Dans le Doubs, les autorisations de tirer sur le prédateur ont été élargies, suscitant la colère des associations de protection animale

BESANÇON - correspondance

Dans un recoin de la ferme, une bâche et quelques palettes de bois attirent l'attention. Tracie Œuvrard a improvisé à la hâte cet abri pour dissimuler le corps déchiqueté de Vénus, le temps que l'équarisseur se rende disponible. Le loup n'a laissé aucune chance à sa génisse. « Je ne pensais pas que ça nous arriverait », soupire l'éleveuse de 22 ans, encore sous le choc de l'attaque survenue, le 8 septembre, dans son exploitation située aux Premiers-Sapins (Doubs).

Associée à son père dans la production de lait à comté, Tracie s'occupe d'une centaine de vaches, génisses et veaux. « Les gens ne se rendent pas compte à quel point on aime nos animaux », raconte-t-elle. On les a vus naître, grandir, on veille sur eux tous les jours... L'es-père que Vénus n'a pas souffert trop longtemps », se livre l'agricultrice, émue aux larmes, avant de tendre son téléphone en détournant le regard. Sur l'écran, les photos du carnage apparaissent. « Arracher une épaule comme ça... ça laisse

imaginer la force de l'attaque, commente-t-elle. Le loup l'a aussi prise au museau et au cou et l'a éventrée. Il y avait des traînées de sang partout. » Tracie se couche chaque soir et se lève chaque matin « la boule au ventre », hantée par une interrogation : « Est-ce que le loup va en attaquer d'autres ? » Sous pression, et bien que l'hiver soit encore lointain, la jeune agricultrice a rentré ses génisses dans leurs stabulations. « Ici, personne n'est serein, certains éleveurs ont fait comme moi. »

Les Alpes ont appris à recomposer avec le loup, mais, dans le massif jurassien, son récent retour chamboule les repères et secoue la filière comté, qui produit chaque année 70 000 tonnes de fromage. Le premier coup de croc dans le cuir d'une montbéliarde remonte à août 2022. Depuis, le canidé y a pris goût. Près de soixante-dix attaques ont été recensées dans le Doubs, dont une quinzaine en 2024. « On se doutait que le loup allait arriver chez nous, mais ce qui nous a surpris, c'est qu'il s'en prenne aux bovins, surtout dans de telles proportions.

## Les stratégies de protection des troupeaux ne font pas consensus et souffrent d'un manque de recul dans la région

Dans les Alpes, ce sont plutôt les ovins qui sont « prédatés », explique Philippe Monnet, président de la chambre d'agriculture du Doubs. « Un vrai traumatisme pour les éleveurs touchés », appuie Florent Dornier, président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles. Ils ont l'impression que le combat est déloyal et que, quoiqu'on fasse, le loup gagnera la partie. Ça tourne en boucle dans leur tête, certains sont au bord du burn-out. »

Epicentre des attaques, dix-sept communes jugées « non protégées » bénéficient depuis juin d'une faveur accordée par l'Etat : les conditions de tir de défense y

sont assouplies. Une expérimentation saluée par les paysans. « Avant, le préfet n'octroyait ce droit qu'après une attaque, exploitation par exploitation », précise Florent Dornier. Les tirs sont désormais possibles dès qu'un loup approche d'un troupeau. Trois meutes distinctes, au moins, ont été identifiées dans le massif. « Si demain on ne fait rien, on peut se retrouver avec quinze meutes, et ça sera invivable », se projette le syndicaliste, fervent défenseur de l'abattage de loups.

Le cadre légal est serré. Saisi par des associations de protection animale, le tribunal administratif de Besançon vient de condamner la préfecture pour deux abattages de loup réalisés en 2022. Selon la justice, les arrêtés d'autorisation de tirs concernés n'étaient pas conformes. Surtout, cinq associations ont annoncé, mardi, avoir saisi « le Conseil d'Etat d'un recours contre le gouvernement français pour excès de pouvoir » au sujet de l'arrêté permettant l'expérimentation de conditions assouplies pour les tirs. Ces décisions alimentent un débat politique brûlant.

Les 24 août et 6 septembre, deux nouveaux loups ont été abattus à Villedieu puis à Mouthé (Doubs). Un scandale aux yeux des militants écologistes. « Le plomb a plus de poids que la raison », déplorent six associations dans un communiqué de presse : « L'urgence pour l'Etat est de contenir aveuglément certains représentants de la profession agricole, plutôt que de chercher des solutions durables. »

## Sensibilités opposées

Une vision partagée par la députée du Doubs Dominique Voynet (EELV), pour qui la généralisation des tirs mène à « une impasse dangereuse ». L'ancienne ministre de l'environnement appelle de ses vœux « des stratégies de protection des troupeaux qui respectent à la fois la vie sauvage, la sécurité publique et le travail des paysans ». Enclos spéciaux ? Chien patou ? Présence d'ânes dans les champs ? Rondes nocturnes de bénévoles ? Des initiatives émergent ici et là, sans qu'aucune ne fasse consensus. La plupart de ces tentatives souffrent d'un manque de recul dans la région.

Un comité de pilotage, Elevage grands prédateurs, a été créé dès 2022. Supervisée par l'agence régionale de la biodiversité, cette instance regroupe l'ensemble des acteurs de la problématique, aux sensibilités souvent opposées. « On se réunit, on échange et il arrive qu'on s'entende, mais, au moins, on a créé un espace de dialogue pour imaginer des solutions », positive son président, Stéphane Woyonoski. Ses espoirs portent sur l'expérimentation scientifique de 168 colliers antiloups, distribués à vingt-cinq éleveurs du massif. Le protocole ne fait que commencer. Ce dispositif, qui réagit au stress de la vache, émet des ultrasons et des flashes lumineux censés éloigner le prédateur.

Aux Premiers-Sapins, Tracie Œuvrard n'est pas contre l'idée de le tester, mais reste convaincue que le salut passera par une diminution du nombre de loups. « S'il s'installe pour de bon et qu'il attaque nos troupeaux par tous les bouts, on fait quoi ? Ça fait déjà deux ans que ça dure. On est perdus, on a besoin d'aide. » ■

WILLY GRAFF



**Notée en moyenne 4,7/5  
par 359 000 utilisateurs,  
voilà une appli qui  
fait grandir vos idées.**

Téléchargez l'Appli SG  
sur l'App Store (4,7\*)  
et sur Google Play (4,3\*).



\*Notes relevées sur App Store et Google Play le 18/07/2024. L'accès aux fonctionnalités de l'Appli nécessite la souscription de l'abonnement à des services de banque à distance. (Internet, téléphone fixe, SMS, etc.) Gratuit hors coûts de connexion facturés par votre fournisseur d'accès à Internet. L'Appli SG est téléchargeable gratuitement sur Google Play et l'App Store. App Store est une marque déposée d'Apple Inc. Google Play est une marque déposée de Google Inc.  
Société Générale, S.A. au capital de 1 015 044 435 € - 552 120 222 RCS Paris - Siège social : 29, bd Haussmann, 75009 Paris. Intermédiaire en assurance, dûment enregistré à l'ORIAS sous le n° 07 022 493 (www.orias.fr). SG est une marque de Société Générale. Crédit photo : Manu Fauque. Septembre 2024.



# Les députés macronistes défient Barnier

Les élus Renaissance exigent du premier ministre plus de transparence sur la politique qu'il entend mener

Michel Barnier a préféré décaler ce rendez-vous qui a tout d'un rappel à l'ordre. Sur les coups de 10h30, mercredi 18 septembre, le nouveau premier ministre devait recevoir à Matignon son prédécesseur, Gabriel Attal, désormais président du groupe Ensemble pour la République, qui rassemble les députés Renaissance. Le député des Hauts-de-Seine aurait dû être accompagné de ses cinq vice-présidents, Marc Ferracci (Français de l'étranger), Stéphanie Rist (Loiret), Julie Delpech (Sarthe), Olga Givernet (Ain) et Pierre Cazeneuve (Hauts-de-Seine), ainsi que du ministre de l'intérieur démissionnaire, Gérald Darmanin, et de l'ancienne première ministre Elisabeth Borne.

La rencontre, exigée la veille au soir par Gabriel Attal et ses troupes, devait permettre de jauger les intentions de l'ancien commissaire européen. Michel Barnier, issu du parti Les Républicains (LR), entend-il réellement faire une place de choix aux élus Renaissance dans son dispositif politique ? Treize jours après sa nomination à Matignon, les plans de ce premier ministre de droite qui s'efforce de mettre en scène sa distance avec le chef de l'Etat restent impénétrables pour le camp présidentiel. « On ne comprend pas sa méthode. C'est totalement opaque, on ne sait rien », tance la députée Renaissance des Français de l'étranger Anne Genetet.

Dans un message adressé, mardi soir, à ses députés, Gabriel Attal a déploré le manque de « visibilité claire sur la ligne politique – notamment sur d'éventuelles hausses d'impôts – et sur les grands équilibres gouvernementaux » de Michel Barnier, remettant en cause la participation de son groupe au gouvernement. « Le mandat qui a été donné par Emmanuel Macron à Michel Barnier, c'est de rassembler. S'il s'éloignait de ce mandat politique, s'opposer à Michel Barnier et à son gouvernement reviendrait à respecter la démarche du chef de l'Etat », prévient Marc Ferracci.

## INQUIÉTUDES ET AGACEMENTS

Pourtant, les 97 députés Renaissance constituent la principale force sur laquelle Michel Barnier peut espérer s'appuyer dans une Assemblée fracturée, où les 193 élus du Nouveau Front populaire et les 126 élus du Rassemblement national (RN) et leurs 16 alliés du groupe Union des droites pour la République d'Eric Ciotti (Alpes-Maritimes) menacent de le renverser tôt ou tard. « Nous ne sommes pas des Playmobil. Et

**« NOUS NE SERONS PAS LES EXÉCUTANTS NI LES FAIRE-VALOIR DE M. BARNIER. S'IL NOUS PREND DE HAUT, IL LUI MANQUERA DES VOIX »**

ANNE GENETET  
députée Renaissance  
des Français de l'étranger

nous ne serons pas les exécutants ni les faire-valoir de M. Barnier. S'il nous prend de haut, il lui manquera des voix, il ne faut pas qu'il l'oublie », enfonce Anne Genetet.

Lors de la réunion de groupe, mardi matin, les députés Renaissance ont fait part de leurs inquiétudes et de leur agacement, à commencer par Gérald Darmanin, qui, durant une longue intervention, s'est interrogé tout haut : « S'il y a un désaccord de notre groupe avec un certain nombre de choix du gouvernement, com-

ment on se comporte ? » Le député du Nord, qui espère encore pouvoir rester au gouvernement, en a profité pour exposer à ses collègues la réflexion de Michel Barnier sur une éventuelle augmentation des impôts. Un casus belli pour les macronistes, fervents défenseurs de la politique de l'offre. Ce scénario a relancé la défiance à l'égard de Michel Barnier. Finalement, Matignon a infirmé, mardi soir, « les rumeurs sur la fiscalité », assurant « qu'aucune option n'est arrêtée ». Gabriel Attal a, lui aussi, rapporté le contenu de ses échanges avec Michel Barnier. « Je ne vais pas faire ma déclaration de politique générale avant ma déclaration de politique générale », lui a rétorqué à plusieurs reprises le premier ministre, mutique sur sa ligne politique lors de leurs deux entrevues successives. L'hôte de Matignon se raccroche à l'échéance du 1<sup>er</sup> octobre, date à laquelle il devrait prononcer ce discours de début de mandat devant la représentation nationale.

Mais, au cœur des tensions entre Michel Barnier et Gabriel Attal, fi-

gure aussi la répartition des postes au sein du gouvernement. L'ex-majorité présidentielle, qui aurait voulu récupérer dans son escarcelle certains portefeuilles ministériels (écologie, travail, éducation, santé...), redoute que ceux-ci aient été déjà attribués à des figures de droite. Les macronistes soupçonnent ainsi Michel Barnier de vouloir donner la majorité des ministères de plein exercice à des membres de son camp et de reléguer les élus Renaissance ou MoDem à des postes de ministres délégués ou de secrétaires d'Etat.

## LIBERTÉ DE VOTE

Lundi soir, Marc Ferracci s'est vu proposer un poste de ministre délégué avant de décliner l'offre car le périmètre du portefeuille ne lui convenait pas. Sa collègue Stéphanie Rist a été approchée pour le secrétariat d'Etat aux personnes handicapées, alors qu'elle visait le ministère de la santé. Faute d'informations fiables, les moindres indices émanant de Matignon sont scrutés par les macronistes. L'entourage de Gabriel Attal

s'émeut que Michel Barnier reçoive individuellement les responsables de l'ex-majorité présidentielle, quand les représentants de LR sont reçus en groupe.

En attendant, Gabriel Attal durcit le ton. Il a précisé, mardi, qu'il était « évident » que ses députés auraient la liberté de vote dans l'Hémicycle face aux textes du gouvernement Barnier, fixant comme seule limite à cette liberté le vote d'une motion de censure. « La priorité, c'est la stabilité, mais cela ne peut pas se faire au prix d'un certain nombre de réformes que nous avons déjà faites, au prix du renoncement à certaines valeurs que nous portons et ça ne peut pas se faire au prix d'un déséquilibre et d'une dérive vers la droite, voire l'extrême droite », plante Marc Ferracci, qui, comme d'autres élus du bloc central, craint un raidissement de la politique migratoire sous l'impulsion d'un gouvernement de droite, encouragé par la bienveillance du RN.

A Matignon, on tempore, préférant voir dans l'expression des

états d'âme de l'ex-majorité macroniste le jeu habituel des tractations autour de la formation d'un nouveau gouvernement. « C'est de la politique, donc c'est normal qu'il y ait ce genre de négociations, voire de potentielles orchestrations », explique-t-on dans l'entourage du premier ministre. Ce qui est important, c'est qu'il y ait de la sérénité dans ces échanges. En tout cas, c'est la volonté du premier ministre, qui, depuis le début, est dans une méthode de dialogue, d'ouverture et d'échanges avec les différentes sensibilités politiques. »

Pour mieux accentuer la pression sur Michel Barnier, Gabriel Attal peut compter sur le soutien tacite de Marc Fesneau, son homologue du groupe MoDem, avec lequel il a déjeuné mardi midi. Si le parti centriste n'a pas publié de communiqué, Marc Fesneau n'en partage pas moins le constat dressé par Gabriel Attal, s'alarmant, lui aussi, d'une possible razzia de LR sur les ministères régaliens. Dimanche, il avait prévu dans un entretien à La Tribune : « Avec 47 députés, LR ne peut pas imposer sa politique. »

S'interrogeant encore sur la pertinence d'une participation au gouvernement, le MoDem exclut cependant de voter une motion de censure. Mais les troupes de François Bayrou agitent l'idée de ne pas voter les textes proposés par le futur gouvernement pour laisser la Droite républicaine assumer seule ses orientations. Néanmoins, elle pourra toujours compter sur l'ancien premier ministre Edouard Philippe et son groupe de 33 députés. A contre-courant de ses alliés de l'ancienne majorité macroniste, Horizons affiche son soutien à Michel Barnier, sans remettre en cause sa participation à un futur gouvernement, espérant ancrer à droite le bloc central. ■

ROBIN D'ANGELO,  
MARIAMA DARAME,  
CLAIRE GATINOIS  
ET NATHALIE SEGAUNES



Le premier ministre sortant, Gabriel Attal, et Michel Barnier, lors de la passation des pouvoirs, à Paris, le 5 septembre. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

## Matignon refuse de fournir à l'Assemblée nationale des documents-clés du budget

CURIEUSE ENTRÉE dans l'arène parlementaire pour Michel Barnier. Un peu de pomnade pour la forme, de la rigidité sur le fond. Sommé par les députés de la commission des finances de leur fournir divers documents qu'ils attendent depuis des mois, le nouveau premier ministre leur a envoyé très tard, lundi 16 septembre, un courrier apaisant. « Je souhaite, parmi mes priorités d'action et de méthode, établir une relation étroite de confiance avec les commissions des finances des assemblées », y assure-t-il, en soulignant qu'il a lui-même eu l'occasion d'en être membre et en sait donc la « qualité ».

Il s'est néanmoins gardé de leur transmettre les documents demandés. Et le lendemain, lorsque les deux dirigeants de la commission des finances, l'insoumis Eric Coquerel et le centriste Charles de Courson, se sont présentés à Matignon pour consulter ces papiers, la même fin de non-recevoir leur a été opposée. A leur sortie, les deux élus, pourtant de bords opposés, se disaient aussi « en colère », « sidérés » et « inquiets » l'un que l'autre devant ce qu'ils considéraient comme une « dérive démocratique ».

Ce que réclament les députés n'a rien, a priori, de vraiment confidentiel. Les plus de deux mois, ils devaient, selon la loi, avoir en main le « tiré à part », c'est-à-dire une synthèse des crédits prévus pour chaque ministère en 2025. Ni l'ancien premier ministre Gabriel Attal ni Michel Barnier n'ont jusqu'à présent voulu le leur transmettre. Le nouvel hôte de Matignon leur en a juste promis une « version provisoire » pour la fin de la semaine. Quant aux « lettres plafonds » adressées par Gabriel Attal aux divers ministères, le 20 août, pour calibrer leurs dépenses, son successeur entend les garder pour lui.

### Pouvoirs pour contrôler l'action du gouvernement

La loi paraît pourtant limpide. Elle donne au président et au rapporteur général des commissions des finances des pouvoirs étendus pour contrôler l'action du gouvernement. Ils peuvent procéder « à toutes investigations sur pièces et sur place », et « tous les renseignements et documents d'ordre financier et administratif qu'ils demandent (...) doivent leur être fournis ». Mardi, à Matignon, le chef du cabinet de Michel Barnier et la secrétaire gé-

rale du gouvernement néanmois rejeté toutes les demandes du duo Coquerel-et-Courson, présentant les documents souhaités comme « préparatoires », donc sans vraie valeur. Un argument discutable : dans sa lettre aux députés, le premier ministre indique que son projet de budget encore inachevé est construit « sur la base des lettres plafonds arrêtées par le précédent gouvernement ».

En refusant de fournir aux députés les documents qu'ils sollicitent, Michel Barnier complique d'emblée la « relation étroite de confiance » qu'il dit souhaiter. « On ne peut pas lâcher sur des droits constitutionnels du Parlement », s'est cabré Charles de Courson en sortant bredouille, mardi, de Matignon. Eric Coquerel, lui, prévoyait déjà d'aller à Bercy mercredi tenter de récupérer les lettres plafonds. Le Rassemblement national les incite tous deux à ne pas « laisser sans conséquences » cet incident qui risquerait, sinon, d'« affaiblir le rôle du Parlement ». Le débat sur le budget, probablement décalé de huit jours par rapport à la date légale du 1<sup>er</sup> octobre, s'annonce rude. ■

DENIS COSNARD



# Sur l’immigration, le premier ministre sous la pression du RN et de LR

Michel Barnier, qui a pris par le passé des positions très droitières sur la question migratoire, tarde à se dévoiler, soucieux de se poser en rassembleur

Le « pas à pas » plutôt que l’« esbroufe ». Sur la question migratoire, comme sur le reste, Michel Barnier joue la force tranquille, promettant de traiter ce sujet passionnel « avec de la rigueur et de la ténacité », sans dévoiler ses cartes. Faut-il un ministère ad hoc, au risque de rappeler le temps des controverses du « ministère de l’immigration et de l’identité nationale », mis en place sous Nicolas Sarkozy après son élection, en 2007 ? « Vous verrez », se dérobe l’ex-commissaire européen, interrogé jeudi 12 septembre, refusant de démentir frontalement l’information de Franceinfo, dévoilée trois jours plus tôt.

Tout entier consacré à sa délicate mission de former un gouvernement capable de résister à une motion de censure, le locataire de Matignon tâche d’éviter les sujets de crispation politique. Placé « sous surveillance » du Rassemblement national (RN), selon les mots du chef du parti lepéniste, Jordan Bardella, Michel Barnier sait que la question migratoire est, après le sujet budgétaire, en haut de la pile de ses priorités. « Aucune force politique ne peut faire d’impasse sur ce sujet », juge Frédéric Dabi, président de l’institut de sondage IFOP, décrivant une opinion angoissée, dit-il, à l’idée d’un Etat perdant le contrôle des flux migratoires.

Le premier ministre, qui entend incarner une « rupture » avec la ligne d’Emmanuel Macron, accusé d’angélisme par le RN, cherche à imposer son style, alors qu’en Europe les tabous tombent. L’Allemagne, dirigée par un chancelier social-démocrate, a décidé de rétablir, pour six mois, les contrôles aux frontières. Outre-Manche, le premier ministre travailliste, Keir Starmer, compte s’inspirer de la politique de la dirigeante d’extrême droite italienne, Giorgia Meloni, qui a fait du migrant une victime « désespérée » des puissances extérieures.

## LR veut une ligne clivante

Pour aborder ce sujet, marqueur d’une division profonde entre gauche et droite, le locataire de Matignon cherche le bon ton. Mais se contente, pour l’heure, de vanter la « fermeté » et l’« humanisme », un diptyque classique revendiqué par tous les gouvernements. « Il veut des solutions pratiques, s’entourer de professionnels sur ce sujet sensible, pas d’idéologies », pousse-t-on rue de Varenne, dans une référence à Patrick Buisson, l’ancien conseiller de Nicolas Sarkozy, défenseur d’une « droite décomplexée », à l’origine de la création du ministère de l’immigration et de l’identité nationale. « Il y a des réflexions sur les mesures et les solutions sur ce sujet extrêmement important pour les Français », appuie un conseiller du premier ministre, précisant que « ce n’est pas un intitulé que les gens attendent ».

Faisant mine de se moquer de la mise en place, ou non, d’un ministère ad hoc, la famille politique du premier ministre, Les Républicains (LR), le presse d’adopter une ligne clivante sur la question migratoire. La droite, qui convoite le stratégique minis-

tère de l’intérieur, plaide pour que les mesures censurées par le Conseil constitutionnel après le vote de la loi sur l’immigration, de décembre 2023, soient remises sur la table.

Peu importe que le président du Conseil constitutionnel, Laurent Fabius, ait signifié, dans un entretien au Monde, le 6 mai, que « la préférence nationale, appliquée de façon systématique, était contraire à la Constitution », l’entourage du président du Sénat, Gérard Larcher, bataille pour la suppression de prestations sociales octroyées aux étrangers et réclame la transformation de l’aide médicale d’Etat (AME) en aide médicale d’urgence. Au dire de l’entourage du président du Palais du Luxembourg, il faut supprimer les « pompes aspirantes » de l’immigration pour « se donner une chance de ne pas avoir Marine Le Pen à l’Elysée ».

## Textes votés dans la douleur

Michel Barnier n’a guère de raisons de s’offusquer de ce plaidoyer, lui qui défendait, lors de sa campagne pour la primaire LR, en 2021, la suppression de l’AME, et soutenait un « moratoire de trois à cinq ans » sur l’immigration, ainsi qu’un référendum pour instaurer un « bouclier constitutionnel » et s’affranchir des règles européennes. Dès le lendemain de sa prise de fonctions, n’a-t-il pas relayé sur le plateau de TF1, le 6 septembre, l’idée que les « frontières sont des passoires » ? « Michel Barnier semble avoir, sur l’immigration, le même constat que le nôtre », savoure la leader d’extrême droite, Marine Le Pen, dans un entretien à La Tribune Dimanche, le 8 septembre.

Las. Quand bien même le septuagénaire aurait des convictions, il devra arracher une majorité solide pour les faire appliquer. Un énième projet de loi « immigration » serait, il le sait, une occasion en or pour le renverser. « Le RN jugera toujours que les mesures proposées ne vont pas assez loin, et la gauche hurlera », alerte un conseiller du gouvernement démissionnaire, alors que les troupes d’Emmanuel Macron se sont déjà abîmées sur deux textes : la loi dite « Collomb », en 2018, et la loi portée par le ministre de l’intérieur démissionnaire, Gérard Darmanin, promulguée il y a moins de huit mois. Ces deux textes, votés dans la douleur – avec les voix du RN pour le dernier – n’ont, reconnaît-on en Macronie, guère permis de contenter l’opinion ni fait baisser significativement l’immigration illégale. A quoi bon réitérer ?

« Que la droite veuille lancer des signaux aux électeurs qui l’ont quittée pour l’extrême droite, c’est une chose, mais ce n’est pas un

sujet capable de rassembler une majorité à l’Assemblée, fait remarquer Stella Dupont, députée Renaissance du Maine-et-Loire et figure de l’aile gauche des macronistes. La droite veut-elle que le gouvernement Barnier tienne ? » Le porte-parole du parti présidentiel, Loïc Signor, précise, lui : « Si les LR s’imaginent propriétaires du programme, on leur rappellera

que le tango se danse à deux. » Avant même que l’équipe Barnier ne soit formée, Gérard Darmanin brandit la menace d’une démission collective des ministres étiquetés Renaissance, en cas de désaccord sur la ligne.

## « Ministre des OQTF »

Pour les troupes du chef de l’Etat, un ministère de l’immigration, à condition qu’il n’obéisse pas à la logique sarkozyste, serait presque un moindre mal. « Si c’est pour mettre en place des réflexions et des discussions apaisées, pourquoi pas ? », argumente le ministre démissionnaire délégué à l’industrie et à l’énergie, Roland Lescure, sur Franceinfo, le 9 septembre, rappelant l’expérience au Canada, « où il y a un ministère de l’immigration, on y présente des budgets de l’intégration économique, on y discute des besoins de main-d’œuvre, des critères de régularisation, du volume d’immigration qu’on souhaite avoir tous les ans ».

L’initiative pourrait « aider à gagner des arbitrages budgétaires », selon Mathieu Lefèvre, député Renaissance du Val-de-Marne et corapporteur du budget sur le volet « asile et immigration ». « On n’a aucun intérêt à jeter un voile pudique sur le sujet », plaide-t-il, rêvant de créer un statut de repentir pour lutter contre les réseaux de passeurs, la création d’un permis de séjour à points ou encore l’exclusion de l’hébergement des demandeurs d’asile déjà enregistrés dans un autre pays de l’Union européenne. « Il peut y avoir un secrétariat d’Etat ou un ministre délégué qui rassemble des administra-

LA DROITE PLAIDE POUR QUE LES MESURES DE LA LOI SUR L’IMMIGRATION DE 2023 CENSURÉES PAR LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL SOIENT REMISES SUR LA TABLE

tions sous son autorité. La coordination d’une politique est plus facile quand il n’y a qu’un seul chef », abonde un préfet, sous le couvert de l’anonymat. Pourquoi ne pas aller plus loin en faisant sortir le sujet migratoire du giron de la Place Beauvau, où il figure depuis 2007 ? « Nicolas Sarkozy a transformé le ministre de l’immigration en ministre des OQTF [obligation de quitter le territoire français]. Il serait sain d’en finir avec cette logique policière pour que ce sujet retrouve sa dimension interministérielle, comprenant la diplomatie, le travail, la santé, l’éducation... », souligne l’historien Patrick Weil, ancien membre du Haut Conseil à l’intégration. « L’immigration, constate-t-il, est devenue un sujet d’identité politique. Créer un ministère dédié rattaché à Matignon peut permettre de sortir de l’idéologie pour entrer dans le pragmatisme. » Une façon de contenter droite et extrême droite à moindre coût ? ■

CLAIRE GATINOIS ET JULIA PASCUAL



# ON PEUT ACCÉLÉRER SUR LE CONFORT ET RALENTIR SUR LE CARBONE POUR UNE CONSTRUCTION PLUS DURABLE



Notre engagement à être leader mondial d'une construction plus durable nous donne la responsabilité et le pouvoir de bâtir un futur plus désirable<sup>(1)</sup>. Grâce à notre dynamique d'innovation permanente, nous proposons des solutions intégrées pour la construction neuve, la rénovation énergétique des bâtiments et la décarbonation des secteurs de la construction et de l'industrie<sup>(2)</sup>. L'objectif : créer des matériaux et des services pour de nouvelles façons de bâtir, plus économes en énergie et en ressources, tout en apportant confort et bien-être. Nous nous attachons également à réduire l'empreinte de nos procédés avec la volonté d'atteindre zéro émission nette de carbone d'ici à 2050<sup>(3)</sup>. Avec notre présence dans 76 pays et l'engagement de nos 160 000 collaborateurs, nous œuvrons chaque jour à développer des matériaux et des services plus responsables qui apportent durabilité et performance pour permettre à chacun de mieux habiter le monde<sup>(4)</sup>.

SAINT-GOBAIN.COM

(1) et (4) Nos engagements pour un futur plus désirable : <https://www.saint-gobain.com/fr/entreprise-responsable/notre-responsabilite/la-rse-integree-la-strategie>.  
(2) Toutes nos solutions en faveur de la décarbonation des secteurs de la construction et de l'industrie : [https://www.saint-gobain.com/sites/saint-gobain.com/files/media/document/ONEPAGER\\_DECARB\\_FR.pdf](https://www.saint-gobain.com/sites/saint-gobain.com/files/media/document/ONEPAGER_DECARB_FR.pdf)  
(3) Nos engagements à l'horizon 2050 : <https://www.saint-gobain.com/fr/entreprise-responsable/nos-piliers/changement-climatique>.





Lors de la cérémonie en hommage aux Kalina guyanais, au Musée de l'homme, à Paris, le 17 septembre. MORGAN FACHE/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

# Colonisation : une cérémonie chamanique et politique à Paris

Au Musée de l'homme, un hommage a été rendu à six Amérindiens, enlevés en Guyane, en 1892, pour être exhibés dans les zoos humains

Six longues boîtes grises, munies de poignées blanc crème, ont été alignées sur les tables recouvertes d'un drap noir. En tout point semblables à des cercueils, les coffrets sont de carton, et les liens de coton. Dans la salle des familles du Musée de l'homme, mardi 17 septembre, le silence règne autour des restes ainsi exposés de Pékapé, Couani, Emo-Marita, Mibipi, Makéré et Miapapo. Ces Amérindiens Kalina, enlevés en Guyane au début de l'année 1892 pour être exhibés à Paris, dans les zoos humains du Jardin d'acclimatation, y sont morts de froid avant d'avoir vu le printemps. Depuis, ils n'étaient plus qu'objets, dans le secret des collections publiques inaliénables. Les voilâ revenus parmi les vivants. Et l'on va prier pour l'apaisement de leurs âmes.

Venue de Guyane et du Suriname, une délégation de leurs descendants est arrivée dans le vent d'automne, au Trocadéro. Elle entourait un chaman et quatre chefs coutumiers des villages de Terre-Rouge, Yanou Bellevue, Ayawande (Guyane) et Galibi (Suriname). Tous ont revêtu l'a'angsa, le châle

multicolore des grandes cérémonies. « C'est une journée historique. Un moment spirituel. Depuis cent trente-deux ans, nos anciens n'ont pas entendu la langue kalina. Nous sommes heureux d'être avec eux », commence Corinne Toka Devilliers. Celle-ci a donné le nom de sa grand-mère, Moliko, à l'association fondée en 2021, Moliko Alet + Po, pour le retour des corps au pays. « Nous sommes venus avec nos forces parler avec nos ancêtres. Il est temps pour eux de revenir chez eux », ajoute d'embrée Cécile Kouyouiri, la toute première femme cheffe coutumière kalina désignée en Guyane, en 1997.

## Deux députés présents

Quand délégation et invités, guidés par le chaman Reinier Aliamale, s'assoient, pour le début de la cérémonie proprement dite, l'émotion s'accroît. Main dans la main, les Kalina se serrent. Des danses, des chants, aident au recueillement, autour du cachiri, la boisson traditionnelle. Les paroles convoquent, aussi, les horreurs de la colonisation. « On ne peut plus éviter cette histoire. Les preuves sont là », intervient Co-

rinne Toka Devilliers, après avoir posé quelques portraits d'archives sur les coffrets. « C'est ainsi qu'on les voit : deux femmes dont une avec son fœtus, quatre hommes. Le gouvernement ne peut plus les garder dans ces boîtes grises. »

Deux députés se mêlent à la cérémonie, le Kanak Emmanuel Tjibaou et le Guyanais Jean-Victor Castor, tous deux indépendantistes et membres du groupe communiste. La présidente de l'association Moliko compte sur eux. Fin 2023, en soutenant une nouvelle loi pour restituer les restes humains étrangers des musées français aux Etats qui les demanderaient, le gouvernement a promis qu'il poursuivrait le travail pour les outre-mer, avec une loi spécifique. « Mais, depuis, rien, constate M. Castor. Or, la détermination des Guyanais pour ce projet est grande. La collectivité territoriale a financé un mémorial, et l'association Moliko est appuyée dans l'opinion publique. »

Dans l'après-midi, un rendez-vous était prévu avec un fonctionnaire du ministère de la culture. « La ministre, Rachida Dati, a totalement mis de côté le dossier sur le-

quel, pourtant, sa prédécesseure, Rima Abdul Malak, avait engagé l'Etat, et le Parlement n'a pas été contacté, alors qu'un rapport devait nous être transmis, d'ici à la fin 2024, pour préparer la loi sur les restitutions en outre-mer », résume le sénateur communiste Pierre Ouzoulis, pour qui « c'est une forme de mépris ». Avec la sénatrice centriste de la Seine-Maritime Catherine Morin-Desailly, qui, en 2023, avait aussi soutenu la démarche, l'élu annonce vouloir déposer rapidement une proposition de loi dès que possible.

Le Musée de l'homme se montre ouvert. « La cérémonie très émouvante d'aujourd'hui ne fait que renforcer notre compréhension de l'importance du sujet, et nous ferons tout pour que ces personnes puissent retrouver leur terre », explique Martin Friess, responsable scientifique des collections. « Il n'y a aucun doute que, d'un point de vue éthique, ces restes humains n'ont plus rien à faire ici, ajoute-t-il. Mais nous ne sommes que des gardiens, et il faut que le gouvernement avance pour que le dossier puisse arriver à sa conclusion. » ■

NATHALIE GUIBERT

## La motion de destitution de Macron jugée recevable à l'Assemblée

Sur fond de tensions, le bureau de l'institution, où la gauche est majoritaire, a validé l'initiative de La France insoumise

Comme attendu, le bureau de l'Assemblée nationale, la plus haute instance collégiale de l'institution, a jugé recevable la procédure de destitution du président de la République lancée par La France insoumise (LFI). Le suspense était mince, alors que le Nouveau Front populaire (NFP) est majoritaire au bureau (12 voix sur 22) et que le groupe socialiste avait annoncé que ses trois membres allaient voter en faveur de la recevabilité « en droit », bien que le groupe s'oppose sur le fond à la destitution d'Emmanuel Macron.

Yaël Braun-Pivet, la présidente de l'Assemblée nationale, voit dans cette décision un « détournement de la règle de droit ». La députée (Renaissance) des Yvelines argue notamment de la position de son prédécesseur socialiste Claude Bartolone, lors de la précédente motion de destitution, déposée par le parti Les Républicains (LR) en 2016, contre François Hollande : « Il est de la responsabilité des membres du bureau de juger du caractère sérieux des motifs invoqués et de vérifier s'ils sont susceptibles de caractériser un manquement au sens de l'article 68 de la Constitution. »

Les socialistes, mais aussi certains spécialistes de la Constitution, s'appuient sur les débats parlementaires qui ont abouti à la loi organique de 2014 précisant les modalités d'application de la procédure de destitution. Et le député socialiste du Calvados Arthur Delaporte de citer le président de la commission des lois d'alors, Jean-Jacques Urvoas : « La recevabilité confiée au bureau ne doit pas être un contrôle de l'opportunité. »

## « Déclaration de guerre »

Alors que la question, mardi matin, était d'autoriser ou pas un débat sur une procédure prévue par la Constitution, le camp macroniste y a vu « une déclaration de guerre à nos institutions », d'après les mots de Gabriel Attal, présent à la réunion comme chef de file des députés Renaissance. D'après d'autres participants, l'ex-premier ministre a vu dans l'initiative de LFI « la volonté de déstabiliser non pas un homme mais la République ». Il a aussi pilonné le Parti socialiste : « Je trouve grave, sidérant et triste que le Parti socialiste soit à ce point sous l'emprise d'un de ses alliés pour tourner ainsi le dos à son histoire et à ses valeurs. »

Désormais, la procédure de destitution est transmise à la commission des lois, mais sans assurance qu'elle y soit examinée, tant les textes sont ambigus et les ju-

**Yaël Braun-Pivet, présidente de l'Assemblée nationale, évoque « un détournement de la règle de droit »**

risprudences contradictoires en la matière. La question est, en fait, de savoir si les macronistes s'engageront dans une longue bataille de procédure pour éviter cet examen ou, au contraire, le mettront à l'ordre du jour pour évacuer rapidement la motion, qui n'a à peu près aucune chance d'être votée.

Un autre point à l'ordre du jour a été l'occasion de souligner les débuts difficiles de cette cohabitation entre Yaël Braun-Pivet et la majorité de gauche au sein du bureau : l'attribution des délégations à chaque vice-président. Deux sont particulièrement cruciales, à commencer par celle des activités internationales. L'usage veut que ce soit le premier vice-président qui obtienne cette délégation. En l'occurrence, l'« insoumise » Clémence Guetté (Val-de-Marne). Mais la députée LR du Doubs Annie Genevard est aussi candidate. La gauche a réclamé un vote, qu'elle était sûre de gagner, sans l'obtenir.

Il faut dire qu'il n'y a jamais eu de vote pour ces délégations, l'attribution se faisant le plus souvent par consensus ou, plus prosaïquement, au fait majoritaire. Aucune décision n'a été prise, le temps que Yaël Braun-Pivet réunisse les vice-présidents pour tenter de parvenir à un consensus. Si non ? On ne sait pas. Yaël Braun-Pivet peut-elle décider seule ? Le règlement ne le précise pas. Mais il paraît difficilement tenable qu'elle prenne une décision sans revenir devant le bureau. La prochaine réunion est prévue le 9 octobre.

Autre délégation-clé : celle chargée d'examiner la recevabilité financière des propositions de loi. C'est normalement un vice-président qui s'en occupe, mais, dans la précédente législature, la chose avait été confiée à deux secrétaires. Dans l'attente d'une décision, Xavier Breton (LR, Ain) et Nadège Abomangoli (LFI, Seine-Saint-Denis) se partageront provisoirement la tâche. Sans que l'on sache, une nouvelle fois, ce qui se passerait en cas de désaccord entre les deux vice-présidents. ■

RACHEL GARRAT-VALCARCEL

## Les magistrats inquiets de l'absence d'un conseiller justice à Matignon

Les syndicats s'alarment de la création d'un pôle sécurité, justice, immigration, alors qu'un pôle exclusif existait jusqu'alors

Le nom du futur ministre de la justice n'est pas encore connu, mais déjà l'inquiétude gagne les magistrats. Mardi 17 septembre au matin, ils ont découvert qu'il n'y aurait plus de pôle consacré à la justice dans le cabinet du premier ministre, Michel Barnier. Désormais, c'est un grand pôle regroupant les sujets « sécurité, justice, immigration » qui est mis en place, sous la direction du « conseiller intérieur », Simon Babre. Cet homme de 47 ans était jusqu'alors préfet de l'Eure. Il fut également, entre 2010 et 2012, chef de cabinet adjoint à la prési-

dence de la République, quand Nicolas Sarkozy était chef de l'Etat.

Cette fusion est un signal « très inquiétant » pour l'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire) et le Syndicat de la magistrature (SM, gauche), les deux principales organisations représentatives. Dans un communiqué publié dès mardi après-midi, l'USM « dénonce avec force » et « constate avec stupéfaction l'absence de conseiller justice au profit d'un conseiller unique ». Pour le syndicat, « cette composition est inédite sous la V<sup>e</sup> République et constitue un très mauvais signal en termes

d'indépendance de l'autorité judiciaire, condition de l'équilibre des pouvoirs ». Pour l'USM, la décision de Matignon doit « être analysée comme une OPA administrative de la Place Beauvau sur la Place Vendôme, au préjudice de l'indépendance de la justice, pilier de notre état de droit. »

## « Caporalisation »

Même analyse au Syndicat de la magistrature. Sa présidente, Kim Reufflet, se dit ainsi « consternée » par cette décision « qui n'est pas que symbolique » et « qui dit beaucoup de la vision de la justice du

premier ministre ». Soit, selon elle, « une caporalisation de la justice », déjà « mise en œuvre par le garde des sceaux sortant, Eric Dupond-Moretti, qui publiait une circulaire tous les trois mois pour dire aux procureurs de taper vite et fort ». Pour le SM, « il est encore temps de se ressaisir et de nommer un magistrat comme « conseiller justice » à la tête d'un pôle distinct ». Et de s'interroger : « Que va-t-il advenir, par exemple, de tous les sujets de la justice civile ? C'est un préfet qui va traiter cela ? »

La décision de Matignon n'est, en effet, pas anodine. Le chef de

pôle est l'interlocuteur privilégié du ministère concerné avec le cabinet du premier ministre et porte les revendications concernant le budget, par exemple.

Pour calmer la grogne montante, Matignon assure qu'un « conseiller justice », magistrat de formation, devrait être bientôt nommé au sein du pôle fusionné. Mais pas sûr que cela suffise à calmer les inquiétudes puisqu'il n'aurait pas le même rang qu'un chef de pôle et ne participerait pas aux réunions d'arbitrage les plus importantes. Ce qui décuple les craintes du monde judiciaire puis-

que le temps est à la rigueur budgétaire ; la chancellerie pourrait ainsi se retrouver privée de relais à Matignon pour plaider sa cause.

Cette décision de pôle unique rappelle ce que Michel Barnier prônait lors de la primaire du parti Les Républicains, en 2021, pour l'élection présidentielle de 2022. A l'époque, candidat à l'investiture, Michel Barnier défendait l'idée d'un grand ministère de la sécurité nationale, regroupant l'intérieur et la justice. Un autre motif de préoccupation pour les magistrats. ■

ABEL MESTRE



# Procès des viols de Mazan : « Ils savaient tout »

Le principal accusé, Dominique Pelicot, a reconnu les faits, mardi au tribunal, mais multiplié les maladresses

AVIGNON - envoyé spécial

Une chaise bleue est apparue dans le box des accusés, mardi 17 septembre, vaguement molletonnée, un peu moins inconfortable que les bancs de bois. Et Dominique Pelicot, privé d'audience depuis une semaine en raison de sa santé vacillante, est réapparu devant la cour criminelle du Vaucluse, apte à comparaître sous certaines conditions – une pause toutes les quatre-vingt-dix minutes, une hydratation suffisante et un siège plus confortable, donc. Affaîssé dans cette chaise bleue, jambes croisées et micro posé sur son ventre, Dominique Pelicot a écouté la liste des chefs d'accusation, il s'est gratté le nez avec le revers de la main gauche, puis a marmonné dans le micro : « *Je reconnais les faits dans leur totalité.* » « *Je suis un violeur, comme ceux qui sont dans cette salle* », dira, quelques minutes plus tard, l'accusé de 71 ans.

Dominique Pelicot avait déjà tout avoué pendant l'enquête : les viols qu'il a commis lui-même sur son ex-femme entre 2011 et 2020 après l'avoir endormie à coups d'anxiolytiques, et ceux qu'il lui a fait subir par d'autres hommes, inconnus de tous âges rencontrés sur le site libertin Coco.fr, accusés d'avoir abusé de Gisèle Pelicot dans son sommeil. « *Je prie ma femme, mes enfants, mes petits-enfants, ainsi que M<sup>me</sup> M.* [l'épouse d'un coaccusé qu'il reconnaît avoir violée] *de bien vouloir accepter mes excuses. Je regrette ce que j'ai fait, je demande pardon, même si ce n'est pas pardonnable.* »

La première partie de son interrogatoire, mardi, devait permettre de s'approcher de l'« énigme » Pelicot – terme de l'expert psychiatre Paul Bensussan – et d'essayer de comprendre comment un homme bien inséré socialement, présenté comme un bon père, un bon grand-père, un bon voisin, avait pu en arriver là. Simone de Beauvoir a dû se retourner dans sa tombe lorsque Dominique Pelicot a lancé : « *On ne naît pas pervers, on le devient.* »

**« Une forme de décalage »**  
Comment devient-on Dominique Pelicot ? L'intéressé a d'abord énuméré ses traumatismes de jeunesse, invérifiables : un viol subi à l'âge de 9 ans alors qu'il était à l'hôpital ; sa participation forcée à un viol commis par des collègues de chantier alors qu'il avait 14 ans – « *On m'a attrapé par le col, on m'a dit : "Elle va te dépu-celer", et on m'a mis le nez dans son sexe* » – ; l'exposition précoce à la sexualité de ses parents et à des pratiques dégradantes pour sa mère ; les violences sexuelles infligées par son père à sa sœur adoptive. « *Le boulet de ce que j'ai vécu dans mon enfance*, a-t-il dit, *on ne peut pas dire que ça n'a pas eu d'influence.* »

Au bout d'une heure d'un récit jamais loin de la victimisation, de propos déplacés sur des femmes de son entourage et de formules maladroites – « *Je l'ai bien aimée pendant quarante ans, et mal aimée pendant dix ans* » –, Antoine Camus, l'un des avocats de Gisèle Pelicot, s'est levé : « *Est-ce que vous comprenez qu'on ait pu percevoir vos premiers mots, qui étaient très attendus, avec une forme de décalage ? Vous comprenez que là, tout de suite, ça démarre mal, cet exercice de vérité ?* »

Ce procès est d'abord un face-à-face entre Dominique Pelicot et son ancienne épouse. Gisèle Pelicot, qui n'a aucun souvenir de ce qu'elle a subi – mais en a vu les images, puisque tout a été filmé et archivé par le principal accusé –, voudrait comprendre beaucoup de choses. Quand, comment et pourquoi cela a-t-il commencé ? Pas de réponses nettes. Domini-

que Pelicot parle d'un « *infirmier* » qui, en 2011, lui aurait donné la recette pour « *l'endormir sans lui faire de mal* ». C'est à partir de 2015 qu'il aurait trouvé le bon dosage de Temesta.

Quant aux facteurs ayant favorisé les violences commises sur son épouse, il parle de sa « *perversion grandissante* », de la possibilité de se livrer à « *des pratiques qu'elle refusait* » et des déplacements qu'elle effectuait en région parisienne pour s'occuper des petits-enfants, le laissant seul à Mazan. « *Ces absences, ça a été difficile.* (...) *Les soirées étaient longues. J'allais sur l'ordi. J'allais sur Coco.* »

A force d'être droguée et abusée, Gisèle Pelicot a développé divers troubles neurologiques et gynécologiques. « *Ce qu'elle ne parvient pas à comprendre, c'est pourquoi, alors que vous assistiez au spectacle de son déclin, que vous la voyiez s'angoisser de manière croissante, que vous l'accompagniez aux rendez-vous médicaux pour trouver des réponses au mal que personne ne comprenait, pourquoi ne pas avoir trouvé la volonté d'arrêter ce que vous lui faisiez subir ?* », a demandé Stéphane Babonneau, autre avocat de la victime. *Vous ne pouvez pas dire que vous ne voyiez pas le mal.*

– Effectivement, je la voyais en grande souffrance. Je souffrais de la voir comme ça. Mais l'addiction était plus forte. »

#### Air impassible

Y avait-il une forme de haine envers Gisèle Pelicot dans certains vidéos particulièrement dégradantes ? « *Absolument pas. Je n'ai jamais eu de haine envers mon épouse, je ne peux pas entendre ça. Je n'ai eu que de l'amour pour elle, j'en ai toujours. Je lui ai fait du mal, c'est tout à fait le contraire que je recherchais. J'ai tout fait, justement, pour pas qu'elle ait mal quelque part ou quoi.* »

Pourquoi avoir tout filmé, tout conservé, y compris l'identité des hommes qui venaient chez eux ? « *Il y avait une part de plaisir, mais aussi une part de protection, c'était une mesure d'assurance* », répond Dominique Pelicot, dans le brouhaha de ses coaccusés, en affirmant que cela lui permettait de se prémunir de tentatives de chantage. « *Et, grâce à ça, on a pu retrouver tous ceux qui ont participé.* »

Pourquoi, une fois interpellé en septembre 2020 dans un supermarché de Carpentras (Vaucluse) pour avoir filmé sous les jupes des clientes, et se sachant sous enquête policière – il sera placé en détention un mois plus tard –, a-t-il encore invité trois hommes à abuser de sa femme endormie ? « *On me demandait de l'argent, des photos, ma femme était suivie pendant qu'elle faisait ses courses, je ne savais plus comment m'en sortir. Je savais qu'en me faisant arrêter il suffirait de tirer le fil d'Ariane de mes portables, et je me disais qu'avec les éléments qu'ils avaient les policiers auraient pu faire un flagrant délit au moment où quel-qu'un serait venu chez moi.* »

Gisèle Pelicot devra se contenter de ces explications, qu'elle a accueillies avec l'air impassible qui la quitte rarement à l'audience. A ses côtés, Caroline Darian, au contraire, a passé la journée à se retenir d'exploser. Ce procès est aussi un face-à-face entre Dominique Pelicot et elle, sa fille, qui vit dans un doute sans fin depuis qu'elle a découvert que deux photos d'elle jeune adulte, dénu-

dée et endormie, avaient figuré dans l'ordinateur de son père.

« *Qui a pris ces photos ?* », a demandé M<sup>e</sup> Camus.

– *Ce n'est pas moi*, a répondu l'accusé.

– *Alors c'est encore plus inquiétant. Qui a pris ces photos de votre fille et comment sont-elles arrivées dans votre ordinateur ?*

– *Je ne suis même pas persuadé que ce soit des photos de ma fille.* »

Ce qui est pourtant incontestable. Cinq fois, dix fois, Dominique Pelicot a dit qu'il n'avait pas pris ces photos. « *Tu mens !* », a fini par crier Caroline Darian, à l'autre bout de la salle d'audience. « *Je n'ai jamais touché ma fille* », a également martelé l'accusé. Plane sur ce dossier le soupçon de l'inceste, ainsi que celui – étayé par rien, mais alimenté par des déclarations prêtées aux petits-enfants Pelicot – de pédophilie. « *En aucun cas, je n'ai touché mes enfants, ni mes petits-enfants*, a répété et répété encore Dominique Pelicot.

*Qu'est-ce qu'il faut que je fasse, que je me coupe un bras ?*

– *Vous ne pouvez pas leur dire une vérité audible ? Vous seul pouvez les libérer de ce cauchemar*, a insisté M<sup>e</sup> Camus.

– *C'est votre problème, ce n'est pas le mien.*

– *Je crois que c'est aussi celui de vos enfants.* »

Comme sa mère, Caroline Darian risque de devoir continuer à vivre avec ses interrogations.

#### Plusieurs contradictions

Un dernier face-à-face se joue dans la salle Voltaire du palais de justice d'Avignon, au-delà de la grande explication familiale. Au premier jour d'audience, 35 des 50 coaccusés ont contesté les faits qui leur étaient reprochés, estimant qu'ils n'avaient ni l'intention ni la conscience de commettre un viol, et pensaient simplement participer à un jeu sexuel avec un couple libertin. Ce procès va désormais viser à la confrontation entre Domi-

Cinq fois, dix fois, Dominique Pelicot a dit qu'il n'avait pas pris des photos dénudées de sa fille. « Tu mens ! », a crié celle-ci

nique Pelicot et ces 35 accusés. Celle-ci a débuté mardi.

« *Ils savaient tout, ils ne peuvent pas dire le contraire* », a dit Dominique Pelicot lors de ses premiers mots. Combien de fois a-t-il ensuite répété que ses 50 coaccusés étaient « *tous au courant* » ? Au courant que Gisèle Pelicot serait droguée, au courant qu'il faudrait se garer à l'écart et finir à pied, éviter le parfum et le tabac, se déshabiller à l'extérieur de la chambre et se passer les mains

sous l'eau chaude, au courant que les rendez-vous seraient filmés. « *Ils étaient tous au courant. Ils ont accepté en parfaite connaissance de cause. La seule question qu'ils posaient parfois, c'était : "Combien c'est ?" Je n'ai manipulé personne.* »

« *Donc ces gens-là venaient chez vous commettre un crime, ne mettaient pas de préservatif, laissaient des traces physiologiques susceptibles de les identifier, acceptaient de commettre ce crime en ayant pleinement conscience qu'ils étaient filmés et repartaient comme si de rien n'était ?* », a demandé l'avocat d'un des 35 accusés contestant les faits. Plusieurs contradictions sont déjà apparues dans le discours du principal accusé, qu'une armée d'avocats va tenter de faire craquer ces trois prochains mois. Dominique Pelicot a parlé une fois. Il sera de nouveau interrogé 50 fois, à la suite de chacun de ses 50 coaccusés, et ce, dès mercredi. Ce procès ne fait que commencer. ■

HENRI SECKEL



## InVivo et l'agriculture comme levier de la transition écologique

Engrais verts, orge responsable, blé bas carbone : de la fourche à la fourchette, de la bière à la baguette... le groupe InVivo réaffirme son leadership dans la transition agroalimentaire. Leader européen du secteur agricole, le groupe coopératif veut devenir le premier distributeur français d'engrais verts d'ici 2035 et montrer par l'exemple que l'agriculture est un levier majeur de la transition écologique.

InVivo est partenaire agricole du consortium FertigHy\*, une société dédiée à la production d'engrais azotés à faible teneur en carbone. Ce projet ambitieux vise à réduire l'empreinte carbone du secteur agricole, responsable de plus de 10 % des émissions totales de gaz à effet de serre dans l'Union européenne. Dans le cadre de cette démarche collective, une première usine devrait être construite dans la région des Hauts-de-France pour une mise en route opérationnelle d'ici 2030 (1,3 milliard d'euros d'investissement). L'idée ? Fabriquer des engrais à faible émission de carbone à partir d'énergies renouvelables, remplaçant ainsi l'utilisation de gaz naturel importé, traditionnellement utilisé dans cette industrie. « *Produire une partie de nos engrais à partir d'énergies renouvelables, pour produire des céréales plus vertes, c'est l'objectif de FertigHy et le nôtre, et c'est une réponse directe aux défis de souveraineté alimentaire et d'indépendance énergétique* », souligne Thierry Blandinières, directeur général du groupe InVivo.

\*Aux côtés de EIT InnoEnergy, RIC Energy, MAIRE, Siemens Financial Services et Heineken.

PUBLICITÉ

#### FERTIGHY, FER DE LANCE DE LA DÉCARBONATION

FertigHy donne un coup d'accélérateur à la décarbonation du secteur agricole en France. Lors du sommet Choose France de mai 2024, le projet a reçu le soutien plein et entier de l'État. Appui aussi de la Commission européenne qui a identifié ce secteur à forte consommation d'énergie et à taux d'émission élevé comme prioritaire dans sa politique de décarbonation. Dans l'Union européenne, 11 millions de tonnes d'engrais azotés sont consommés chaque année par les agriculteurs. Avec des engrais à faible teneur en carbone, l'agriculture s'inscrirait dans une logique de décarbonation, et ce, dès les premiers maillons de sa chaîne de production. Par l'utilisation de ce type de solutions combinée à la promotion et à l'accompagnement aux changements de pratiques agronomiques (non-labour pour lutter contre l'érosion et séquestrer la matière organique dans les sols, semis direct, rotation, couverts végétaux, etc.), InVivo contribue à faire de l'agriculture un levier d'action essentiel.

#### UN GROUPE CAPABLE D'INVESTIR DANS LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Opérant dans de nombreux secteurs – jardinerie, distribution alimentaire, négoce de céréales, distribution de produits et services agricoles, malterie, meunerie, boulangerie-viennoiserie-pâtisserie industrielles, etc. –, InVivo considère que sa taille (12,4 milliards d'euros de chiffre d'affaires, 14 500 salariés) représente un atout. Avancer vers la décarbonation nécessite des investissements massifs et il est de sa responsabilité en tant que groupe coopératif agricole de s'engager dans la transition agricole, et de construire les filières de demain, de la semence à la baguette, intégrant les pratiques les plus durables.

#### LA DÉCARBONATION EN ACTIONS

Convaincu que l'agriculture est une solution majeure face aux changements climatiques, InVivo a lancé plusieurs initiatives qui favorisent les techniques agricoles durables. Par exemple, le programme « Semons du Sens » qui rassemble près de 10 000 agriculteurs et viticulteurs partenaires. Il encourage la mise en place de pratiques agroécologiques, réduisant l'empreinte carbone, favorisant la biodiversité et préservant les ressources en eau et la qualité des sols. Ou Grafite, la filiale de commercialisation de matières premières agricoles bas carbone de la branche négoce international du groupe, qui valorise le potentiel carbone des productions et assure une rémunération plus juste aux agriculteurs. En 2023, 150 000 tonnes ont été valorisées et 40 coopératives ont été accompagnées. Ou encore, l'offre de malt bas carbone ClimCare, proposée par Malteries Soufflet à ses clients brasseurs et distillateurs et qui répond à des cahiers des charges exigeants en termes de réduction d'empreinte carbone et de spécifications durables.



Le témoignage de l'ex-compagne du djihadiste l'a contraint à s'exprimer, au deuxième jour de son procès

**SOREN SEELOW**

## Reproduction interdite



**Le Monde**

**RUBRIQUE BONNES ADRESSES**  
*marie-ecile.bernard@npublicite.fr*







# L'économie birmane en pleine déroute

Les forces révolutionnaires qui combattent la junte resserrent leur emprise sur les ressources énergétiques

BANGKOK - correspondant  
en Asie du Sud-Est

Pour les généraux birman, les revers ne sont pas seulement militaires. Trois ans et demi après le coup d'Etat de février 2021, l'aggravation des combats en Birmanie ces derniers mois entre la résistance armée et la junte au pouvoir place cette dernière dans une situation économique de plus en plus intenable. Dans une note datée du 4 septembre, le consultant en risques BMI (groupe Fitch), installé à Singapour, a révisé à -2,5 % la contraction du PIB attendue pour l'année 2025 contre zéro initialement. Or, l'économie birmane n'a jamais récupéré de la pandémie due au Covid-19, et son PIB est déjà inférieur de 20 % à son niveau de 2020.

Selon BMI, l'un des plus gros défis provient de la conscription militaire obligatoire pour les hommes de moins de 35 ans, qui « conduit à une réduction critique de la main-d'œuvre disponible ». Prise en mars pour apporter du sang neuf à l'armée, au rythme de 5 000 nouvelles recrues par mois, cette mesure a provoqué un exode des jeunes, à la fois vers le maquis, pour prendre les armes, et vers l'étranger, pour travailler. La junte militaire a répondu par le recrutement forcé mais aussi par des taxes sur les salaires des employés à l'étranger et par davantage encore de contrôle

**En août, deux centrales électriques proches de Mandalay ont suspendu leurs activités**

aux frontières, alimentant le cercle vicieux de la panique.

BMI attribue à la Birmanie le score le plus élevé en Asie de « *risque politique* », à 79,1 points sur 100. « *Etant donné les faibles probabilités de compromis, nous pensons que la guerre civile va se prolonger et que toute tentative de relance du processus démocratique par le régime est vouée à l'échec* », écrivent ses experts.

**« Zones-clés »**

Depuis le déclenchement, par une coalition de groupes armés ethniques, d'une succession d'offensives, fin 2023, dans l'Etat Shan et l'Etat Kachin, dans le nord-est du pays, à la frontière chinoise, ainsi que dans l'Etat Rakhine, à l'exact opposé, le long du golfe du Bengale et de la frontière avec le Bangladesh, l'équilibre des forces a basculé dans ces zones-clés pour l'exploitation des ressources naturelles et énergétiques.

Entre les deux, la région centrale de Sagaing, qui va de Manda-

lay, la deuxième plus grande ville du pays, à la frontière indienne, est, elle aussi, désormais affectée. En juillet, l'opposition armée s'est emparée de Mogok, la « vallée des rubis », certes en partie épuisée, à 190 kilomètres au nord de Mandalay. En août, la Kachin Independence Army (KIA), les rebelles kachin, a capturé des forêts à proximité des mines de jade de Hpakant, dans l'Etat Kachin.

« *La grande nouveauté, c'est que l'opposition à la junte commence à se saisir d'infrastructures-clés, dont les infrastructures énergétiques* », nous dit Guillaume de Langre, doctorant à l'université d'Oxford et ancien conseiller énergétique du gouvernement civil birman jusqu'en 2020. Plusieurs barrages, note-t-il, sont désormais aux mains des forces révolutionnaires : la KIA, principal groupe armé de l'ethnie kachin, contrôle le barrage de Dapein 2, près de la Chine. Le deuxième plus gros barrage du pays, Shweli 1, est désormais en territoire contrôlé par la TNLA, la guérilla de l'ethnie ta'ang. Les combats se rapprochent rapidement de la plus grosse centrale électrique du pays, Yeywa, située une cinquantaine de kilomètres au sud-est de Mandalay : « *C'est un signe concret que le conflit se propage vers les organes vitaux du pays, les infrastructures-clés au centre du pays* », signale-t-il.

En août, deux centrales électriques proches de Mandalay, l'une appartenant à des investisseurs

hongkongais et l'autre à des Singapouriens, ont suspendu leurs activités à cause des combats. Fin juillet, le gouvernement d'unité nationale, l'administration souterraine de la résistance, a affirmé avoir pris le contrôle de la mine de nickel de Tagaung Taung, au nord de Mandalay. Géré par le groupe chinois Wanbao Mining, il est l'un des investissements chinois les plus importants du pays. Le même groupe dirige la plus grosse mine de cuivre de Birmanie, à l'est de Mandalay, toujours, elle, sous la garde de l'armée.

**Des « paniques » à Rangoun**

Dans la même région, une cimenterie chinoise a été incendiée par les soldats de l'armée birmane en fuite. Et une station du gazoduc chinois a été momentanément capturée par les rebelles. « *La quasi-totalité des projets chinois, notamment l'oléoduc et le gazoduc, sont situés dans des zones contrôlées par les forces révolutionnaires* », a déclaré, début septembre, Yee Mon, le chef de la résistance armée et ministre de la défense du gouvernement souterrain. Promettant de protéger ces investissements, il a appelé la Chine à « *adopter une approche pragmatique envers la Birmanie* », c'est-à-dire de reconnaître les avancées de la révolution. Préoccupé par la sécurité de ses projets en Birmanie, le régime chinois a jusqu'alors continué d'apporter du soutien au régime.

La junte birmane subit donc, en plus de nombreux revers militaires, une déroute économique grandissante, malgré l'emprise sur l'activité du pays de ses deux conglomérats, le Myanmar Economic Holdings Public Company Ltd. (MEHL) et le Myanmar Economic Corp. Le MEHL n'a pas versé de dividende annuel depuis le coup d'Etat de février 2021. La majeure partie du commerce transfrontalier avec la Chine et une partie de celui avec la Thaïlande et l'Inde dépendent de frontières contrôlées par les forces révolutionnaires.

Saper les ressources économiques de l'hydre militaire sert les objectifs de la résistance, mais c'est aussi à double tranchant : en représailles, l'armée birmane cible les civils par des bombardements aériens et incendie des villages. Les 3 millions de déplacés internes, selon le bulletin du Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) du 16 août, doivent princi-

palement être secourus par les forces révolutionnaires, qui peinent à nourrir cette population et à la soigner. Sur les 55 millions de Birmans, 18,6 millions de personnes sont comptabilisées comme « nécessitant de l'aide » par l'OCHA.

Loin des combats, Rangoun, la capitale économique, connaît une forte inflation et des coupures d'électricité. Les signes de la crise « *n'y crèvent pas les yeux* », affirme pourtant un observateur occidental expatrié, sous le couvert de l'anonymat. Il constate tout de même une augmentation de la mendicité, de longues files d'attente pour les denrées subventionnées, comme l'huile, et des « paniques », tous les quelques mois, autour des stations d'essence : « *C'est dû à une conjonction de facteurs, des rumeurs, des retards dans les livraisons. Ça dure une semaine, puis ça se rétablit* ».

Un système de rationnement pour l'huile et l'essence est en train d'être mis en place. Les difficultés de recrutement sont manifestes et généralisées, confirme-t-il, de la construction à l'agriculture, en passant par le textile et les professions nécessitant un niveau d'études supérieures. Si l'activité semble en apparence toujours soutenue, cela s'explique, selon lui, « *par les migrations des périphéries du pays vers Rangoun de ceux qui peuvent se le permettre* ». C'est d'autant plus le cas que la résistance s'approche de Mandalay. ■

BRICE PEDROLETTI

**Sur les 55 millions de Birmans, 18,6 millions sont comptabilisés comme « nécessitant de l'aide »**





# Des milliers de Brésiliens ruinés par les paris sportifs en ligne

En l'absence de régulation, les plates-formes promeuvent massivement leurs services sur les réseaux sociaux en s'appuyant sur des célébrités

RIO DE JANEIRO - correspondance

En 2016, Carlos (son prénom a été modifié), un coach sportif de 32 ans originaire de Belo Horizonte (Minas Gerais), dans le sud-est du Brésil, s'installe à Rio de Janeiro, ville réputée pour sa culture du fitness. Éloigné de ses proches, il se lance alors dans des paris sportifs sur la plate-forme britannique Sportingbet. Rapidement, il ne peut plus s'en passer. « Je feignais des douleurs au ventre pour passer des heures aux toilettes à jouer en toute tranquillité », confie ce passionné de football, lors d'une réunion organisée par l'association Joueurs anonymes (JA), un réseau d'entraide pour les personnes dépendantes aux jeux, à Flamengo, un quartier aisé de Rio de Janeiro.

Au Brésil, le marché des jeux de hasard et des paris sportifs est en pleine expansion. Entre 2020 et 2023, le nombre d'entreprises du secteur est passé de 51 à 308, selon le cabinet PwC. En 2023, celles-ci ont généré 120 milliards de reais

(environ 19,4 milliards d'euros) de recettes. Et pour cause : en l'absence de régulation, les plates-formes, souvent étrangères, profitent d'une liberté quasi totale pour promouvoir massivement leurs services à la télévision et sur les réseaux sociaux, en s'appuyant souvent sur des célébrités locales, telles que le footballeur Neymar. Et beaucoup de Brésiliens tombent dans le piège : selon une enquête de l'Institut Locomotiva, publiée en août, 25 millions de nouvelles personnes ont parié en ligne au cours des sept premiers mois de 2024, soit une moyenne de 3,5 millions de nouveaux parieurs par mois. Au total, 52 millions de personnes ont déjà participé à cette activité dans ce pays de 215,3 millions d'habitants.

## « Emprunter de l'argent »

« De plus en plus de personnes deviennent accros nous sollicite », s'inquiète un des membres des JA. Selon lui, « 250 nouvelles personnes se sont inscrites » dans les douze groupes de l'organisation présents à Rio de Ja-

neiro, entre la fin de la pandémie, en 2020, et mi-2023.

A Flamengo, la salle des JA, située derrière une église, est pleine. Outre Carlos, une trentaine d'autres personnes écoutent attentivement, assises sur des chaises d'écolier, les joueurs compulsifs partager leur témoignage. Nombre d'entre eux racontent avoir été ruinés à cause de leur addiction. Selon la banque Itau, les Brésiliens ont perdu 23,9 milliards de reais sur les 68,2 milliards de reais dépensés dans des paris en ligne entre juin 2023 et juin 2024. Ce, alors que 40 % des parieurs gagnent moins de 5200 reais (848 euros) par mois, selon PwC. Résultat : 86 % d'entre eux sont endettés, et 64 % figurent sur les listes d'insolvabilité de Serasa, l'organisme qui gère les antécédents de crédit des particuliers. « J'ai même dû emprunter de l'argent à des amis et à des membres de ma famille qui gagnent moins que moi [pour financer mes paris] », confie Carlos. Lorsqu'il a rejoint les JA en juillet 2022, sa dette s'élevait à 80 000 reais.

En juin, un rapport publié par la banque Santander s'alertait de l'augmentation des dépenses des ménages dans des paris en ligne, passées, en moyenne, de 0,8 % à 1,9 % de leurs revenus annuels entre 2018 et 2023. L'ampleur du phénomène est telle que les autorités craignent même que l'addiction aux jeux entraîne une baisse de la consommation dans d'autres secteurs. « La croissance des revenus observée ces derniers mois ne s'est pas traduite par une hausse de l'épargne ou de la consommation et pourrait avoir fui dans une large mesure dans les jeux de hasard », s'inquiétait ainsi Gabriel Galipolo, directeur de la politique monétaire de la banque centrale, lors d'une conférence à Rio de Janeiro, le 13 août.

## « Personnes en détresse »

Carlos confie que sa situation financière l'a mené à « sacrifier ses sorties avec sa femme et l'achat de cadeaux [pour ses proches] ». Mais, grâce au soutien du groupe, il a enfin repris le contrôle de ses dépenses. Aujourd'hui, il affirme avec fierté n'avoir rien parié depuis un an et sept mois et avoir remboursé l'intégralité de ses créances.

Mais trouver de l'aide reste difficile. A Sao Paulo, l'unique centre psychiatrique spécialisé dans l'addiction aux jeux en ligne est sa-

turé jusqu'en 2025. Quant aux réunions des JA, elles n'existent pas dans toutes les villes. « J'ai déjà reçu des milliers de messages sur mon compte Instagram de personnes en détresse », s'inquiète Mateus Caumo, 32 ans, influenceur reconnu dans le domaine des paris sportifs. Il montre sur son smartphone un message qu'il vient de recevoir de la part d'un de ses followers implorant de l'aide pour rembourser ses dettes.

Grâce au succès financier de son entreprise Dupla Aposta, qui conseille des plates-formes de paris sportifs, Mateus Caumo a lancé l'Institut de soutien aux parieurs, en mars 2023. Situé à Niterói, une ville près de Rio de Janeiro, ce dernier offre, entre autres, « des séances d'éducation financière et de soutien émotionnel gratuites en ligne toutes les semaines », détaille Daya Pimentel, 34 ans, psychologue au sein de l'institut, qui estime que 8 000 personnes ont déjà participé à ces dernières.

Mais la psychologue alerte : ces initiatives privées ne suffisent pas pour répondre à l'ampleur de la crise, le besoin de politiques publiques est criant. « Le système de santé n'est pas préparé pour faire face à l'explosion des paris », constate-t-elle.

Le 30 décembre 2023, le gouvernement a certes adopté une loi visant à réguler le secteur, qui prendra effet en 2025. Mais elle vise surtout à contraindre les entreprises de paris sportifs et de jeux d'argent, majoritairement étrangères, à s'établir au Brésil et à payer des impôts. De quoi gonfler les recettes publiques. Mais, en vérité, « peu de mesures ont été prises pour limiter leur publicité agressive », regrette Ione Amorim, économiste à l'Institut de défense du consommateur. ■

ANNE-DOMINIQUE CORREA

## TRANSPORT

### RER, trains et métros : un tarif unique en IDF à partir de 2025

L'autorité régionale des transports Ile-de-France Mobilités mettra en place, en janvier 2025, un tarif unique, avec un ticket de métro, train ou RER à 2,50 euros dans toute la région parisienne, selon *Le Parisien*. Objectif : simplifier la vie des 4 millions d'usagers occasionnels du réseau en supprimant le maquis tarifaire actuel. – (AFP)

## AUTOMOBILE

### L'électrique dépasse l'essence sur les routes de Norvège

Les voitures électriques sont désormais plus nombreuses que les modèles à essence en Norvège, a annoncé, mardi 17 septembre, le Conseil d'information sur le trafic routier norvégien. Il s'agit d'une première mondiale. Sur 2,8 millions de véhicules individuels immatriculés dans le pays, 754 303 sont au tout-électrique (26 % du parc automobile), contre 753 905 à l'essence. Les véhicules diesel restent les plus nombreux (près d'un million). – (AFP)

## INDUSTRIE

### Le fabricant américain Tupperware a lancé une procédure de faillite

En difficulté depuis des années, le fabricant américain des contenants alimentaires en plastique Tupperware a annoncé, mercredi 18 septembre, avoir lancé une procédure de faillite. L'entreprise a déposé une demande de protection au titre du chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites. – (AFP)

Devenons l'énergie qui change tout.

BONUS RENTRÉE  
D'EDF\*  
JUSQU'AU  
30 SEPTEMBRE 2024

50€  
REMBOURSÉS

-15%  
ET JUSQU'À  
SUR VOTRE FACTURE  
D'ÉLECTRICITÉ

edf.fr/bonusrentree

\*Bonus rentrée d'EDF : 50 € remboursés pour tout nouveau contrat en offre de marché et l'électricité jusqu'à 15 % moins chère que le tarif réglementé. Offre réservée aux 40 000 premiers souscripteurs, hors Zen Online.

L'énergie est notre avenir, économisons-la !



## INDUSTRIE

# L'automobile se déchire sur les normes

Les règles européennes qui organisent la transition vers la mobilité décarbonée agitent les industriels

**L**a guerre des normes automobiles se poursuit à Bruxelles. Alors que constructeurs et équipementiers s'entredéchirent sur la nécessité de décaler le durcissement des normes de CO<sub>2</sub> prévu en 2025, une autre bataille se joue sur le front des batteries : la mesure de leur empreinte carbone. Une filière industrielle majeure, des fleurons européens et 12,9 millions d'emplois sont en jeu.

Sur le premier point, c'est une note blanche, non signée, émanant de Renault et de l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA), qui a ouvert le débat public. Elle se positionne – ce qu'a confirmé un communiqué de l'ACEA – en faveur d'un moratoire de deux ans sur le durcissement de la norme dite « CAFE » (Corporate Average Fuel Economy) prévu. Celle-ci plafonne le niveau moyen d'émission de CO<sub>2</sub> par kilomètre par voiture vendue, avec une forte amende pour les constructeurs qui le dépassent.

Or, en 2025, la norme en vigueur depuis 2021 sera durcie de 15 %. Un objectif difficile, voire impossible, à tenir, affirment les constructeurs automobiles, alors que les ventes sont moroses et que les voitures électriques, plus chères que les thermiques, sont de moins en moins subventionnées par les Etats. Selon la banque JEFFERIES, l'amende encourue pourrait être de 2,6 milliards à 7,3 milliards d'euros pour le groupe Volkswagen, qui détient 26 % du marché européen.

Les constructeurs restent toutefois très divisés sur le décalage dans le temps de cette norme ou des pénalités. Ceux, comme Stellantis, qui se disent prêts et organisés pour tenir l'objectif CAFE en 2025, estiment qu'il ne serait pas juste de desserrer un calendrier qui a exigé des choix stratégiques. Stellantis a cessé temporairement de vendre des ludospaces (Citroën Berlingo, Opel Combo ou Peugeot Rifter) à motorisation thermique, commercialisant uniquement leur version électrique, pendant que Renault vendait des Kangoo pied au plancher et gagnait des parts de marché.

« Du point de vue de la concurrence si chère à l'Union euro-

péenne, il serait surréaliste de changer les règles maintenant », a déclaré Carlos Tavares, le directeur général de Stellantis, à l'Agence France-Presse, du concours d'élégance automobile de Chantilly (Oise), dimanche 15 septembre, ajoutant : « Tout le monde connaît les règles depuis longtemps, tout le monde a eu le temps de se préparer. Maintenant on fait la course. » Il assure que son groupe respectera la norme sans acheter de crédits à d'autres, comme Tesla ou Volvo.

Stellantis a mis en place un comité carbone, rattaché à la direction stratégique, et pilote ses ventes pour respecter les seuils. « Il y a des cigales et des fourmis dans notre industrie », insiste un porte-parole du groupe, qui plaide pour une stabilité des règles. Une fois n'est pas coutume, le groupe franco-italo-américain est aligné sur la position des ONG environnementales. Volkswagen cherche à se montrer neutre, attendant que la Commission européenne revienne « si les conditions sont réunies pour atteindre ces objectifs ».

## Retard dans les gigafactories

La marche prévue en 2025 pour le durcissement des normes CAFE est en outre la moins haute : la suivante, prévue en 2030, puis l'interdiction totale de vendre des voitures émettrices de CO<sub>2</sub> en 2035 sont plus exigeantes. Pour Stellantis, qui s'apprête à lancer d'ici à la fin de l'année quarante nouveaux modèles électriques, il serait donc préférable que les pouvoirs publics soutiennent l'achat de « wat-tures », le temps que les industriels s'organisent pour faire baisser leur prix au niveau de celui des véhicules thermiques. L'eurodéputé Renew Europe Pascal Canfin propose, lui, un ajustement à la marge : comptabiliser les émissions au moment de la vente du véhicule au lieu de l'immatriculation, ce qui décalerait de facto de six mois le calendrier.

L'un des arguments avancés par la note qui défend le moratoire est le retard pris par les gigafactories de batteries en Europe. Leur production peine à décoller et risque de se heurter aux surcapacités chinoises, qui font baisser les prix, et à l'avance technologique des acteurs asiatiques. Les difficultés financières de Northvolt, le



Sur la chaîne de production du modèle Fiat Grande Panda, dans l'usine Stellantis, en Serbie, le 22 juillet. OLIVER BUNIC/BLOOMBERG VIA GETTY IMAGES

pionnier suédois, créé en 2016, la plus avancée du secteur, se sont accélérées en septembre. En mai, elle avait perdu un contrat de 2 milliards d'euros avec BMW, gagné par le coréen Samsung SDI. Un plan de réduction des coûts et un recentrage stratégique ont été annoncés : l'entreprise renonce à fabriquer ses cathodes et à développer une activité de stockage d'énergie en Pologne. Quant au calendrier d'ouverture de trois nouvelles usines (en Suède, en Allemagne et au Canada), il sera revu à l'automne. Son premier actionnaire, Volkswagen (21 %), lui a toutefois confirmé son soutien.

En France, Automotive Cells Company (ACC), coentreprise entre Stellantis, Mercedes et TotalEnergies-Saft, connaît aussi un décollage difficile. Le premier bloc de l'usine de Douvrin - Billy-Berclau (Pas-de-Calais) a été inauguré le 30 mai 2023. « La production a commencé en début d'année, une

bonne dynamique est en place, mais la courbe d'apprentissage est plus sévère que ce que nous avions imaginé », avoue Matthieu Hubert, secrétaire général et porte-parole de l'entreprise. ACC, qui a bien avancé dans la construction du deuxième bloc, a mis sur pause le lancement des usines prévues en Allemagne et en Italie.

Les constructeurs automobiles ont changé leurs priorités et cherchent maintenant des batteries dites « lithium-phosphate-fer », moins performantes mais moins chères que celles développées par les jeunes pousses européennes comme ACC, Northvolt ou la grenobloise Verkor. « C'est un changement par rapport à la donne de départ », reconnaît M. Hubert. Dans un marché atone, il faut faire des voitures moins onéreuses.

Loin de se ranger derrière l'idée de moratoire sur les normes CAFE, les fabricants de batteries demandent que l'on tienne le ca-

## LE DURCISSEMENT DES NORMES DE CO<sub>2</sub> PRÉVU EN 2025 SERA IMPOSSIBLE À TENIR, AFFIRMENT DES CONSTRUCTEURS

lendrier, pour ne pas compromettre la transition vers l'électrique et leur capacité à financer leurs projets. « Ce que nous faisons est difficile, mais nécessaire. Il n'y a pas d'autre chemin que de créer cette industrie européenne de la batterie. C'est la condition de notre autonomie stratégique. Mais les histoires industrielles nécessitent de la constance et du temps long », explique Benoît Lemaignan, président de Verkor, rappelant que ses concurrents chinois, coréens et japonais en ont bénéficié.

Les industriels européens de la batterie devraient recevoir un coup de pouce de la Commission européenne, qui met en œuvre depuis juillet 2023 son « règlement batteries ». Celui-ci doit « bannir du marché européen les batteries présentant une mauvaise empreinte carbone », rappelle M. Canfin, en interdisant, à terme, la vente des batteries dépassant un certain seuil et en généralisant le recyclage.

Ce règlement doit être complété par un acte délégué – l'équivalent d'un décret – définissant la méthode de calcul de l'empreinte carbone. Attendu fin juin, celui-ci est toujours en cours de finalisation. « La première avancée que nous avons obtenue », explique M. Canfin, « c'est que les nouvelles règles ne favorisent plus les grosses voitures au détriment des petites », comme c'était le cas pour les normes CAFE jusqu'à ce que cela change en 2025.

Un point reste en suspens : comment calcule-t-on le niveau de CO<sub>2</sub> émis pour la fabrication d'une batterie ? Celui-ci dépend pour beaucoup de la source de l'électricité qui alimente la gigafactory. A ce stade, la Commission propose de prendre le mix électrique moyen du pays de production, ce

qui avantage les Etats membres, comme la Suède ou la France, qui ont une électricité décarbonée. Cette position est moins favorable à l'Allemagne, la Pologne ou la Hongrie, qui préféreraient que l'on prenne le mix moyen européen. Le risque est qu'un accord se fasse sur un calcul de l'empreinte carbone usine par usine. « Nos concurrents chinois mettront alors l'étiquette "barrage des Trois-Gorges" sur chaque batterie », redoute un industriel. Comment vérifierait-on que c'est bien l'énergie hydroélectrique qui a été utilisée ?

## La crainte d'absence de contrôle

« Au-delà du seul sujet des batteries, c'est la première fois que la réglementation européenne définit la manière de calculer une empreinte carbone », alerte M. Canfin. C'est un point majeur de politique industrielle, avec des répercussions potentielles sur tous les autres biens manufacturés, et notamment sur l'hydrogène. L'eurodéputé ne cache pas son inquiétude en l'absence de ministre pour défendre un point de vue français à Bruxelles. La coalition au gouvernement en Allemagne n'a pas non plus une position claire. L'évolution des relations entre Paris, Berlin et Bruxelles peut enfin rendre difficile un compromis.

Les industriels, qui ont confié la défense de leurs intérêts à leur association européenne, Recharge, sont assez neutres, puisant leurs usines ont vocation à s'implanter dans plusieurs pays européens. Mais tous redoutent l'absence de contrôle sur les déclarations. Pour M. Lemaignan, si l'Europe se donne pour objectif de produire la moitié de ses batteries d'ici à 2030, « l'acte délégué ne doit pas s'arrêter à l'énergie ou à l'environnement : le social et la localisation doivent aussi être pris en compte. C'est un des points que souligne le rapport Draghi sur la compétitivité européenne. Nous devons réconcilier le consommateur, le citoyen et le salarié ». La nouvelle réglementation permettra au moins à terme d'informer plus clairement le consommateur. ■

SOPHIE FAY



## PERTES & PROFITS | ACTIVISME CHINOIS

PAR PHILIPPE ESCANDE

## Le grand désordre du commerce mondial

**LE KIMCHI** est un trésor national. Cette préparation à base de chou fermenté accompagne les repas de tous les foyers et restaurants de Corée – du Nord comme du Sud – et est inscrite au Patrimoine culturel immatériel de l'Unesco. Autant dire que c'est avec stupeur et consternation que les Coréens ont appris qu'au premier semestre le pays avait importé plus de kimchi qu'il n'en a exporté. Responsable, une fois de plus : la production chinoise, qui inonde le pays de ses choux marinés, vendus six fois moins cher que l'équivalent coréen, comme le rapporte le *Financial Times* du mardi 17 septembre.

Personne n'est donc à l'abri du rouleau compresseur industriel chinois, même les exportateurs les plus aguerris. Les Allemands en savent quelque chose. Eux aussi, champions de l'exportation, sont confrontés à la même vague qui n'épargne aucun secteur, de l'alimentaire à la sidérurgie. Dès lors, quelle

attitude adopter : fermer les frontières ou accepter la compétition ?

Le sujet du moment, en Europe, n'est pas le chou, mais les voitures électriques et leur composant de base : la batterie. Pour endiguer le flot de véhicules débarquant dans ses ports, par cargos entiers en provenance de Shanghai, l'Europe a décidé d'imposer des taxes douanières jusqu'à 50 % du prix de vente. Une demi-mesure par rapport aux Etats-Unis et au Canada, qui vont imposer des droits de 100 %.

## Difficile négociation

Le grand paradoxe de cette affaire est que ces mesures sont prises par les politiques pour protéger leurs industries, mais que celles-ci ne sont pas forcément d'accord. Si elles vendent en Chine, elles craignent un choc en retour. C'est le cas de l'Allemagne, qui s'inquiète pour les ventes de Volkswagen ou de

Mercedes dans l'empire du Milieu, mais aussi de l'Espagne, qui produit également des automobiles et vend du porc aux Chinois.

L'Italie, autre spécialiste de l'automobile, renâcle également, d'autant que Rome discute avec le constructeur chinois Dongfeng pour l'implantation d'une usine dans la péninsule. Sans compter la Hongrie ou la Suède, qui s'opposent également à cette mesure. La France, qui a moins à perdre en Chine – hormis son cognac – pousse à la fermeté.

En tournée en Europe, Wang Wentao, le ministre du commerce chinois, doit rencontrer, jeudi 19 septembre, la Commission européenne pour tenter une négociation. Elle sera difficile. Qu'il s'agisse de chou ou d'automobile, l'activisme chinois, conjugué à l'agressivité américaine, a réussi au moins une chose : semer la zizanie dans le fragile édifice du commerce mondial et au sein de l'Union européenne. ■



## A Dunkerque, une usine «longue comme dix-huit Notre-Dame de Paris»

La gigafactory de batteries Verkor reçoit ses premiers équipements. Elle ambitionne de monter une filière dans le secteur

**REPORTAGE**  
DUNKERQUE (NORD) -  
envoyée spéciale

Pour voir la gigafactory Verkor, il faut rouler jusqu'au fond du grand port maritime de Dunkerque (Nord), dépasser l'aciérie ArcelorMittal, longer l'usine de production d'aluminium puis le quai de déchargement des porte-conteneurs (qui pourrait doubler en longueur) et tourner le dos aux terrains qui doivent accueillir deux réacteurs pressurisés européens à Gravelines. Un immense parallélépipède de béton gris se dresse alors, derrière l'usine du belge Clarebout.

L'usine Verkor, où seront assemblées les batteries destinées pour l'instant aux voitures Alpine et aux utilitaires FlexEVan de Renault, s'étend sur 80 hectares. «*La construction a débuté en 2023, explique David Lefranc, directeur de l'aménagement et de l'environnement du port, qui pilote la visite. C'est le plus long bâtiment de France.*» Le directeur des infrastructures de Verkor, Sylvain Paineau, l'un des six cofondateurs de la start-up, insiste : «*C'est dix-huit fois Notre-Dame de Paris.*»

En novembre 2023, il n'y avait rien sur le terrain. En décembre 2023 et en janvier, les premiers piliers de béton préfabriqués sont arrivés. Aujourd'hui, dans l'usine divisée en sept compartiments, les machines commencent à être livrées. L'une d'elles fera 100 mètres de long. Les salariés travaillent à proximité, dans une base vie accolée au chantier, à Bourbourg. Un carrefour giratoire vient d'être mis en service et, depuis le 2 septembre, des navettes desservent le site. Le trajet est gratuit, comme tous les transports publics à Dunkerque. Sur les trois «zones grandes industries» du port, les usines seront sans parking. «*Il faut réduire le nombre de kilomètres parcourus en voiture individuelle, plaide Patrice Vergriete, président de la Communauté urbaine de Dunkerque (CUD) et ministre démissionnaire des transports. Nous avons prévu des parkings relais où chacun pourra laisser sa voiture, terminer en bus et réduire le coût de ses déplacements.*»

### «Vision de long terme»

Seize mille personnes travaillent sur le port. Avec les nouvelles activités développées autour des batteries, vingt mille de plus doivent arriver à terme. Il y aura non seulement l'usine Verkor, mais un peu plus loin, la gigafactory du taïwanais ProLogium, qui a réservé 140 hectares. Il a bouclé son étude environnementale, la première phase de concertation encadrée par la Commission nationale du débat public, et l'enquête publique se terminera le 3 octobre. ProLogium espère obtenir le permis de construire en fin d'année, «en vue d'une pose de première pierre en avril 2025», selon un porte-parole de l'entreprise. L'investissement promis est de 5,2 milliards d'euros avec, à la clé, trois mille emplois directs. «*Si tout le monde venait avec sa voiture particulière, on serait bientôt à Grenoble!*», plaisante M. Paineau, faisant référence aux embouteillages qui congestionnent la préfecture de l'Isère, où Verkor est née.

L'entreprise, qui a levé 2 milliards d'euros en 2023, a lancé la construction de l'usine de Dunkerque en un temps record. «*Tout est allé très vite, car ils agissaient d'un terrain "Choose France"* [l'agence gouvernementale qui facilite l'implantation d'usines en France]», explique M. Paineau. Dunkerque avait purgé les recours archéologiques ou écologiques, prévu les mesures de compensation environnementales, viabilisé le site (arrivée d'eau, raccordements électriques).

Dès 2015, les terrains clés en main – 350 hectares – ont été labellisés par l'agence. «*Ici, les gens savent travailler ensemble avec une vision de long terme*», salue le directeur du site, qui, dès la première réunion, a été accueilli par le président de la CUD, les élus locaux ou régionaux, le préfet et les pompiers qui s'étaient coordonnés. «*Même Renault n'avait pas de question*», se souvient-il, alors que l'actionnaire, client et partenaire de Verkor a pour habitude d'en poser beaucoup sur l'empreinte environnementale et sociale de tels projets. Le port de Dunkerque était en concurrence avec une quarantaine de sites en Europe, dont Sandouville (Seine-Maritime), près du port du Havre, où se trouve l'usine d'assemblage des Trafic.

### Création d'une véritable filière

Ici, Verkor poursuit deux objectifs. Le premier : produire la batterie la moins carbonée possible. D'où l'intérêt des transports publics gratuits, de la proximité du port par lequel arrivent les équipements et les matières premières, et d'un vaste système d'économie circulaire promu par les autorités portuaires. Un tuyau de 14 kilomètres reliera l'usine Verkor à celle de Ferroglabe, située dans la zone sidérurgique du port. Elle produit du ferromanganèse, un composant nécessaire à la production d'acier. Cette production a lieu à haute température. La «chaleur fatale» dégagée intéresse Verkor, qui peut l'utiliser pour le séchage des solvants, une opération coûteuse en énergie dans la production de batteries. Une autre partie part en direction du réseau de chaleur urbaine de la ville.

Deuxième objectif : la création d'une véritable filière de la batterie. Sur le site, il y aura à terme sept projets. Outre Verkor et ProLogium, la société Orano (ex-Areva), associée au chinois XTC, doit créer d'ici à 2026 deux usines (recyclage et production de cathodes), la coréen Enchem une unité de production d'électrolyte, Borax France, une activité de conversion du lithium, et Eramet-Suez une autre entité de recyclage.

A moins de 200 kilomètres, trois autres usines de batteries sont lancées : celles d'Automotive Cells Company (ACC), qui a commencé à produire à Billy-Berclau (Pas-de-Calais), d'Envision - Automotive Energy Supply Corporation, à Douai (Nord), en cours de construction, et de Tiamat, en projet, à Boves (Somme). A ce stade, la production, limitée à ACC, est balbutiante et la technologie utilisée revient en question. Mais M. Vergriete mise sur le long terme. L'enjeu est de taille : au lieu de perdre 27 000 habitants d'ici à 2040, le territoire espère en gagner. ■

SOPHIE FAY

## Souvent déficitaires, les start-up de l'IA sont sous pression

Les fabricants de modèles et outils du secteur font face aux doutes sur l'existence d'une «bulle», et à la concurrence des géants du numérique

En août, Google a embauché les dirigeants et des ingénieurs de la start-up d'intelligence artificielle (IA) Character AI. En juin, Amazon avait fait de même avec des recrues d'Adept AI. Et, en mars, Microsoft avait déjà frappé les esprits en absorbant une partie de l'équipe d'Inflection AI, dont son cofondateur, Mustafa Suleyman, un ancien de DeepMind. Cette société avait pourtant été créée à peine deux ans plus tôt pour concurrencer le robot conversationnel ChatGPT et elle était valorisée 4 milliards de dollars (3,6 milliards d'euros), après avoir levé 1,3 milliard de capitaux.

Ces débauchages ont été remarqués dans tout le secteur et perçus comme un signe de la pression économique à laquelle sont soumises, après une phase d'euphorie, les jeunes pousses de l'IA, aux États-Unis ou en Europe. «*Souvent, les start-up d'IA dépensent beaucoup et peuvent survivre un à deux ans au maximum sans lever de fonds*», expliquait, début septembre, Clément Delange, cofondateur de Hugging Face, dans un entretien au Monde. «*Je pense qu'[en 2024] on va voir plus de plus de focus sur la rentabilité des start-up d'IA*», ajoutait le directeur général de cette plate-forme de publication d'outils et de modèles d'IA, racontant être contacté chaque semaine par «*dix start-up*» souhaitant «*se faire racheter*».

Le ciel s'est assombri depuis que certains déplorent l'existence d'une bulle spéculative dans l'IA générative, qui permet de générer et de traiter des textes, des images ou des sons. «*IA générative : trop de dépenses pour trop peu de bénéfices?*», demandait, en juin, la banque d'affaires Goldman Sachs. Même la société créatrice de ChatGPT, figure de proue du secteur, suscite des questionnements. «*Comment OpenAI peut-elle survivre?*», lançait, en juillet, dans un billet au ton provocateur, le communicant et essayiste critique de l'IA Ed Zitron, doutant des chances de «*rentabiliser*» l'entreprise.

Selon le média *The Information*, les revenus d'OpenAI ont doublé en un an et dépassent 3 milliards de dollars en rythme annuel. Mais son déficit atteint 5 milliards, en raison notamment des 4 milliards de calcul informatique payés à son partenaire Microsoft. Ce dernier a investi 13 milliards de dollars dans OpenAI, mais la start-up chercherait de nouveau à lever plus de 5 milliards, ce qui la valoriserait à 150 milliards de dollars.

Pour défendre son modèle, OpenAI a publié, le 5 septembre, de nouveaux chiffres : ses utilisateurs professionnels payants

Le coût du calcul informatique pour entraîner et faire fonctionner les IA, de même que la persistance d'erreurs dans leurs réponses, soulève des interrogations.

En outre, les start-up, souvent fabricants de modèles ou de services d'IA, doivent aussi composer avec les géants du numérique, à la fois partenaires et concurrents : par le biais de leurs filiales de services aux entreprises dans le cloud (informatique dématérialisée), ceux-ci fournissent aux start-up du calcul informatique et distribuent leurs modèles. De plus, Google, Microsoft ou Meta peuvent déployer des assistants IA sur leurs propres smartphones, moteurs de recherche, réseaux sociaux ou logiciels de bureautique.

### Lourds investissements

Même la société créatrice de ChatGPT, figure de proue du secteur, suscite des questionnements. «*Comment OpenAI peut-elle survivre?*», lançait, en juillet, dans un billet au ton provocateur, le communicant et essayiste critique de l'IA Ed Zitron, doutant des chances de «*rentabiliser*» l'entreprise.

Selon le média *The Information*, les revenus d'OpenAI ont doublé en un an et dépassent 3 milliards de dollars en rythme annuel. Mais son déficit atteint 5 milliards, en raison notamment des 4 milliards de calcul informatique payés à son partenaire Microsoft. Ce dernier a investi 13 milliards de dollars dans OpenAI, mais la start-up chercherait de nouveau à lever plus de 5 milliards, ce qui la valoriserait à 150 milliards de dollars.

Pour défendre son modèle, OpenAI a publié, le 5 septembre, de nouveaux chiffres : ses utilisateurs professionnels payants

### Le coût du calcul informatique pour entraîner et faire fonctionner les IA soulève des interrogations

dans le monde atteignent le million, contre 600 000 en avril, a-t-elle assuré, citant comme clients le *Financial Times*, l'université d'Oxford ou Sanofi. L'utilisation par des entreprises de l'interface de requête de ses IA (API) aurait, elle, doublé depuis juillet.

Autre start-up de premier plan, Anthropic dépenserait, elle, 2 milliards de dollars par an, pour 150 millions à 200 millions de revenus, d'après le *New York Times*. Le fabricant des modèles Sonnet et de l'assistant Claude a levé plus de 6 milliards de dollars auprès d'Amazon et de Google, ce qui la valorise à près de 20 milliards. «*Développer l'IA, c'est comme être le pionnier d'un nouveau domaine scientifique. Au début, vous investissez lourdement en recherche et développement*», justifie Kate Earle Jensen, d'Anthropic. La directrice des ventes se félicite du «*fort intérêt*» suscité par Claude auprès des particuliers et de «*milliers d'entreprises*», dont les groupes publicitaire WPP ou pharmaceutique Novo Nordisk.

En Europe, le fleuron allemand Aleph Alpha est entré dans une zone de turbulences en juillet, après la publication d'enquêtes de presse mettant en doute la qualité de ses modèles et l'ampleur réelle de ses levées de fonds, initialement évaluées à 500 millions de dollars. En France, chez

Mistral AI, on assure que «*le développement économique est en bonne voie et se passe comme prévu*». Les revenus ont «*triplé depuis le premier trimestre*» et des commerciaux ont été recrutés parmi ses 90 employés, notamment dans son bureau américain, dit-on chez le champion français. Mistral AI affirme ne pas être surpris du coût, «*très significatif*», du calcul informatique, son «*premier poste de dépenses*». Toutefois, l'entreprise ne communique ni revenus ni date pour atteindre la rentabilité.

De son côté, LightOn, qui ne développe pas de modèles d'IA de traitement du langage mais les adapte pour les entreprises, assure être rentable depuis 2023. «*Nous n'avons pas levé de grosses sommes et nous vivons dans le monde réel depuis longtemps*», philosophe Laurent Daudet, le cofondateur de la société qui a levé 4,5 millions d'euros depuis sa création, en 2016. Vantant aussi sa frugalité de capitaux, Preligens avait, en juin, jugé préférable, pour poursuivre son développement dans le domaine souverain de l'IA de défense, de se faire racheter par le groupe aéronautique Safran.

A Paris, Bruxelles ou Washington, la défense des start-up d'IA, par des mesures de soutien ou la régulation des grands groupes, est un sujet de réflexion politique. En attendant, l'euphorie du secteur n'est pas totalement dissipée : l'expert en IA d'OpenAI, Ilya Sutskever, vient de lever 1 milliard de dollars pour sa nouvelle entreprise, SafeAI, dont le projet est de mener plusieurs années de recherche sur la «*superintelligence*» avant de lancer des produits. ■

ALEXANDRE PIQUARD

## Thales Alenia Space veut supprimer 980 postes en France, les salariés mobilisés

Rassemblés, mardi, sur les sites industriels de Toulouse et de Cannes, plusieurs centaines d'employés reprochent au fabricant de satellites de tailler dans ses effectifs français

TOULOUSE - correspondance

Entré chez Thales Alenia Space (TAS) en 1996, Guilhem Ganivet, syndiqué à Force ouvrière, n'a pas souvenir d'avoir connu un plan de restructuration d'une telle ampleur. «*C'est inédit et l'heure est grave*», se navre ce technicien, micro à la main, devant 700 salariés rassemblés à l'appel d'une intersyndicale FO, CFE-CGC, CFDT, CGT, sur le terre-plein à l'entrée de l'usine toulousaine, mardi 17 septembre. «*Ce plan est débile et incohérent car notre charge de travail est établie jusqu'à la fin 2025. On réclame son arrêt pur et simple et on ne lâchera rien*», tranche-t-il.

Le secrétaire FO du conseil social et économique (CSE) à Toulouse ne manie pas la langue de bois pour qualifier le «plan d'adaptation» de la coentreprise détenue par Thales (67 %) et Leonardo (33 %), spécialisée dans la fabrication de satellites et de segments sol. Il prévoit, sur une période allant de 2023 à 2025, de supprimer 1237 emplois en Europe, dont 980 postes en France.

Le site de Toulouse, siège social de la branche française spécialisée dans la fabrication de charges utiles de télécommunication, est particulièrement concerné, avec la

perte de 650 emplois sur 2700 personnes. A des kilomètres de la Ville rose, 600 salariés se sont réunis sur l'autre site français de TAS, à Cannes (Alpes-Maritimes). Spécialisée dans l'assemblage, l'intégration et tests des satellites de télécommunication et d'observation, l'usine perd 330 postes sur 1800. «*Les personnes concernées par la suppression des postes seront redéployées dans le groupe Thales. Et il n'y a donc pas de perte d'emploi*», affirme la direction au Monde.

Pour Cécile Larue, ingénieure système, «*l'entreprise liquide les compétences*». «*Sauf que dans le spatial, les métiers, en grande partie, sont spécifiques sur des cycles longs. On ne forme pas les gens en quinze jours.*» Sur le marché très concurrentiel des satellites de communication géostationnaires civils, les commandes mondiales se tassent. «*Avant il y avait une vingtaine d'appels d'offres par*

*an. Or, depuis trois ans, il n'y en a que dix, pas plus*», explique l'entreprise pour justifier le plan. Conséquence : en 2022, elle a remporté six appels d'offres, en 2023, aucun et en 2024, un seul.

### «Du management sur Excel»

A cette raison s'en ajoutent deux autres : les satellites nouvelle génération (numériques), reconfigurables en orbite, nécessitent moins de main-d'œuvre et des difficultés technologiques ont retardé leur développement. Les syndicats, eux, relativisent. «*Il ne faut pas mélanger les aspects mais les traiter de façons disjointes*», préconise Fabrice Rialet, délégué central CFE-CGC. «*Et, avant tout, il faut établir une stratégie et une vision sur un marché en pleine croissance*», propose ce responsable d'appels d'offres et de projet.

Yves Cognieux, secrétaire adjoint CFDT au CSE à Toulouse, admet que «*l'entreprise rencontre des difficultés*». «*On vit une révolution technique qui implique des coûts. On est à un moment-clé, concède-t-il. Mais il faut transformer l'organisation en interne.*»

Plutôt que de tailler dans les effectifs, l'intersyndicale énumère des marchés à capter afin de compenser la baisse d'activité des satellites de communication : le ser-

vice après-vente et la maintenance, par exemple.

A ce jour, le plan d'adaptation est en suspens. Les représentants du personnel au comité européen de Thales, réunis mardi 10 septembre à Bordeaux, n'ont pas prononcé d'avis, bloquant la procédure. Pour motiver leur non-réponse, les élus se sont appuyés sur les conclusions rendues le même jour par Syndex, mandaté en mai pour se pencher sur l'aspect économique du plan. «*Les conclusions du cabinet d'expertise renforcent ce que l'on redoutait. On est dans un flou artistique car les raisons du plan et ses objectifs ne sont pas clairement démontrés*», assure M. Cognieux. «*La sous-charge de travail n'est pas prouvée.*» Pour cet architecte cybersécurité, le plan «*ressemble à du management sur Excel*».

Les syndicats alertent aussi sur les risques psychosociaux que fait peser le plan sur le moral des salariés. Ils avancent les résultats d'un autre cabinet d'expertise, Technologia, sollicité en mai. «*60 % des 39 % des salariés français interrogés entre le 22 juillet et le 12 août refusent le projet ; 20 % d'entre eux l'acceptent mais s'en inquiètent et 20 % refusent de donner un avis*», avertit Thomas Meynadier, délégué syndical CGT. ■

AUDREY SOMMAZI



# Les emplois verts sont-ils les « sales boulots » de demain ?

Les salariés de l'économie verte cumulent faibles salaires et facteurs de pénibilité

Les métiers de l'économie verte sont souvent vendus comme étant des métiers vertueux, bons pour la protection de l'environnement, pour la croissance économique et offrant de meilleures conditions de travail à ceux qui les exercent, explique Nathalie Havet, professeure d'économie à l'Ecole nationale des travaux publics d'Etat. Or, nous avons été surpris par des écarts importants sur les conditions de travail entre les professions de ce secteur et celles d'autres pans de l'économie, notamment en ce qui concerne la manutention ou l'exposition aux vibrations mécaniques», poursuit celle qui est aussi coautrice de l'étude de la direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares) «La pénibilité au travail dans les professions de l'économie verte» de juillet 2023. Les salariés de l'économie verte sont ainsi davantage exposés à des facteurs de pénibilité : ils sont 67 % dans ce cas, contre 60 % de l'ensemble des salariés français. Ils souffrent plus de contraintes physiques marquées (57 % contre

47 %), en particulier de postures pénibles (52 % contre 43 %) et d'exposition à un environnement physique agressif, notamment à des agents cancérogènes, mutagènes ou reprotoxiques (23 % contre 7,5 %) et aux nuisances sonores (16 % contre 8 %). En revanche, ils subissent moins de rythmes de travail atypiques (travail posté, travail répétitif). «Le métier est très physique», témoigne Laurent C., 33 ans, chargé de projet sites et sols pollués au sein d'une société spécialisée dans la réhabilitation de sites. Il travaille en particulier sur le diagnostic de sites appartenant à la catégorie «installation classée pour la protection de l'environnement». «Les deux principaux facteurs de pénibilité sont les postures, puisque nous travaillons au niveau du sol, et le port de charges, notamment pour le forage, où le matériel nécessaire est très lourd, explique-t-il. Des conditions qui s'ajoutent à des salaires faibles et qui font que le secteur a beaucoup de mal à recruter.»

**Des différences importantes** Le Commissariat général au développement durable regroupe en «emplois verts» les métiers de l'assainissement et du traitement des déchets, du traitement de la pollution, de la production et de la distribution d'énergie et d'eau ainsi que de la protection de la nature. Tandis que les métiers dits «verdissants» n'ont pas une finalité directement environnementale. Ils sont amenés à prendre en compte les enjeux de l'environnement : transports, construction, tourisme... Derrière les chiffres de l'étude de la Dares se cachent des différences entre emplois verts et emplois verdissants, ainsi qu'entre catégories socioprofessionnelles et professions. Mais même si l'on compare, «les choses ne vont malheureusement pas dans

**Les métiers indispensables à la transition écologique vont-ils incarner une source de déclassement ?**

le bon sens, constate M<sup>me</sup> Havet. Si en général l'utilisation de produits cancérogènes, mutagènes ou reprotoxiques est en baisse, ce n'est pas le cas dans l'économie verte. Le travail de nuit s'est plus développé dans ce secteur que dans l'économie générale. Ce qui représente deux sources d'inquiétude forte avec le risque de développement de cancers professionnels». Veolia, le numéro 1 mondial des services à l'environnement (gestion du cycle de l'eau, de la valorisation des déchets et de l'énergie), travaille à la réduction de la pénibilité. Les métiers concernés représentent près de 10 % des effectifs en France, soit environ 4 000 salariés sur 50 000. «Nous travaillons pour diminuer ce chiffre grâce notamment aux évolutions technologiques qui permettent d'automatiser les tâches manuelles et d'améliorer l'ergonomie au travail, explique l'entreprise. Ainsi, des drones permettent déjà de supprimer certaines tâches historiques d'accès à des espaces confinés comme les égouts ou des silos, ou encore le tri optique qui permet de réduire les gestes répétitifs. L'introduction massive de l'intelligence artificielle va permettre d'aller plus loin.» Mathilde Guergoat-Larivière, professeure de sciences économiques à l'université de Lille et chercheuse au Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques ainsi qu'au CNAM-

CEET, qui a également étudié la qualité des emplois verts, en donne un verdict peu flatteur : «Ils sont, en ce qui concerne les ouvriers, de moins bonne qualité que la moyenne, avec des salaires bas, plus de temps partiel contraint et davantage de contrats courts.» Pour la chercheuse, «ces emplois ne sont pas valorisés du point de vue symbolique, le "care" – qu'il concerne la nature ou les gens – reste sous-valorisé».

**Présence syndicale moins forte** D'autre part, la présence syndicale y est nettement moins forte que dans les secteurs polluants, et ce, pour des raisons historiques. «Il s'agit en partie de nouveaux métiers, explique Anne Le Corre, cofondatrice du syndicat Printemps écologique. De plus, certaines entreprises, notamment celles qui relèvent de l'économie sociale et solidaire n'ont pas de tradition de revendication. Enfin, le secteur fait énormément appel à la sous-traitance qui détruit les liens sociaux ainsi qu'à des travailleurs sans papiers.» Ces emplois verts indispensables à la transition écologique vont-ils incarner une nouvelle source de déclassement ? «Le risque de déclassement pour les salariés du secteur existe», évalue Mathilde Guergoat-Larivière. Les solutions passent notamment par la formation et par la mise en place de nouvelles normes. De plus, «les conventions collectives doivent être harmonisées, car il y a à la fois un problème de valorisation sociale, de rémunération et de conditions de travail», résume Anne Le Corre. Mathilde Guergoat-Larivière estime, quant à elle, qu'«il faut des actions en matière de politiques publiques et des incitations à destination des entreprises. L'Etat employeur doit jouer un rôle de modèle». ■

MYRIAM DUBERTRAND

## QUE FAIT-ON DU TRAVAIL ?

REDONNER LA PAROLE AUX SALARIÉS SUR LEUR TRAVAIL

### « Il est essentiel d'associer les salariés aux décisions sur le travail »

Dans le cadre du projet de médiation scientifique «Que sait-on du travail?» du Laboratoire d'évaluation des politiques publiques de Sciences Po (Liepp), des chercheurs ont analysé les maux du travail et leurs origines dans une série de textes publiés par *Le Monde* tout au long de l'année. Pour «travailler mieux», ces mêmes chercheurs ont avancé quelques pistes d'actions. Dans une deuxième série «Que fait-on du travail?», qui décryptera sur plusieurs mois ce qui est fait du travail, nous avons interrogé des dirigeants d'entreprise sur ce qu'ils pensent des propositions des chercheurs et s'ils les appliqueraient. Cet entretien ouvre le premier épisode de la série. Le premier sujet abordé est celui de la perte de sens au travail, ses liens avec le management, en particulier avec la non-participation des salariés aux décisions qui concernent leur travail, analysé par les économistes Thomas Coutrot et Coralie Perez. Leurs recommandations? Redonner aux salariés le pouvoir d'agir sur leur travail en faisant de leur parole un levier de transformation.

**En tant que directeur général de la MAIF et coprésident du Mouvement Impact France, Pascal Demurger, qu'en pensez-vous ?**

Sur la question du sens au travail, je suis 100 % d'accord avec ces chercheurs. Redonner la parole aux salariés comme levier de transformation pour redonner du sens au travail est essentiel. Le sujet du travail est un angle mort du débat public. On parle rarement des modalités du travail. Or, il y a vraiment du sens autour de l'objet même du travail et ça peut aller au-delà si l'entreprise propose une mission plus large de nature plutôt sociétale. Ce premier sujet, le sens du travail, est fondamental sur la valorisation, y compris la valorisation par le salarié lui-même de la fonction qu'il exerce. Ça passe par la compréhension de sa contribution personnelle dans l'atteinte de l'objectif global de l'entreprise, au-delà de la simple création de bénéfices. Le second point consiste à montrer à chaque collaborateur que l'entreprise lui fait confiance dans l'exécution de son travail, et donc à ne pas l'enfermer dans un process établi par le haut. Avec la considération des salariés, ce sont les trois conditions pour que le travail soit épanouissant. Alors on crée de la performance pour l'entreprise.

**Les chercheurs font trois recommandations : donner une demi-journée par mois aux salariés consacrée aux délibérations sur l'organisation, le contenu et la finalité de leur travail ; instaurer des «délégés au travail réel» chargés d'animer les discussions et de formaliser des propositions à l'employeur ; et, enfin, obliger les employeurs à y répondre. Qu'en pensez-vous ?**

Complètement d'accord avec le principe de prévoir, d'organiser des temps d'échange. Une entre-

**« Quand on a la responsabilité du bien-être des personnes qui nous entourent, on ne peut pas ne rien en faire »**

prise n'est pas une entité à proprement parlé démocratique. On n'est pas dans la cogestion encore moins dans l'autogestion. Mais il est essentiel d'associer les salariés, en particulier aux décisions qui les concernent, et donc aux décisions sur l'organisation, sur les conditions de travail, le contenu et y compris sur la finalité de leur travail. Je n'ai pas d'avis tranché sur la modalité elle-même. Est-ce que c'est plus ou moins d'une demi-journée par mois? Plutôt que de dire d'en haut de la part du législateur, je serais plus à l'aise avec un dispositif fixant un objectif, mais laissant les entreprises et ses acteurs déterminer les modalités, pourquoi pas avec les partenaires sociaux, et pourquoi pas avec une obligation de résultat, dans un cadre défini par la loi.

**Et concernant les délégués ?** Les lois Auroux n'ont certes pas été complètement appliquées, mais normalement c'était plutôt la vocation des CHSCT, qui ont été fondus dans le CSE. Je suis plutôt d'accord pour qu'on identifie les personnes chargées de l'animation des débats et de la formalisation des propositions en lien avec le management local. Mais je ne suis pas favorable à créer des instances de délibération dans un esprit de confrontation, il faut que ce soit dans une démarche constructive impliquant toutes les parties prenantes, y compris le management. Enfin, sur le troisième point, l'obligation faite à l'employeur de répondre, et d'une certaine manière d'expliquer ce qu'il ne souhaite pas mettre en place, c'est complètement légitime. On doit une réponse aux demandes formulées par les salariés.

**Si vous les adoptiez pour la MAIF, que feriez-vous des trois propositions des chercheurs ?**

A la MAIF, on a fait des choses de cette nature, mais de manière très différente, selon les sujets sur lesquels on a voulu échanger avec le corps social. En 2017, pour renégocier l'accord sur l'organisation du temps de travail en entreprise, on a demandé à 750 salariés volontaires de se réunir par petits groupes animés par des managers et des personnes des RH pendant une journée, à cinq reprises, pour co-construire en fonction des métiers et des réalités de terrain ce que pourrait être une proposition d'accord sur l'organisation du temps de travail. On a ainsi abouti à un accord beaucoup plus riche que si on était parti directement en négociations, et on l'a obtenu plus rapidement. Actuellement, on est en train de lancer une «convention» sur l'intelligence artificielle [IA] et l'IA générative. On va réunir un panel de salariés tirés au sort avec une représentation des différents métiers pour les interroger sur quel serait le meilleur usage à faire de l'intelligence artificielle à la MAIF et dans leur métier en particulier. Mais, contrairement à la convention citoyenne, on ne fait pas de surpromesse. On ne dit pas que les propositions des salariés seront adoptées, en revanche elles seront étudiées de bonne foi et on reviendra vers eux pour dire si on prend ou pas, ou pas tout de suite, et pour quelles raisons. A travers ces exemples, on voit bien que, selon les sujets, on peut imaginer des modalités différentes d'association du corps social. Une demi-journée par mois, c'est peut-être bien, mais ce n'est pas la seule modalité possible. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNE RODIER

## AVIS D'EXPERT | DROIT SOCIAL

### De la salle des machines de l'Etat jusqu'au manager

Quand un ancien directeur général du travail pendant treize ans, devenu président de la section du contentieux au Conseil d'Etat et enfin directeur de cabinet du garde des sceaux puis d'une première ministre, prend la plume pour évoquer, sans termes savants ni impressionnant salto juridique arrière, *Les Normes à l'assaut de la démocratie* (Odile Jacob, 208 pages, 22,90 euros), on écoute Jean-Denis Combrexelle. A fortiori à l'aube de la XVII<sup>e</sup> législature de la V<sup>e</sup> République, dans notre pays fracturé où un changement politique doit nécessairement se traduire par un bouleversement législatif.

**NUL N'EST CENSÉ DÉSORMAIS IGNORER LA JURISPRUDENCE, FRANÇAISE ET COMMUNAUTAIRE**

risquent-ils pas d'étouffer nos démocraties? Car «le droit a pris une importance démesurée dans l'action administrative, masquant souvent une forme de conformisme et de refus culturel de la réforme, et du changement», écrit M. Combrexelle. Sujet concernant directement les entreprises, mais aussi le manager de proximité, cet usager du dernier kilomètre de la norme. Ou plutôt de normes proliférantes, car si nul n'est censé ignorer la loi, nul n'est désormais censé ignorer la jurisprudence, française et communautaire. Sans oublier certaines autorités administratives devenues tellement «indé-

pendantes» qu'elles édictent leurs propres règles.

Mais l'auteur s'intéresse heureusement moins au vieux marronnier de l'inflation des normes (commune à tous les pays développés) qu'aux spécificités françaises dans la conception de celles-ci. Evitant clichés, puis «yaka» et autres «faukon», il nous invite dans la salle des machines. Pour suivre, par exemple, l'itinéraire d'un projet de loi avec ses huit étapes, dont les réunions interministérielles, où chaque ministère fait état de ses graves préoccupations, puis l'avis de multiples instances consultatives, où chaque lobby veut tout préciser.

Enfin, le Parlement, qui, «tel Janus, a deux faces : tout en contestant l'afflux de normes au nom de la protection de cité civile qu'il est censé représenter, il amoncelle en réalité les lois et les normes», écrit-il. Car les parlementaires ont «une vision normative et législative de l'action publique». Une loi nouvelle étant aussi plus médiatique que le dernier paragraphe du même article 24 de la Constitution («Le Parlement évalue les politiques publiques»). Ce qui pourrait l'amener à réfléchir sur sa soif de légiférer.

**« Un frein à son efficacité »** Avec, en droit du travail, un problème chronique, l'absence de confiance réciproque entre l'Etat et les partenaires sociaux : «Même s'ils s'en défendent vigoureusement, ils ont parfois du mal à assumer des choix et décisions difficiles ; il leur est par exemple commode de reporter le poids de ces décisions sur le gouvernement.»

La question? «Savoir si l'Etat de droit ne produit pas, bien au-delà de la loi nécessaire, une inflation pathologique de la

norme à un niveau tel que, loin d'être le compagnon naturel et nécessaire de la démocratie, elle devient un frein de plus en plus puissant à son efficacité, surtout dans les sociétés fragiles et divisées (...). Nos sociétés sont en effet confrontées à une forme de développement métastatique de la norme. Le bouc émissaire est tout trouvé : les structures technocratiques et bureaucratiques qui entourent les responsables élus, ce qu'il est convenu de nommer "l'Etat profond"»

«L'Etat profond»? Ah, ces 3 000 «énarques» hypersélectionnés, mais sur des critères attachant parfois plus d'importance à la forme qu'à trouver une solution pragmatique! Mais aussi «une administration experte et suractive, qui interagit en permanence avec les besoins croissants de sécurité juridique des acteurs de la société civile avec un souci d'exhaustivité, de perfection, et de volonté de lutter contre la fraude et l'optimisation».

Un modèle de «perfectitude» à la française? Le récit du passage aux 35 heures, «l'édification de la cathédrale du droit du temps de travail, car envisageant toutes les solutions possibles». Alors que, techniquement, remplacer le chiffre de «39» par «35» dans les articles du code du travail aurait résolu l'essentiel des problèmes.

Mais la responsabilité est collective : «Ce sont toutes les composantes de notre société (entreprises, syndicats, associations, particuliers) qui tout à la fois contestent le trop-plein normatif, mais demandent sans cesse plus de normes (...). L'enfer, ce sont les normes des autres!» ■

Jean-Emmanuel Ray est professeur émérite à l'école de droit de Paris-I Panthéon-Sorbonne.



# Elias Khoury

## Ecrivain et intellectuel libanais

Funeeste écho à la phase de désintégration que traverse le Proche-Orient : l'écrivain et intellectuel libanais Elias Khoury, qui n'a cessé de lutter en faveur d'une renaissance politique et culturelle arabe, est mort, dimanche 15 septembre, à l'âge de 76 ans. L'homme à la tignasse blanche et à la voix de fumeur, défenseur inlassable de la cause palestinienne, a succombé à une longue maladie, au moment où Gaza agonise sous les bombardements israéliens, où Beyrouth s'abîme dans une crise sans fin et où Damas étouffe sous le joug du clan Assad.

Le défunt rédacteur en chef de l'édition arabe de la *Revue d'études palestiniennes* laisse une œuvre littéraire foisonnante, riche de seize romans, acclamés et traduits dans le monde entier, qui ont puissamment contribué au renouveau du genre au Proche-Orient. Son livre le plus célèbre, *La Porte du soleil* (Actes Sud, 2003), le conte tragique de la dépossession palestinienne, la Nakba, a été adapté en 2004 au cinéma par le réalisateur égyptien Yousri Nasrallah.

Mais les engagements de cette figure de la gauche arabe, persuadée que la libération des Palestiniens est inséparable de la démocratisation de la région et dont la chronique, chaque mardi, dans le quotidien panarabe *Al-Quds al-Arabi*, était guettée par tous les progressistes de la région, s'achèvent sur un douloureux constat d'échec.

« Les peuples de la région sont pris en étau entre le despotisme arabe et l'occupation israélienne, avait-il confié en 2021 au Monde. Nous ne nous sommes jamais sentis aussi seuls. Le soi-disant "premier monde" ne nous regarde plus, nous, habitants du soi-disant "tiers-monde", que comme une menace pour la civilisation blanche, qu'il faut tenir à distance », ajoutait-il, dans une préfiguration inconsciente de l'acquiescement des Occidentaux à l'écrasement de Gaza, trois ans plus tard. « C'est terriblement triste, la disparition d'Elias correspond à un moment d'effondrement généralisé », souligne le politiste libanais Ziad Majed, professeur à l'Université américaine de Paris, l'un de ses proches.

Et pourtant, malgré cette succession de défaites, intimes et collectives, ce dont son entourage veut aussi se rappeler, c'est d'un homme à l'humour contagieux,

jamais à court d'un bon mot ou d'une vacherie, d'un bon vivant, fana de mezze et d'arak, le pastis levantin, habité par un profond amour de l'arabité. « C'était un ami incroyablement vivant, dans le courage, à contre-courant. Nous avons tellement ri ensemble », se souvient Elias Sanbar, ancien ambassadeur de la Palestine à l'Unesco.

Elias Khoury naît en 1948, dans un foyer grec orthodoxe d'Achrafiyé, le quartier chrétien de Beyrouth. Comme pour de nombreux membres de sa génération, la débâcle des armées arabes face à Israël, lors de la guerre des Six-Jours, en 1967, constitue un moment de bascule. Après avoir visité un camp de réfugiés palestiniens, en banlieue d'Amman, en Jordanie, il rejoint les rangs du Fatah, alors un embryon de guérilla, dirigé par un certain Yasser Arafat, surveillé de près par la monarchie hachémite.

### La guerre civile en toile de fond

En 1971, plus motivé par le travail intellectuel que par le maniement de l'AK-47, il part étudier la sociologie à l'Ecole pratique des hautes études de Paris, sous la tutelle d'Alain Touraine (1925-2023). Il assiste aussi au séminaire de Michel Foucault (1926-1984) au Collège de France. A son retour à Beyrouth, en 1973, il intègre la rédaction de *Chououne Filastiniya* (*Affaires palestiniennes*), la revue du centre de recherche de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), alors dirigée par le poète Mahmoud Darwich (1941-2008). La centrale palestinienne, dont Yasser Arafat a pris les commandes, s'est installée à Beyrouth après avoir été chassée de Jordanie.

Lorsque la guerre civile libanaise éclate, en 1975, Elias Khoury participe aux combats, aux côtés de l'OLP et de ses alliés de gauche, contre les milices chrétiennes. Il fait le coup de feu au sein de la katiba Al-Toulabiya, une unité du Fatah composée de jeunes intellectuels gauchisants. Cet engagement à rebours de son affiliation religieuse l'oblige à quitter le domicile familial et lui vaut une blessure à l'œil. En parallèle, il se met à écrire des romans. *La Petite Montagne* sort en 1977 et *Visages blancs* en 1981, deux ouvrages avec la guerre civile en toile de fond.

Sa technique narrative, fondée sur le chevauchement et l'entrelacement des histoires, le fait rapidement remarquer. Le procédé

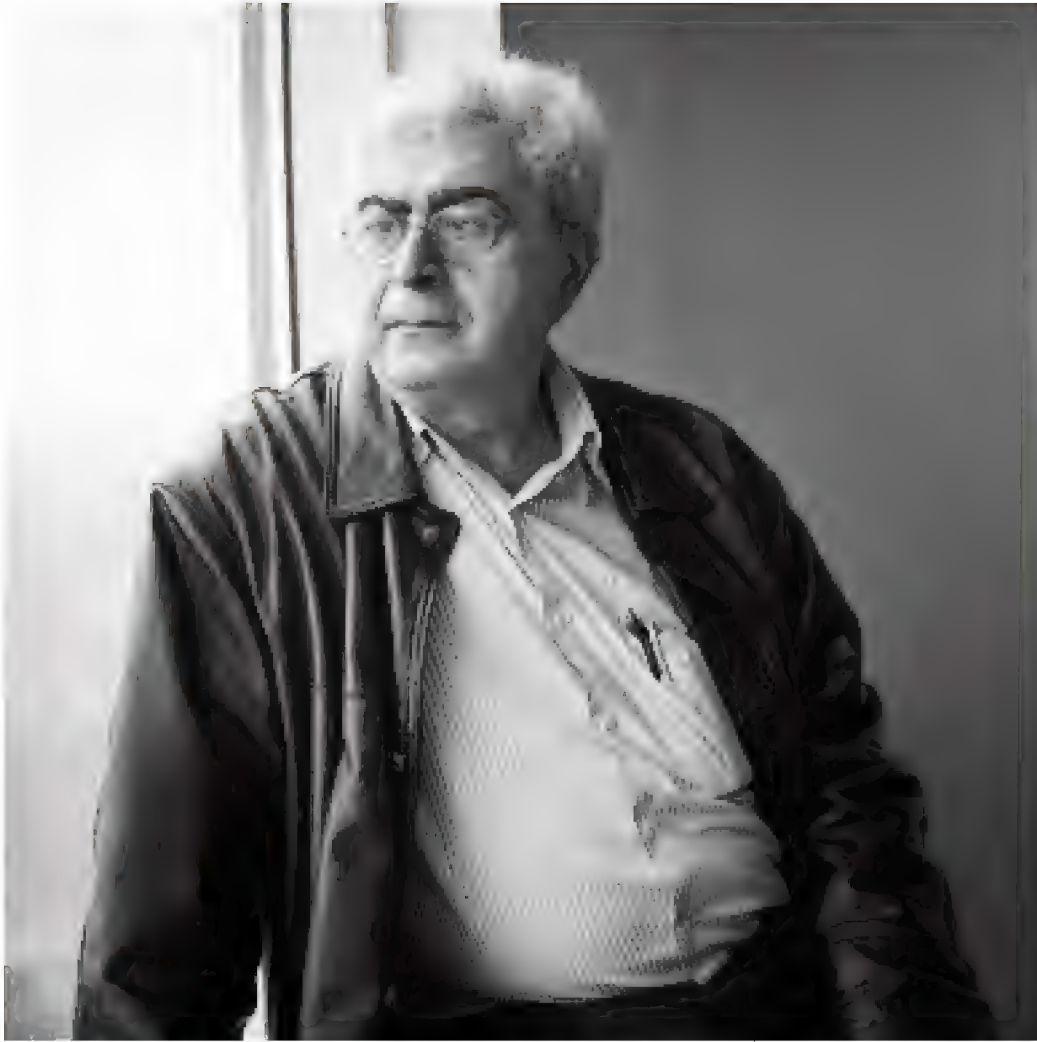
rompt avec le style linéaire, hérité de l'Égyptien Naguib Mahfouz (1911-2006), le père de la littérature moderne arabe. Il sera poussé à son paroxysme avec *La Porte du soleil*, récit hypnotique et torrentiel, dans la tradition des *Mille et Une Nuits*. « Je suis un étudiant de Shéhérazade, je ne raconte pas une histoire mais la façon dont l'histoire a été racontée », se plaisait à dire Elias Khoury. « Il a inventé un langage nouveau, adapté à la modernité, qui permet d'introduire une discussion sur l'écriture », observe Farouk Mardam-Bey, son éditeur en français, chez Actes Sud.

A l'instar de ses confrères Sonallah Ibrahim et Gamal Ghitany (1945-2015) qui, à la fin des années 1960, avaient révolutionné le paysage littéraire égyptien, Elias Khoury a été le pilier d'une nouvelle génération d'écrivains libanais, comme Hoda Barakat et Jabbour Douaihy (1949-2021). Des auteurs décidés à dépeindre leur pays sous tous ses aspects, même les moins reluisants, à rebours du cliché de la « Suisse du Proche-Orient », dominant jusque-là dans la production artistique libanaise.

A côté de son œuvre littéraire, Elias Khoury développe une intense activité journalistique. Congédié en 1979 de *Shu'un Filastiniyya* pour avoir publié des opposants à la ligne du Fatah, il prend la tête des pages culturelles du quotidien *As Safir*, qu'il quitte à la fin des années 1980, par opposition à son tournant pro-Damas.

A l'issue de la guerre civile, en 1990, il s'investit dans la lutte pour le redressement et l'indépendance du Liban. Le Théâtre de Beyrouth, dont il prend la direction artistique, devient le point de ralliement des opposants à la gentrification du centre-ville menée à marche forcée par le premier ministre Rafic Hariri (1944-2005) et des défenseurs des libertés publiques, inquiets de la mainmise des *moukhabarat* (renseignements) syriens sur la vie politique locale. Deux combats qu'il mène aussi dans les pages du *Moulhaq*, le supplément culturel hebdomadaire du quotidien *An-Nahar*, qu'il dirige de 1993 à 2008 et où il fait venir les meilleures plumes du pays, comme l'historien Samir Kassir (1960-2005).

La confrontation avec le régime Assad se durcit lorsque le *Moulhaq* se fait le porte-voix de la « révolution du Cèdre » : la gigantesque



En 2005. LAURENT DENIMAL/OPALE. PHOTO

manifestation du 14 mars 2005 qui mène au départ des troupes d'occupation syriennes. La vengeance de Damas est sanglante : Samir Kassir est assassiné en juin et Gebrane Tuéni (1957-2005), le patron d'*An-Nahar*, en décembre. « Après ce double assassinat, de nombreux journalistes du Moulhaq ont cessé de venir au bureau, de peur de subir le même sort, raconte le documentariste Mohammed Ali Atassi, qui fut l'une des voix syriennes du supplément. Mais Elias, lui, n'a rien changé à ses habitudes. C'était un vrai combattant. »

### Espoirs trahis, batailles perdues

A partir de 2011, il met cette ardeur au service de la révolution syrienne, dont il espère qu'elle débouchera sur un renversement de Bachar Al-Assad. Au grand dam de la vieille gauche arabe, qui, par réflexe anti-impérialiste, serre les rangs autour du dictateur syrien. A l'automne 2019, il participe aux manifestations de masse qui secouent Beyrouth, dans lesquelles il veut voir la fin du système confessionnel et oligarchique libanais. Deux espoirs trahis, deux batailles perdues.

Sur le dossier palestinien, ce pourfendeur du système d'occu-

pation israélien n'hésite pas à adopter des positions impopulaires. En mars 2001, en pleine seconde Intifada, il signe une pétition contre la tenue, à Beyrouth, d'une conférence niant l'existence de la Shoah. En plus d'accepter que ses œuvres soient traduites en hébreu, notamment *La Porte du soleil*, il consent, en 2014, à donner une interview au quotidien israélien *Haaretz*. Il s'y dit favorable à un boycottage des institutions de l'Etat hébreu, mais, en véritable artiste, curieux des êtres, refuse toute sanction de ce type à l'encontre des individus et des journaux.

Son ultime roman devrait sortir en français dans le courant de l'année 2026 chez Actes Sud. Il s'agira du dernier tome de sa trilogie, *Les Enfants du ghetto*, où il explore la communauté de destin des juifs et des Palestiniens. « Elias Khoury ne s'est jamais laissé abattre par la situation politique, aussi difficile soit-elle, a témoigné sur X l'un de ses proches, l'anthropologue libanais Ghassan Hage. C'est tout le contraire, même. Il a fait de l'écriture en période d'effondrement une forme d'art qui est toujours parvenue à nous élever, quel que soit notre niveau de désespoir. » ■

BENJAMIN BARTHE

**1948** Naissance à Beyrouth  
**1975** Participation à la guerre civile, dans les rangs des Palestiniens  
**1993** Rédacteur en chef du supplément culturel du quotidien *An-Nahar*  
**2005** Soutien à la « révolution du Cèdre », qui aboutit au retrait des forces syriennes du Liban  
**15 SEPTEMBRE 2024** Mort à Beyrouth

# Jean-Guy Boin

## Figure de l'édition

Avec Jean-Guy Boin, mort le 13 septembre des suites d'un cancer, à l'âge de 73 ans, disparaît un des meilleurs experts des rouages de l'édition française, qu'il a accompagnée dans son essor et ses mutations pendant plus de quatre décennies. « Il connaissait le fonctionnement de l'édition et de la librairie, mieux que n'importe qui », souligne l'éditrice Liana Levi, qui l'avait fait nommer, en 2000, à la tête de l'organisme chargé d'assurer la promotion du livre français à l'international.

Ayant pris sa retraite en 2018, il était resté actif avec ses deux plus fidèles compères, François Gèze, directeur de La Découverte, décédé brutalement en août 2023, et Henri Causse, le bras droit de Jérôme Lindon (puis de sa fille Irène) aux Editions de Minuit, décédé mi-juillet, avec lequel il avait créé en décembre 1988 l'Association pour le développement de la

librairie de création. Ces trois hommes, dont les convictions les classaient à gauche, ont durablement marqué l'édition, un milieu pourtant conservateur. Ils ont été les ardents promoteurs de la loi Lang de 1981 sur le prix unique du livre, dont les effets se font sentir jusqu'à nos jours. Si le livre n'est pas une marchandise comme les autres, c'est parce que son économie repose sur la péréquation (les livres à succès financent les autres) et sur un réseau diversifié de distribution (les librairies). Il était présent le 4 septembre à la remise du prix littéraire du Monde, sa dernière sortie publique.

Rien ne prédisposait pourtant Jean-Guy Boin à devenir ce personnage-clé de l'édition française. Né à Tananarive (actuelle Antananarivo), à Madagascar, le 6 janvier 1951, car son père militaire était affecté dans cette île de l'océan Indien, alors colonie française, il poursuit ses études à la

Martinique, avant d'être interne à Fontainebleau (Seine-et-Marne). Devenu étudiant, dans l'effervescence de Mai 68 et en opposition à son milieu familial, il amorce un fort engagement militant chez les maos, distribue *La Cause du peuple* en compagnie de Michel Foucault et s'éloigne de la Gauche prolétarienne avant son autodissolution, en novembre 1973.

### « Un esprit très libre »

A cette époque, pour vivre, il exerce plusieurs métiers et devient entre autres chauffeur, ce qui lui permet de connaître la capitale comme sa poche. En parallèle, il poursuit des études de droit à Assas, dont il sera viré, puis d'économie à l'université Paris-I et achève ses études par un troisième cycle de sociologie à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

C'est par le cabinet d'expertise Syndex, au service exclusif des re-

**6 JANVIER 1951** Naissance à Tananarive (Madagascar)  
**1986** Directeur commercial et financier de La Découverte  
**1988** Cofondateur de l'Association pour le développement de la librairie de création  
**1992-2000** Chargé du département de l'économie du livre au ministère de la culture  
**2000-2018** Directeur du Bureau international de l'édition française (ex-France édition)  
**13 SEPTEMBRE 2024** Mort à Paris

présentants des salariés, que Jean-Guy Boin entre dans le secteur du livre. Il n'avait pas son pareil pour analyser le compte d'exploitation d'une librairie ou d'une maison d'édition. Il travaille aussi à l'Asfo-dél (association de formation de la librairie), où il fait la connaissance d'Henri Causse.

En 1986, François Gèze, qui dirige La Découverte (ex-Maspero), est à la recherche d'un nouvel associé ; cela sera Jean-Guy Boin. Les deux hommes partagent les mêmes convictions et une passion pour l'Amérique latine. Le partage des tâches entre les deux est simple, à l'un l'édition, à l'autre les comptes et la relation clientèle. Avec lui, il crée en 1990 Le Monde-Editions, une société détenue à 51 % par Le Monde et à 49 % par La Découverte, qui sera dissoute en 1996.

Entre-temps, avec Jean-Marie Bouvaist, il a coécrit *Du printemps des éditeurs à l'âge de raison. Les nouveaux éditeurs en France (1974-*

*1988)* (La Documentation française, 1989), un livre qui fit référence pendant une décennie et lui ouvrit les portes du ministère de la culture, où il s'occupe de l'économie du livre. Entre autres dossiers, il a marqué de sa griffe la loi de 1995 sur le photocopillage.

Il deviendra ensuite le visage de l'édition française à l'international, promouvant les petits éditeurs dans les foires internationales tout en ménageant les gros. Anticonformiste, Jean-Guy Boin était écouté par tous les éditeurs (Vincent Montagne, Serge Eyrolles ou Sabine Wespieser...). « C'était un esprit très libre, n'appartenant à aucun clan », ajoute Antoine Gallimard. Avec son vieux scooter qui fuyait, il arrivait souvent en retard dans les cours des ministères pour dispenser ses conseils. L'homme avait pour réputation de compartimenter sa vie. Il laisse trois fils, dont il était très fier. ■

ALAIN BEUVE-MÉRY





en vente  
actuellement

En kiosque



Hors-série



Hors-série



Hors-série



Hors-série

Collection

Le monde de

Simenon



Actuellement en vente,  
le volume n° 2  
LA MORT DE BELLE »

Nos services

Lecteurs

Abonnements

Sur [abo.lemonde.fr](http://abo.lemonde.fr)  
Par tél. au 03 28 25 71 71  
de 9 h à 18 h (prix d'un appel local)

Le Carnet du Monde

[carnet@mpublicite.fr](mailto:carnet@mpublicite.fr)

Pour déposer au Monde vos documents confidentiels

[www.leguide.fr](http://www.leguide.fr)



Le Carnet

Vous pouvez nous faire  
parvenir vos textes

soit par e-mail :  
[carnet@mpublicite.fr](mailto:carnet@mpublicite.fr)  
*(en précisant impérativement  
votre numéro de téléphone  
et votre éventuel numéro  
d'abonné ou de membre  
de la SDL)*

soit sur le site :  
<https://carnet.lemonde.fr>

L'équipe du Carnet  
reviendra vers vous  
dans les meilleurs délais  
pour vous confirmer  
la parution.

 [carnet@mpublicite.fr](mailto:carnet@mpublicite.fr)  
<https://carnet.lemonde.fr>

Mariage

Trente ans après avoir annoncé la naissance de notre fils, nous avons le plaisir de célébrer l'union de

Niels BRALEY  
et  
Victoire RISSELET,

le 14 septembre 2024.

Décès

Aix-en-Provence.

La famille de

M. Claude ANDURAND,

a l'immense douleur de faire part de son décès, survenu le mardi 10 septembre 2024, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Les obsèques civiles auront lieu le vendredi 20 septembre, à 11 h 30, au crématorium d'Aix-les-Milles, suivies de la crémation.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

M<sup>me</sup> Anne-Marie Belval,  
née Uthuriague,  
son épouse,  
Sophie,  
sa fille,  
Hector et Félix,  
ses petits-enfants,  
Ludovic Sautelet,  
son gendre  
Ainsi que toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Patrick BELVAL,  
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 12 septembre 2024, à Paris, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 19 septembre, à 15 heures, en l'église Saint-François-Xavier, Paris 7<sup>e</sup>.

Il sera inhumé dans l'intimité familiale, au cimetière de Montmartre, Paris 18<sup>e</sup>.

Le président de l'Université Paris Cité,  
Le doyen de la faculté de droit, d'économie et de gestion de l'Université Paris Cité,  
Ses collègues  
Et l'ensemble du personnel,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Denis BERTHIAU,  
maître de conférences en droit privé, habilité à diriger des recherches, à l'Université Paris Cité.

Ils se joignent à la douleur de sa famille et de ses proches auxquels ils présentent leurs plus sincères condoléances, au nom de la communauté universitaire enseignante et étudiante.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 19 septembre 2024, à 15 heures, en l'église de Savenay, suivie de l'inhumation au cimetière de Savenay.

Ses fils  
et leurs compagnes,  
Ses petits-enfants,  
Sa compagne,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Guy BOIN,

survenu le 13 septembre 2024, à Paris.

Une cérémonie d'hommage aura lieu en la salle de la Coupole, du crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20<sup>e</sup>, le vendredi 20 septembre, à 13 h 30.

Homme de culture et d'émotions, il manquera à ceux qui l'ont connu.

L'Adelc (Association pour le développement de la librairie de création), son conseil d'administration, son comité d'engagement, l'équipe de l'Adelc,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Guy BOIN,  
membre fondateur,  
membre du comité d'engagement et, jusqu'à ce 13 septembre 2024, vice-président de l'association.

Les obsèques auront lieu le vendredi 20 septembre, à 13 h 30, en la salle de la Coupole, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20<sup>e</sup>.

Claudette,  
son épouse,  
Adrien, Sandrine et Hervé, Romain et Marie,  
ses enfants,  
Mathis, Liam, Ewenn, Ophélie, Aristide,  
ses petits-enfants  
Ainsi que toute la famille  
Et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Yann BOSCHER,  
ancien administrateur et directeur général adjoint des services du conseil général des Côtes-d'Armor,

survenu le jeudi 12 septembre 2024, à l'âge de soixante-treize ans.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

PF de Ruys, Sarzeau,  
Tél. : 02 97 41 36 14.

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Claude HENRY,  
Grand Prix de Rome, professeur émérite au CNSMD de Paris,

survenu le 12 septembre 2024, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

La cérémonie religieuse se déroulera le mercredi 18 septembre, à 14 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, à Neuilly-sur-Seine, suivie de l'inhumation, à 16 h 30, au cimetière parisien de Bagneux, 45, avenue Marx-Dormoy, à Bagneux.

Gabriel et Simone Heugas,  
ses parents,  
Stéphanie,  
son épouse,  
Valentine et Baptiste,  
ses enfants,  
Jean-François,  
son frère,  
Les familles Rey, Heugas et Bordenave,

font part du rappel à Dieu de

Nicolas HEUGAS,  
lieutenant-colonel (er), chevalier dans l'ordre national du Mérite.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 20 septembre 2024, à 15 heures, en l'église de Caubios-Loos.

76, Grande Rue,  
28300 Berchères-Saint-Germain.  
PF Handy Mondeilh,  
64121 Serres-Castet.  
Tél. : 05 59 33 23 70.

Marion Brugière,  
son épouse,  
Anne-Juliette et Maurice,  
Olivier et Léonore,  
ses enfants,  
Lisa, Clara, Inès, Raphaëlle, Samuel,  
ses petits-enfants  
Et toute sa famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

Bernard BRUGIÈRE,  
professeur émérite à l'université Sorbonne Nouvelle-Paris 3,

survenu le 14 septembre 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 19 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris 6<sup>e</sup>.

Jean Durup,  
son époux,  
Sylvie, Florence, Juliette,  
ses belles-filles  
et leurs enfants,  
Nolan,  
son beau-fils,  
Anne, Marie-Cécile, Marie-Thérèse et Rose,  
ses amies,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Elisabeth GIRE DURUP,

survenu le 8 septembre 2024, à Paris, dans sa soixante-seizième année, des suites d'une longue maladie.

Après des études de philosophie, Elisabeth Gire Durup a mené l'essentiel de sa carrière au sein des services sociaux de la mairie de Paris.

Un hommage lui sera rendu dans l'intimité, le jeudi 19 septembre, à 16 heures, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, 71, rue des Rondeaux, Paris 20<sup>e</sup>.

Rikako Watanabe - Henry,  
son épouse,  
Marie-Rose Henry - Watanabe, Axelle Henry,  
Luc-Emmanuel Henry,  
ses enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Claude HENRY,  
Grand Prix de Rome, professeur émérite au CNSMD de Paris,

survenu le 12 septembre 2024, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 18 septembre, à 14 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, à Neuilly-sur-Seine, suivie de l'inhumation, à 16 h 30, au cimetière parisien de Bagneux, 45, avenue Marx-Dormoy, à Bagneux.

Caubios-Loos (Pyrénées-Atlantiques). Berchères-Saint-Germain (Eure-et-Loir).

Gabriel et Simone Heugas,  
ses parents,  
Stéphanie,  
son épouse,  
Valentine et Baptiste,  
ses enfants,  
Jean-François,  
son frère,  
Les familles Rey, Heugas et Bordenave,

font part du rappel à Dieu de

Nicolas HEUGAS,  
lieutenant-colonel (er), chevalier dans l'ordre national du Mérite.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 20 septembre 2024, à 15 heures, en l'église de Caubios-Loos.

76, Grande Rue,  
28300 Berchères-Saint-Germain.  
PF Handy Mondeilh,  
64121 Serres-Castet.  
Tél. : 05 59 33 23 70.

Bourg-Saint-Andéol. Pierrelatte.

Véronique et Philippe, Karine et Thierry,  
ses filles et leurs conjoints,  
Quentin, Loïc, Yann, Corentin, Julie et Ninon,  
ses petits-enfants,  
Les familles Moutou et Zilberberg,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Hugues MOUTOU,

survenu à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Un temps de recueillement aura lieu le vendredi 20 septembre 2024, à 10 h 15, au crématorium de Bourg-Saint-Andéol, suivi de la crémation à 11 heures.

Registre de condoléances à disposition à la chambre funéraire.

La famille vous remercie des marques de sympathie que vous lui aurez témoignées.

Cet avis tient lieu de faire-part.

PF Combet.  
Tél. : 04 75 54 75 76.

Annonay. Tournon-sur-Rhône. La Ciotat.

M<sup>me</sup> Michèle Rolland,  
son épouse  
Et sa famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Robert ROLLAND,  
ancien principal du collège de Tournon-sur-Rhône.

La cérémonie a eu lieu ce mercredi 18 septembre 2024, à 14 heures, au crématorium de Beaumont-lès-Valence.

M. Amine Mostefai,  
son fils,  
Nailya,  
sa belle-fille,  
Neil, Adam et Noah,  
ses petits-enfants,  
M. Ghazi Mostefai,  
son fils,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Fatiha SAHRAOUI-MOSTEFAI,  
première femme avocat au barreau d'Alger, ancienne avocat au barreau de Paris,

survenu le 11 septembre 2024, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

36, rue Bourbia (ex Luciani), El Biar Alger (Algérie).  
[mostefai.alger@gmail.com](mailto:mostefai.alger@gmail.com)

M<sup>me</sup> Muriel Davies,  
son épouse,  
Mathieu et Alexandre,  
ses fils,  
M. et M<sup>me</sup> Antoine Toscano,  
ses parents,  
Angèle et Fabrice,  
sa sœur et son frère  
Et toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Joseph TOSCANO,

survenu le 12 septembre 2024, à l'âge de cinquante-quatre ans.

Envie d'être utile ? Rejoignez-nous !

Les bénévoles de SOS Amitié écoutent par téléphone et/ou par internet ceux qui souffrent de solitude, de mal-être et peuvent avoir des pensées suicidaires.

Nous recherchons des écoutants bénévoles sur toute la France. L'écoute peut sauver des vies et enrichir la vôtre ! Choix des heures d'écoute, formation assurée.

En IdF RDV sur [www.sosamitiidf.asso.fr](http://www.sosamitiidf.asso.fr)  
En région RDV sur [www.sos-amitie.com](http://www.sos-amitie.com)

Société éditrice du « Monde » SA  
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus  
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio  
Directrice de la rédaction Caroline Monnot  
Direction adjointe de la rédaction Grégoire Allix, Maryline Baumard, Philippe Broussard, Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevallereau, Alexis Delcambre, Anne Eveno, Mane-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi, Cédric Pietralunga  
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann  
Directrice déléguée au développement des services abonnés Françoise Tovo  
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs Gilles van Kote  
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel Davidenkoff (Événements), Jérôme Gautheret, Michel Guerrin, Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (cheffe d'édition), Alain Salles (Débats et Idées)  
Direction artistique Emmanuel Laparra  
Infographie Delphine Papin  
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte  
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico  
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente, Gilles Paris, vice-président

vos

dédicaces

se signent

dans les pages

du Carnet du

Monde



Le Carnet

Pour toute information : [carnet@mpublicite.fr](mailto:carnet@mpublicite.fr) - Prix à la ligne : 33,60 € TTC.







Jean-François Sivadier,  
à Paris, le 9 septembre.  
ADRIENNE SURPRENANT/MYOP  
POUR « LE MONDE »

# Jean-François Sivadier, accoucheur des possibles

L'auteur et metteur en scène signe, avec « Portrait de famille, une histoire des Atrides », l'un des meilleurs spectacles de la rentrée

## PORTRAIT

À l'heure de parler de Jean-François Sivadier, on se retrouve face à un paradoxe. L'homme est à la fois transparent en apparence et énigmatique. Lumineux et semblant préserver jalousement ses zones d'ombre et de secret. Sa présence, minérale, massive, habite l'espace, banal, où il a donné rendez-vous, tout en se dissolvant de manière aérienne et rêveuse. Il est l'un des plus grands metteurs en scène français de théâtre et d'opéra, l'un des plus célébrés, doublé d'un auteur, mais... Mais quoi ? Il échappe, y compris à ses proches, qui témoignent de cette dimension insaisissable.

En attendant, l'impétrant signe l'un des meilleurs spectacles de la rentrée, avec ce *Portrait de famille, une histoire des Atrides*, à voir au Théâtre de la Commune (jusqu'au 29 septembre), à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), puis en tournée partout en France jusqu'à la fin de la saison : quatre heures de plaisir chimiquement pur, qui retournent les spectateurs comme une crêpe entre rire et effroi. Le spectacle, créé avec une promotion d'élèves-acteurs du Conservatoire national supérieur d'art dramatique, s'offre comme une quintessence de son art de metteur en scène-auteur, où les paradoxes dansent la sarabande, entre tragédie et comédie, théâtre savant et fête populaire, énergie frassante et mélancolie.

A 61 ans, il semble avoir encore gagné en liberté. Il n'en manquait pas, pourtant, dans les spectacles montés avec la troupe emmenée par son alter ego Nicolas Bou-

chaud, du *Mariage de Figaro* (2000) à *Othello* (2022), en passant par *La Vie de Galilée* (2002) ou *Le Roi Lear* (2007), de même qu'à l'opéra, où il a imposé d'autres codes, aussi bien avec *La Traviata* (2011) qu'avec *Don Giovanni* (2017) ou *Carmen* (2010).

Est-ce parce que le théâtre lui colle à la peau depuis toujours ou presque qu'il peut ainsi en faire un vaste terrain de jeu où tout est possible, pour la plus grande joie des spectateurs ? « *Je ne sais pas ce qui a tissé cette fibre artistique qui nous a contaminés, mon frère [Pierre-Michel Sivadier, pianiste, compositeur, chanteur et auteur] et moi, s'interroge-t-il. Peut-être s'est-elle formée dans un épisode un peu mythique de notre famille : avant notre naissance, nos parents ont sillonné l'Afrique centrale, de village en village, avec leur petite entreprise de cinéma ambulant.* »

### « Espace de liberté incroyable »

Quand les deux frères Sivadier naissent, l'aventure est terminée, qui laisse sans doute ses effluves de nostalgie. Les parents gèrent un garage station-service au Mans. Du plus loin qu'il s'en souvienne, Jean-François Sivadier a créé des pièces pour marionnettes dans sa chambre et fondé un club théâtre à l'école dès l'âge de 10 ans. Premier spectacle : une adaptation de *Peau d'âne*, assortie d'imitations de Claude François. Cet éclectisme et ce goût pour la variété française seront toujours là, au fil d'un parcours où le théâtre a été comme un ventre maternel qu'il n'a plus jamais quitté.

Jouer, mettre en scène, écrire, associer théâtre et musique, tout était là depuis le départ. « *Le spec-*

*tacle, c'était un espace de liberté incroyable, un peu transgressif. Une manière d'être au monde plus intense, plus déraisonnable, plus folle* », note-t-il. A partir de là, il a traversé des univers de théâtre très différents, qui semblent s'être agrégés pour former sa propre pelote, dans cette ville du Mans où, dans les années 1980, se côtoient le classicisme du metteur en scène André Cellier (1926-1997), qui dirige le Centre théâtral du Maine, et la radicalité du Théâtre du Radeau, avec l'artiste François Tanguy (1958-2022) à sa tête. Le Mans où, surtout, une météorite du théâtre français commence à débouler : Didier-Georges Gabily (1955-1996).

L'auteur et metteur en scène, à la fois star et un peu maudit, est l'un des trois grands dramaturges apparus dans ces années 1980, avec Koltès et Lagarde, mais c'est aussi le moins connu, en raison de sa mort prématurée, à 40 ans. « *Sa rencontre a changé ma vie et ma vision du théâtre, assure Jean-François Sivadier. Il avait un rapport au texte, à la langue, à la prise de parole totalement différent de l'approche classique. Quelque chose d'archaïque, de "tripal", de tribal, d'organique. Un rapport au*

« Le meilleur moyen d'aller très loin dans la tragédie, c'est d'avoir son clown en tête »

JEAN-FRANÇOIS SIVADIER

corps qui faisait qu'on était toujours d'une certaine manière en train de danser. Il nous dirigeait comme des danseurs, lourds, puissants, un peu comme des monstres. Il n'expliquait rien, mais il portait sur nous un regard on ne peut plus amoureux et intense : on commençait un mouvement, et lui le continuait, nous suggérant sa suite, et c'était exactement ce qu'on avait envie de faire sans le savoir. Il mettait les acteurs au centre et les rendait immenses. C'est vraiment ce que j'ai gardé de lui : quelque chose de l'ordre d'un accoucheur des possibles de l'acteur. »

### « Fête du plateau »

Jean-François Sivadier a fait mieux que retenir la leçon. Après la mort de Gabily, en 1996, il aurait pu se contenter d'être l'héritier en chef de cette étoile filante. Mais il avait d'autres désirs. Celui d'un théâtre plus ludique, plus joyeux, plus composite, notamment. « *Le rapport au plaisir, il est fondamental pour moi. Brecht explique très bien à quel point le plaisir au théâtre est un outil de travail, qui permet au spectateur de rentrer dans la fable et dans les personnages. Et je me dis toujours qu'il y a peut-être un enfant de 10 ans dans la salle, qui ne va pas forcément comprendre telle pièce de Shakespeare ou d'Ibsen, mais qui, en éprouvant cette fête du plateau, pourra avoir un chemin avec le théâtre. Ce qui fait la principale particularité du jeu dans mes spectacles, c'est que le plaisir et la joie de prendre la parole sont le premier enjeu.* »

Alors ce grand admirateur d'Antoine Vitez et d'Ariane Mnouchkine a inventé son propre théâtre, un théâtre où les cloisons tom-

bent entre les acteurs et les spectateurs, qui sont convoqués comme des participants actifs à la représentation – sans qu'il s'agisse aucunement de théâtre participatif. « *C'est une façon de mettre en scène le public tout en respectant sa place de public, détaille-t-il. De titiller sa capacité, son désir de jouer. Michel Bouquet disait que, au théâtre, on ne va pas assister à une représentation, mais jouer la représentation avec les acteurs. C'est tellement vrai... C'est une façon de dire aux spectateurs qu'on n'est pas là parce qu'on a un produit à leur montrer, mais pour faire une expérience qui ne peut advenir que parce qu'ils nous regardent. Cette idée de faire de la représentation un moment d'expérience, c'est un moteur extraordinaire : il s'agit de montrer les hypothèses que l'on met en jeu, plutôt que de définir une logique du comportement des personnages, et de créer un espace qui n'est qu'un décor, des accessoires qui ne sont qu'accessoires. On fuit alors l'illustration pour mettre en jeu l'énergie que l'on prête aux auteurs, la joie de leur geste originel d'écriture.* »

Ce postulat mené tambour battant a produit nombre de spectacles réjouissants, qu'il s'agisse de pièces personnelles comme *Italienne avec orchestre* (1997) ou *Sentinelles* (2021), ou des mises en scène de grands classiques de Molière, de Shakespeare ou de Brecht. Des spectacles où, toujours, se mêlent le tragique et le comique, qu'il s'agisse d'injecter toute la dimension dérisoire et folle de l'humain dans *La Mort de Danton* (2005) ou dans *Le Roi Lear*, ou de gratter l'abyssale noirceur de Feydeau tout en laissant le public plié en deux de rire, dans une *Dame de chez Maxim* (2009) d'anthologie.

Ce mix and match comico-tragique a pu être reproché au metteur en scène, qui l'assume pourtant totalement, de même que le travail sur le clown, qui sous-tend son parcours et celui de ses acteurs, Nicolas Bouchaud en tête. « *On ne parle pas là du clown à nez rouge, mais de ce qu'il en est pour un acteur de trouver son clown, précise-t-il. C'est comme un garde-fou : le meilleur moyen d'aller très loin dans la tragédie ou dans une*

« La particularité de mes spectacles, c'est que le plaisir et la joie de prendre la parole sont le premier enjeu »

JEAN-FRANÇOIS SIVADIER

*figure d'une extrême violence, c'est d'avoir son clown en tête. D'avoir conscience qu'on pourrait faire la même chose de manière dérisoire, ridicule, grotesque. C'est lié à notre manière de mettre en jeu le rapport au public, aussi : les spectateurs savent très bien que, dans la vie, la comédie et la tragédie sont inextricablement mêlées. Pourquoi voudrait-on qu'au théâtre elles soient séparées ? »*

Dont acte, avec ces Atrides en folie qu'est *Portrait de famille*. Jamais on n'avait autant ri devant la tragédie grecque. Et jamais, pourtant, on n'avait aussi bien compris l'enchaînement fatal des violences et des vengeances, en son mélange indissoluble d'intime et de politique. « *Les Atrides parlent de toutes les formes de guerre, observe Jean-François Sivadier : entre les hommes et les dieux, entre les peuples, entre parents et enfants, frères et sœurs, hommes et femmes... Il y a en eux un motif universel, qui est celui de la famille comme premier foyer du rapport à l'autre, du traumatisme. Mais, pour autant, on est au théâtre et nulle part ailleurs, donc dans le jeu. Le philosophe Jacques Rancière dit que l'art n'est pas politique quand il essaie de retranscrire les conflits du monde mais, au contraire, quand il s'en écarte : en s'écartant, il leur donne plus de présence.* »

Le paradoxe est bien le motif central du théâtre de Sivadier, tout autant que de sa personne. « *Il y a chez lui une forme d'opacité*, confirme son ami Nicolas Bouchaud, qui le connaît depuis plus de trente ans. *Il garde une part d'enfance, d'innocence, et je crois que le mystère qui l'entoure sert à cela, à défendre ce noyau de l'enfance.* » ■

FABIENNE DARGE



# Joachim Du Bellay était inhumé à Notre-Dame

La révélation spectaculaire a été présentée, mardi 17 septembre, lors du bilan des fouilles de la cathédrale

L'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap) avait prévenu: ce mardi 17 septembre, le bilan de l'avancée des recherches entreprises après l'incendie qui avait ravagé la cathédrale Notre-Dame de Paris, le 15 avril 2019, allait dévoiler «*du lourd*». Promesse tenue, à commencer par l'identité de l'occupant de l'un des deux cercueils plombés retrouvés en avril 2022, sous la croisée du transept. Il s'agirait du poète Joachim Du Bellay, mort vers 35 ans, dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 janvier 1560.

Eric Crubézy, médecin et professeur d'anthropologie à l'université Paul-Sabatier, à Toulouse, l'a annoncé en conclusion d'une présentation déjà particulièrement riche, puisqu'elle dressait le bilan de pas moins de quatorze fouilles réalisées dans et autour de l'édifice religieux.

Joachim Du Bellay, donc. Ce nom, Eric Crubézy et son équipe y sont arrivés au terme d'une véritable enquête rétrospective. Début 2022, la croisée du transept avait été fouillée avant la pose du fameux échafaudage de 700 tonnes qui allait permettre la reconstruction de la flèche. Huit sépultures y avaient été découvertes. Rien d'étonnant: des milliers de personnes, essentiellement des hommes d'Eglise, ont été enterrées entre le XIV<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle dans ce qui constituait alors une nécropole.

## Deux cercueils plombés

Mais parmi elles se trouvait deux cercueils plombés, preuve que leurs occupants avaient un statut particulier. Le nom du premier a été connu immédiatement, attesté par une plaque avec épitaphe, sous la dalle funéraire, et une seconde, plus petite, fixée sur le cercueil: Antoine de la Porte, mort en 1710, chanoine de Notre-Dame pendant cinquante ans, riche mécène, qui finançait notamment la clôture du chœur de la cathédrale.

Le second était plus mystérieux: de lui, on savait qu'il était mort jeune, qu'il souffrait d'une tuberculose osseuse et que ses dernières années avaient probablement été très pénibles. La déformation de son squelette attestait une pratique intense et ancienne du cheval – les chercheurs l'avaient ainsi surnommé «*Le Cavalier*». Les archéologues avaient également établi que le cercueil avait été déplacé, à une date inconnue, pour réoccuper, comme cela était fréquent, un



Lors de l'étude du cercueil plombé de Joachim Du Bellay, à l'Institut national de recherches archéologiques préventives de Toulouse, en mars 2022. DENIS GLIKSMAN/INRAP

## Les recherches ont établi que le poète souffrait d'une tuberculose osseuse et d'une méningite chronique

emplacement déjà utilisé. Le poète de la Pléiade permet de rassembler les pointillés.

L'écrivain n'était pas un dignitaire religieux. Mais il avait bien été chanoine de Notre-Dame de Paris. Il était surtout le neveu de Jean Du Bellay, ancien évêque de Paris, cardinal et doyen du sacré collège à Rome, autrement dit numéro deux de l'Eglise. Le 2 janvier 1560, il était donc inhumé à Notre-Dame dans la chapelle Saint-Crépin. Tel est, du moins, ce qu'indique le relevé de l'accord du chapitre, le collège nommé par le

pape qui déterminait l'emplacement des sépultures. Sauf que, en 1758, deux siècles plus tard, on ne retrouva pas le cercueil du poète dans la chapelle près de celui de son oncle. Eric Crubézy envisage deux solutions: «*Soit une sépulture transitoire devenue permanente, soit un transfert de son cercueil lors d'une autre inhumation, en 1569, après la publication de ses œuvres complètes.*»

Pour le reste, l'histoire du poète semble s'accorder parfaitement avec les indices. Son âge, on l'a vu, puisqu'il est né «*vers 1522*», à Liré, en Anjou. Cavalier émérite, il faisait notamment le trajet de Paris à Rome, où il avait suivi un temps son oncle, à dos de monture. Quant aux causes de sa mort, les travaux réalisés par l'équipe toulousaine ont établi qu'il souffrait d'une tuberculose osseuse accompagnée d'une méningite chronique. Une pathologie retrouvée dans 0,3 % des autopsies réalisées à cette époque. Celle qui avait été conduite sur le poète par les médecins du roi – «*assez mal, d'ailleurs*», selon

Eric Crubézy – avait relevé des signes de ces deux pathologies. On peut ajouter au faisceau d'éléments la surdité et les terribles céphalées dont souffrait le poète à la fin de sa vie, symptômes courants de ces affections.

Lors de la présentation des résultats au public, Christophe Besnier, le responsable des fouilles à l'Inrap, s'est voulu plus prudent. Il a notamment été fait des analyses de composition isotopique de ses dents, qui feraient état d'une enfance passée en région parisienne ou lyonnaise, loin de la fameuse «*douceur angevine*». «*Normal: il était orphelin, élevé par son oncle, donc il a passé l'essentiel de son temps à Paris*», rétorque Eric Crubézy.

Dominique Garcia, le président de l'Inrap, estime, lui aussi, que la messe est dite. «*Que peut-on avoir de plus? Retrouver sa brosse à dents pour vérifier que l'ADN correspond? Rien que son âge et sa pathologie offrent une solidité statistique remarquable.*»

Derrière la spectaculaire identification du «*Cavalier*», c'est un

travail considérable qu'a rendu public l'Inrap. Pas moins de cent autres sépultures ont été retrouvées, dans divers lieux où on ne les attendait pas particulièrement: dans les réseaux intérieurs, les carreaux ou encore dans la cave Soufflot.

Réalisés pour l'essentiel en bois clouté, la moitié des cercueils étaient orientés tête à l'ouest (l'usage pour les laïcs), l'autre moitié tête à l'est (des membres du clergé, donc). Nombre de ces tombes avaient été déplacées, les ossements eux-mêmes parfois retirés et déposés en surface.

## Des pièces «exceptionnelles»

Les chercheurs ont fouillé quatre-vingts sépultures et étudié les ossements. Et, «*sans surprise*», selon l'archéologue Camille Colonna, il s'agit en écrasante majorité d'individus âgés, avec des marques de sénescence, de quelques hommes plus jeunes et d'un adolescent. «*Tous sont de sexe masculin, à une exception*», précise la chercheuse. Cette femme fera-t-elle à son tour l'ob-

## Les explorations ont aussi mis en évidence les différentes époques d'occupation du terrain de Notre-Dame

jet d'une enquête fouillée? Officiellement, rien n'est prévu, mais Eric Crubézy indiquait qu'il avait bien l'intention de se saisir de ce nouveau cas.

Les quatorze fouilles conduites par l'Inrap ont aussi permis de mettre en évidence les différentes époques d'occupation du terrain. Les archéologues ont notamment découvert, à 3,50 mètres sous la cave Soufflot, les sols d'une demeure du début du I<sup>er</sup> siècle. Sous le parvis, ils ont retrouvé le témoignage d'habitat et d'activité artisanale datant du Bas Empire (III<sup>e</sup> siècle après J.-C.). Un vaste bâtiment carolingien et plusieurs autres édifices ont pu également être approchés, témoins, cette fois, de l'occupation des lieux au Moyen Âge. Enfin, ils ont exhumé les traces d'une église, romane, qui précéda Notre-Dame.

Reste le jubé, peut-être la pièce dont les archéologues sont le plus fiers. Construite en 1230, détruite sous Louis XIV pour répondre aux nouveaux usages liturgiques, cette vaste cloison séparait les fidèles et les religieux. Quelques portions en avaient été retrouvées lors de la restauration de la cathédrale par Viollet-le-Duc, au XIX<sup>e</sup> siècle. Exposées au Louvre, elles avaient perdu leur couleur.

Près de mille fragments ont été retrouvés, dont sept cents ont conservé leur polychromie. Des pièces «*exceptionnelles*», ont répété plusieurs intervenants. Toutes ont été «*stabilisées*», un traitement qui permet d'éviter la destruction de la couleur une fois au contact de l'air. Une reconstitution numérique de l'ensemble est en cours. Mais, dès le 19 novembre (et jusqu'au 16 mars 2025), le Musée de Cluny, à Paris, présentera quelques pièces dans le cadre de l'exposition «*Faites parler les pierres. Sculptures médiévales de Notre-Dame*». Les images que nous avons pu voir sont bouleversantes. ■

NATHANIEL HERZBERG

# La peinture contemporaine s'expose au Musée d'Orsay, à Paris

Quatre-vingts peintres de la scène française actuelle devaient être mis à l'honneur, le 19 septembre, sur les murs de l'institution

## ART

Le format ferait presque penser à un speed dating. Jeudi 19 septembre, les amateurs de peinture devraient découvrir le travail de quatre-vingts peintres reconnus de la scène française, à l'occasion d'un accrochage très temporaire dans la nef du Musée d'Orsay, à Paris, en leur présence. Une occasion inédite d'échanger avec les peintres autour de leur travail, de leur parcours et de leurs intentions.

Aucune œuvre de la collection n'aura été déplacée – l'accrochage, sur des dispositifs légers, venant plutôt s'insérer dans les interstices, à un emplacement propre à favoriser d'éventuels rapprochements, certains artistes disparus étant une référence ou une source d'inspira-

tion pour ceux d'aujourd'hui. De Cézanne, Ingres ou Gérôme à Raphaël Barontini, Abdelkader Benchamma, Hervé Di Rosa ou Guillaume Bresson.

Parmi ces jeux d'échos ou dialogues de proximité, Nina Childress a choisi d'être à côté de l'*Olympia*, d'Edouard Manet. Manet encore pour Mireille Blanc, dont une part de gâteau côtoiera *L'Asperge*, du peintre qu'elle admire depuis l'adolescence.

## Parole trop méconnue

Un autoportrait, nu, par Apollonia Sokol détonnera dans une salle de portraits d'hommes, tandis qu'un autre nu féminin, par Katia Bourdarel, côtoiera *L'Origine du monde*, de Gustave Courbet. Marcos Carrasquer, dont les toiles s'inscrivent dans la tradition de la peinture d'histoire, montrera

la guerre... du papier toilette pendant le Covid-19.

Françoise Pérovitch, pour qui cet étonnant «*marathon*» mettra aussi aux peintres de se rencontrer et d'échanger, sera, elle et son portrait d'adolescente, dans un espace neutre, sans voisinage immédiat.

«*On vient de lieux différents, de générations différentes, et ce qui nous réunit tous, c'est la peinture et les défis qu'elle nous pose, le fait de se demander chaque jour comment aller plus loin. Il y a une amitié par la peinture*», analyse, pour sa part, le peintre chinois installé à Paris Xie Lei.

Mais que vient faire la peinture contemporaine dans ce temple de l'art du XIX<sup>e</sup> siècle? L'idée a été de poursuivre le fil tiré par la récente exposition monographique à Orsay de la jeune peintre Natha-

## Une occasion inédite d'échanger avec les artistes autour de leur travail, de leur parcours et de leurs intentions

naëlle Herbelin – dont une des toiles ouvre le parcours –, qui elle-même avait convié ses amis peintres à écrire des textes pour le livret édité à cette occasion.

Et c'est à une figure fédératrice que ce projet de continuité a été confié: le peintre Thomas Lévy-Lasne, qui donne précisément accès à la parole des peintres de la

scène française depuis quelques années par le biais de sa chaîne Twitch/YouTube Les Apparences, à travers une centaine d'interviews vidéo à son actif, et «*au-delà de [ses] goûts personnels*». L'artiste au rire aussi tonitruant que communicatif dit ainsi «*prendre soin de [son] biotope*» en mettant à disposition une parole qu'il estime trop méconnue et trop peu présente dans les médias, malgré la vitalité actuelle de la peinture.

«*C'est une façon de dire "Coucou, on existe", tandis que, en peinture, la scène française n'a pas à rougir sur la scène internationale. C'est aussi une occasion de rappeler que les peintres parlent un langage cultivé, mais compréhensible et vivant: un langage d'artiste*», souligne Thomas Lévy-Lasne, pour qui l'«*aventure*»

permet aussi de rendre l'art et les artistes plus accessibles. Le Musée d'Orsay accueillant chaque jour 12 000 à 18 000 visiteurs.

Pourquoi seulement un jour des peintres, et pas quelques semaines? «*Ça s'appelle un compromis réaliste!*», reconnaît-il. «*Au Musée d'Orsay, c'est tous les jours "le jour des peintres"... mais pas des peintres vivants*», rebondit Nicolas Gausserand, chargé des programmes contemporains du musée et cocommissaire de l'exposition, qui promet des rencontres «*très informelles et très vivantes*». ■

EMMANUELLE JARDONNET

«*Le Jour des peintres*». Musée d'Orsay, Paris 7<sup>e</sup>. Le jeudi 19 septembre de 14 heures à 21 h 30. Il est prudent de réserver: [musee-orsay.fr/fr/agenda/evenements/le-jour-des-peintres](https://musee-orsay.fr/fr/agenda/evenements/le-jour-des-peintres)



# Le Pathé Palace se projette en cinéma de luxe

Le groupe de Jérôme Seydoux a mandaté l'architecte Renzo Piano pour métamorphoser son vaisseau amiral

## ARCHITECTURE

Il n'y a plus guère que dans les films de braquage qu'on prête attention aux caméras de surveillance. Ces petites disgrâces font aujourd'hui partie du paysage de nos villes, au même titre que les clôtures ceinturant désormais le moindre projet résidentiel. La critique a fini par les accepter comme une concession faite à l'époque, un détail imposé avec lequel l'architecture est bien obligée de composer. Pourquoi alors celles qui surplombent l'entrée du Pathé Palace, nouveau vaisseau amiral du groupe Pathé installé dans le bâtiment qui abritait jadis le Gaumont Opéra, au coin du boulevard des Capucines et de la rue de la Chaussée-d'Antin, à Paris, accrochent-elles à ce point le regard ?

C'est parce qu'entre ces objets paranoïaques que Roland Barthes aurait pu, s'il était encore vivant, considérer comme une mythologie du temps présent, et la façade en pierre de taille partiellement classée, parfaitement ravalée, de ce bâtiment emblématique du Paris de la Belle Epoque, la greffe peine à prendre. Un hiatus bénin, sans doute, mais dont la réverbération persiste tout au long de la visite, comme ces taches de lumière qui continuent de vibrer une fois qu'on a fermé les yeux. C'est que cette dissonance opère comme un révélateur. Elle matérialise le glissement sémantique qui est au fondement du projet de «cinéma haut de gamme» imaginé par Jérôme Seydoux, le puissant patron du groupe Pathé, pour cet immeuble qu'il a racheté en 2017 – et le malaise qu'il procure chez un visiteur un tant soit peu cinéphile.

### Expérience « exclusive »

Plus qu'un multiplexe, le Pathé Palace est un lieu où l'on vient chercher une expérience « exclusive ». Le ticket d'entrée est à 25 euros. Cela peut sembler cher, et ça l'est. C'est fait exprès. Cela fait partie du concept. Car ce n'est pas le film que l'on paie. C'est le fait d'être assis dans l'un des 854 fauteuils club en cuir, inclinables comme un siège d'avion de business class, chauffant qui plus est. C'est la technologie dernier cri des projections : écrans Onyx LED, son Dolby Atmos, projection Dolby Vision et, bientôt, même en argentique. C'est le service de

conciergerie qui va avec, permettant de commander à l'avance boissons et confiseries, de se les faire déposer, avant son arrivée, sur la tablette de son siège, de se faire livrer, une fois dans l'une des sept salles, un plaid (pourquoi une telle obsession pour la température corporelle des spectateurs ?), de réserver un taxi...

Le décorum joue son rôle dans l'expérience. La signature de Renzo Piano, architecte lauréat du prix Pritzker 1998, aussi, à qui l'on a confié la mission de transformer le bâtiment, ainsi que celle de Jacques Grange, décorateur dont le nom suffit à évoquer l'idée du luxe parisien, recruté pour aménager le bar à cocktails.

Le terme « exclusivité » qui revient dans le discours des communicants n'a pas été choisi par hasard. Il renvoie à un âge d'or du cinéma, où les salles de prestige proposaient les films en exclusivité pour un prix supérieur à celui pratiqué dans les salles d'exploitation, où ils échouaient dans un second temps. Cent ans plus tard, le sens du mot n'a pas changé, mais son acception, dans l'emploi qu'en fait l'exploitant, n'est plus la même.

L'exclusivité à la sauce Pathé ne se réfère plus aux films, qui sont depuis longtemps réduits au statut de produits d'appel interchangeables (on vient ici aussi bien pour voir des captations de concerts de Mylène Farmer, que des retransmissions en direct de pièces de la Comédie-Française ou d'opéras, une rétrospective de cinéma de patrimoine ou un film grand public). Elle désigne la montée en gamme de ce qu'ils permettent de vendre, la surenchère d'incongruités proposées répondant à la banalisation extrême de la consommation de cinéma induite par le phénomène des plates-formes.

Promu comme le meilleur de Paris, le pop-corn maison se marie ici sans complexe avec du vin. On récupère son verre dans un distributeur aux allures de cave réfrigérée (le « wine wall », pour reprendre la terminologie maison), dont les références ont été sélectionnées par les équipes du restaurant parisien Le Taillevent.

L'expérience du cinéma que propose le Pathé Palace est légitimée par la mémoire de ce haut lieu de la vie parisienne chargé, où prospéra, à la fin XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup>, le Théâtre du Vaude-

ville, et après cela, le Paramount, cinéma d'exclusivité qui s'érigea à sa place entre 1924 et 1927. Réalisé par Auguste Bluysen et Francis Thomas Verity, le bâtiment reprenait en façade les codes de l'architecture haussmannienne, tandis que l'intérieur jouait la carte Art déco. C'est celui-là qu'a racheté Pathé en 2017. L'intervention de Renzo Piano vient l'ancrer dans le présent. Il s'agit de la deuxième collaboration avec le groupe ; la première s'est nouée autour du bâtiment de la Fondation Pathé, avenue des Gobelins, véritable joyau de l'architecture parisienne de notre temps.

### Décor chargé

De cet immeuble d'angle, tout en intériorité, qu'on lui a confié, l'architecte italien a fait un écrin de lumière, ouvert sur la ville par sa façade et percé en son centre d'un grand prisme de verre, où le ciel s'engouffre par le haut et des boulevards s'élèvent depuis le sol. Son

**Le ticket d'entrée est à 25 euros. Cela peut sembler cher, et ça l'est. Car ce n'est pas le film que l'on paie**

intervention a consisté à percer le toit à l'endroit où il était déjà creusé par une terrasse encaissée. C'est le geste fondateur, qui met l'espace en mouvement. Les mezzanines qui prolongent les différents niveaux, la fine structure métallique, ouvragée à la manière des câbles de bateau, qui les soutient, véritable marque de fabrique des projets Piano, font le reste, distillant dans l'espace élégance et légèreté.

Les deux étages supérieurs accueillent les bureaux du groupe

Pathé et sont connectés à une terrasse gigantesque, qui offre une vue panoramique à couper le souffle sur Paris – sur les toits de l'Opéra qu'on n'a jamais vus de si près, en particulier, sur le versant sud de la colline de Montmartre qu'on a l'impression de découvrir pour la première fois. Une capsule aux allures de vaisseau kurbien va bientôt s'y poser, qui contiendra une salle de projection privée. Elle fera contrepoin à la coupole vert-de-gris trônant à l'extrémité opposée, qui, elle aussi, contient un secret : une salle ovoïde percée de gros hublots, cadrant de fantastiques vues sur le quartier, mais dont la direction de Pathé ne sait pas quoi faire pour l'instant, tant l'acoustique y est agressive.

La Piano's touch fonctionne indéniablement, au cœur du bâtiment tout du moins. Le hall d'entrée, c'est une autre histoire. Cette partie a été reconstruite en s'inspirant de l'architecture d'origine,

en reprenant le drôle d'alliage de marbre rainuré et de stuc qui en imite le motif et donnait déjà le « la » à l'époque ; ainsi que le garde-corps en fonte, lourdement ouvragé et orné de dorures, bordant la mezzanine et le guichet où l'on achetait ses billets (reconverti désormais en kiosque pour le concierge)...

Un décor chargé qui s'accorde mal avec les grandes ouvertures en verre que l'architecte a percées dans la façade et la marquise qui les prolonge à l'extérieur, où l'on retrouve les dissonances caméras de surveillance. Dans cette séquence introductive, chaque élément paraît contredire l'autre, et cette cacophonie traduit la mystification à l'œuvre ici : celle d'un Paris de plus en plus vampirisé par des acteurs de la sphère privée qui capitalisent sur son image de Ville éternelle et en vitrifient chaque jour un peu plus les contours. ■

ISABELLE REGNIER

Le Monde présente

Le monde de  
**Simenon**



LE N° 3  
Les Volets verts  
+ EN CADEAU  
LE LIVRE  
AUDIO

Découvrez le monde captivant des romans du célèbre Georges Simenon dans cette collection exclusive.

Découvrez l'offre sur [lemondedesimenon.fr](http://lemondedesimenon.fr) ou chez votre marchand de journaux





L'autrice et interprète a choisi vingt poèmes, lus par des comédiens

Décrocher le téléphone. Accepter un début contrarié (une mauvaise connexion). Quand soudain : la magie de sa voix. Celle de Clara Ysé, si lumineuse et si grave, si sensée et si sensible aussi. Celle que l'on sait magnétique depuis *Le monde s'est dédoublé* (son premier EP autoproduit en 2018) et son premier album, *Oceano Nox* (2023, Tôt ou Tard). Depuis qu'on la lit, aussi (*Mise à feu*, Grasset, 2021) et qu'elle a réussi à se laisser convaincre par son éditrice en musique, MéliSSa Phulpin, pour que soient publiés ses poèmes (*Vivante*, Seghers, 208 pages, 17 euros). On découvrait alors la place que tient la poésie dans sa vie. Ou plutôt les places car avec Clara Ysé rien n'est tout à fait noir ou blanc, rien n'est tout à fait simple bien que ce soit limpide, rien n'est vraiment complexe mais plus densément riche.

C'est donc une belle idée qu'a eue la direction de France Culture de la solliciter pour lui proposer d'inaugurer « L'Instant poésie », bulle poétique de quelque cinq à six minutes diffusée du lundi au vendredi à 21h30 et alors que la chaîne avait décidé en juin de supprimer « Poésie et ainsi de suite », l'émission hebdomadaire de Manou Farine. Une décision qui avait suscité colère et tristesse de la part de nombre d'auteurs (Jacques Roubaud, Alain Veinstein, Yannick Haenel ou encore Pierre Michon).

Disons aujourd'hui ce que cet « Instant poésie » (chaque mois, un ou une « passeur » présentera une vingtaine de poèmes de son choix qui seront lus par des comédiens) augure de bon et de beau tant Clara Ysé a su partager son goût pour le genre. Approchée avant l'été, la jeune femme a tout de suite accepté la proposition de la chaîne. Même si, tournée oblige, elle a prévenu qu'elle ne serait pas en mesure d'envoyer

**Clara Ysé, aux Victoires de la musique, à Paris, en février.**  
BERTRAND GUAY/AFP

ses textes en amont. Que ce serait donc, et complètement, improvisé. Sur le fil pourrait-on dire, ce qui, et in fine, est merveilleux puisque cela permet d'entendre sa pensée en mouvement, dans ce qu'elle a de direct, de puissant et de fragile aussi.

Les vingt épisodes ont donc été enregistrés « en une seule journée, en studio, quatre heures d'affilée ». Vingt capsules sonores, vingt choix de cœur, d'auteurs qui l'ont « chamboulée » : Ingeborg Bachmann, Anna Akhmatova, Marina Tsvetaeva, ou encore Constantin Cavafis et son *En attendant les barbares* – un choix qui s'est imposé comme un écho, dit-elle, « à

*ce qui se passe politiquement aujourd'hui* ». Et il faut ici saluer la proposition du réalisateur Cédric Aussir de le faire entendre (dans la traduction de Marguerite Yourcenar et Constantin Dimaras) par le comédien Polydoros Vozgiatzis : « *Qu'attendons-nous, rassemblés sur l'agora ?/ On dit que les barbares seront là aujourd'hui./ Pourquoi cette léthargie, au Sénat ?/ Pourquoi les sénateurs restent-ils sans légiférer ?/ Parce que les barbares seront là aujourd'hui.* »

Pour elle, loin des discours politiques et des slogans publicitaires qui vident les mots de leur sens, « la poésie sauve la langue des trahisons et des mensonges, et redonne un poids actif aux mots ». Et il faut l'entendre parler d'*Argumentum e silentio*, que Paul Celan adressa à René Char. Et comment, déchiré dit-elle, le poète tentera de sauver la langue détruite en lui par la guerre et les nazis qui ont assassiné ses parents : « *A chacun sa parole, / la parole qui pour lui se fit chant/ quand la meute l'attaqua, surnoise; / à chacun la parole/ qui avant d'être glace/ fut chant* » (traduit de l'allemand par Jean-Pierre Lefebvre).

Langue et terre refuges, la poésie – et, en cela, comme la musique, précise-t-elle – permet de « *creuser les silences, de rencontrer les contradictions qui nous habitent* ». Revient alors à notre mémoire sa chanson, *Douce*, qui, et dans un même mouvement, attrapait et la tristesse et la joie. Choisir et parler de ses propres poèmes fut plus compliqué, confie-t-elle, mais intéressant parce que ce fut l'occasion de questionner le processus d'écriture : « *On croit qu'on écrit pour que les choses restent alors que c'est une façon de les sortir de soi et de nous autoriser à oublier. Je crois que l'écriture a cette force-là, de nous libérer.* »

A l'écouter parler aussi essentiellement et existentiellement de poésie, à écouter sa voix si pleine, et si pleine de doutes, de trous et de silences aussi, à entendre son souffle, si incroyablement près, et dans toute sa violente douceur, on mesure le cadeau qu'elle nous fait aujourd'hui. ■

ÉMILIE GRANGERAY

*L'Instant poésie de Clara Ysé, réalisé par Cédric Aussir (2024, 20 x 6 min). Du lundi au vendredi.*

## Le nouveau concours culinaire de M6 élira un gagnant parmi sept finalistes

M 6 n'en est pas à son premier concours culinaire au titre superlatif. On connaît « La Meilleure Boulangerie de France » (depuis 2013), ou « Le Meilleur Pâtissier » (depuis 2012). Mais, plus qu'à « Top Chef », autre programme emblématique de la chaîne, réservé aux professionnels, « Ma recette est la meilleure de France », lancé le 19 août, se rapporte à feu « MasterChef » (2010-2015 sur TF1/NT1, 2022 sur France 2), qui faisait concourir des cuisiniers amateurs. Ceux-ci, au nombre de six par émission, ont été sélectionnés dans sept régions : Sud-Est, Auvergne-Rhône-Alpes, Sud-Ouest, Grand-Est, Nord, Grand-Ouest et, pour finir, Ile-de-France. Ils affrontent un jury constitué de Cyril Lignac et du journaliste culinaire François-Régis Gaudry, auxquels se joint un chef étoilé représentant la région concernée.

Des deux candidats quotidiennement sélectionnés, un seul remporte l'épreuve « en duel » devant Gaudry et Stéphanie Le Quellec, jurée de « Top Chef ». Un représentant régional parmi les six retenus au cours de la semaine est sélectionné pour la finale de « Ma recette est la meilleure de France », le 4 octobre.

Les candidats affichent une grande variété de profils, d'âges et de milieux sociaux. Certains ont des parents originaires d'Afrique du Nord : au-delà de la diversité ainsi affirmée, le métissage des goûts et des pratiques culinaires produit des merveilles, telle la «chorba de Mamina», d'Amina Aissaoui, un plat traditionnel algérien en version végétarienne et aux saveurs de la Drôme. Très remarqué, il sera de la finale.

Cyril Lignac n'a pas volé son statut de « chef préféré des Français » (mais en 2024, Philippe Etchebest est devant lui au palmarès de ce classement IFOP pour *Le Journal*

du Dimanche), à en juger par l'excitation des candidats à le rencontrer – des candidates surtout. Mais les remarques de Lignac ne valent pas haut, et son obstination à se moquer de l'accent des autres, voire de certains prénoms, comme celui du candidat Juanito, est gênante. Et l'on est étonné par son manque de culture culinaire. Par chance, François-Régis Gaudry est là, qui rectifie ou apporte une information entre deux calembours, son péché mignon dans « Très Très Bon », sur Paris Première, même si le finaud critique gastronomique les adapte ici au niveau général.

Après avoir démarré à 708 000 téléspectateurs et 6,3 % de part d'audience le 19 août, le programme s'est tenu de 643 000 téléspectateurs et 5,5 % de part d'audience (le 29 août) à 997 000 téléspectateurs et 7,5 % de part d'audience (le 9 septembre), avant d'atteindre et de dépasser le million (1,03 million de téléspectateurs et 7,7 % de PDA le 11 septembre). Pas de quoi susciter une déprogrammation, on l'espère (en mars 2014, M6 avait annulé « Mon bistrôt préféré » après cinq numéros, qui avaient pourtant fédéré en moyenne 730 000 téléspectateurs et quelque 7 % de part d'audience...). Pour notre part, on suit l'émission depuis son premier jour, sans ennui et passablement ébaubi par le talent de ces cuisiniers amateurs. ■

RENAUD MACHART

« *Ma recette est la meilleure de France* », avec Cyril Lignac, François-Régis Gaudry, Stéphanie Le Quellec (Fr., 2024, 80 min.).

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur  
[jeux.lemonde.fr](http://jeux.lemonde.fr)

I  
II  
III  
IV  
V  
VI  
VII  
VIII  
IX  
X

**HORIZONTALEMENT** I. Criticailée. II. Repourvoient. III. Eventée. Ti.  
IV. Pica. Endogée. V. Uvale. Têt. Nr. VI. Si. Emeuvent. VII. CFC. Buriné.  
VIII. Ui. SO. Istrie. IX. Lectures. Eon. X. Ergoteraient.

**VERTICALEMENT** 1. Crépuscule. 2. Revivifier. 3. Ipéca. Cg. 4. Tonale. STO. 5. IUT. Embout. 6. Créé. Eu. Ré. 7. Aventurier. 8. Io. Dévissa. 9. Ligotent. 10. Le. Nérée. 11. Entent. Ion. 12. Etier. Sent.

**I.** En mer ou en affaires, il est nécessaire quand les fonds sont atteints. **II.** Ne sera plus dérangée en tête. L'argon. **III.** Glissent en piste. Fort dans son domaine. **IV.** Affichent l'actualité. Cours du Nord. Part dans un autre monde. **V.** Dieu guerrier scandinave. Secoueras avant usage. **VI.** De l'or. Prépareras comme des sardines. Cœur de déesse. **VII.** Activer la chaudière. Grecque. **VIII.** Dans l'erreur. Cordes d'Iran. **IX.** Dans un tumulte et un vacarme étourdissants. **X.** Comme un bois difficile à travailler. Met à sa place.

**1.** C'est quand elle est bonne qu'il faut la soigner. **2.** En pleines formes. En rogne. **3.** Apprécier après lecture. Passe à table avec les glaçons. **4.** Prends tes jambes à ton cou. On y travaille à coups de marteau. **5.** Du bleu à la campagne. Enchaînement de nucléotides. Piégé. **6.** Lin, noix et avocats. **7.** Renvoie dans l'avant-bras. **8.** Base de lancement dans la montée. Assez mal foutus. **9.** Personnel. Secoués dans le cornet. On peut compter dessus. **10.** Dans le rapport. Équipé pour sortir. **11.** Rapportais en détail. Peut prendre froid. **12.** Suivre politique de Léon.

			5				6	1
						5	4	7
	5				6		3	4
		6	3		4	7	2	5
		1			5			
	3	2			8			
	4	5	6		2	3	7	8

Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)

5	7	2	8	6	3	1	4	9
1	4	8	2	5	9	3	7	6
3	6	9	1	7	4	2	8	5
6	2	5	4	9	7	8	1	3
9	8	4	5	3	1	7	6	2
7	1	3	6	8	2	5	9	4
8	9	7	3	2	6	4	5	1
4	3	6	7	1	5	9	2	8
2	5	1	9	4	8	6	3	7

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

georget)



**Rédaction** 67-69, avenue Pierre-Mendès-France,  
75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

**Abonnements** par téléphone au 03 28 25 71 71  
(prix d'un appel local) de 9 heures à 18 heures.  
Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71.  
Par courrier électronique :  
abojournalpapier@lemonde.fr.  
Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Par courrier électronique :  
courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

**Internet :** site d'information : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) ;  
Emploi : [www.talents.fr/](http://www.talents.fr/)

**Collection :** Le Monde sur CD-ROM  
CEDROM-SNI 01-44-82-66-40  
Le Monde sur microfilms : 03-88-04

La reproduction de tout article est interdite  
sans l'accord de l'administration. Commission  
paritaire des publications et agences de presse  
n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037

**201**  
publié en 2011

Directrice générale  
**Elisabeth Cialdella**

**ACPM**  
PRINTED IN FRANCE  
**67-69, avenue  
Pierre-Mendès-France  
75013 PARIS  
Tél : 01-57-28-39-00  
Fax : 01-57-28-39-26**

L'Imprimerie, 79, rue de Roissy,  
93290 Tremblay-en-France  
Midi-Print, Gallargues le Montueux

**Origine du papier :** UK, France.  
**Taux de fibres recyclées :** 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.  
**Eutrophisation :** PTot = 0.0083 kg/tonne de papier





Table minuscule, de Sotgiu  
Mazzanti, et bagles, de Jolpur  
Rugg, présentées à la Biennale  
Homo Faber, à Venise.

# La cité des Doges fait l'éloge des métiers d'art

La troisième édition d'Homo Faber accueille à Venise, jusqu'au 30 septembre, l'élite internationale de l'artisanat d'art. L'occasion de découvrir la pièce montée en papier d'Aline Houdé-Diebolt ou le chien en feuilles de métal de Taiichiro Yoshida

## DESIGN VENISE (ITALIE)

La première édition se voulait mobilisatrice. La deuxième, didactique, autour des « Trésors vivants d'Europe et du Japon ». La troisième édition d'Homo Faber, biennale de l'artisanat d'art organisée par la Fondation Michelangelo, avec le soutien du groupe Richemont (Cartier, Montblanc...), réunit jusqu'au 30 septembre à Venise, en Italie, des créations fabuleuses du monde entier : des robes moulantes en maille du couturier franco-tunisien Azzedine Alaïa (1935-2017) aux masques vénitiens de Sergio Boldrin, des verres fins en cristal de la collection « Patrician », conçue en 1917 par l'architecte Josef Hoffmann (1870-1956) pour l'entreprise autrichienne Lobmeyr à une chaise monolithique taillée, avec le moins d'interventions possible, dans une souche d'arbre par le Californien Ido Yoshimoto.

Au total, plus de 800 objets et 400 artisans, sélectionnés dans soixante-dix pays, sont réunis dans un parcours sur le thème du « Voyage de la vie », en dix étapes, de la naissance à la mort, confié au cinéaste Luca Guadagnino (*Call Me By Your Name*, *Challengers*...), assisté de l'architecte Nicolò Rosmarini. Le voyage a lieu sur l'île de San Giorgio Maggiore, dans un ancien monastère bénédictin du X<sup>e</sup> siècle aujourd'hui occupé par la Fondation Giorgio Cini, qui accueille l'événement depuis 2018.

Ici, un serpent géant rose guimauve – la plus grande œuvre d'art jamais fabriquée en impression 3D – se faufile entre les colonnes du cloître des Cyprès, tandis que soixante panneaux brodés, accrochés aux murs, évoquent le jeu de l'oie né en Italie à la Renaissance, métaphore des aléas de l'existence. Ces broderies de plumes, de paillettes, de fils

d'or ou de soie ont été réalisées par vingt ateliers, du Mexique au Rwanda jusqu'en Inde, sur commande de la Fondation Michelangelo, qui entame sa collection de pièces artisanales.

Tour infernale en verre de Murano par Alessandro Mandruzzato ou chien constitué de centaines de feuilles de métal du Japonais Taiichiro Yoshida, pantins de bois, manège de papier... la salle consacrée à l'enfance, dans des décors imaginés par l'architecte nord-irlandais Nigel Peake, se savoure comme une madeleine de Proust. S'ensuit, grandiose, la salle dite « Célébration », qui convie le visiteur dans l'ancien réfectoire du couvent avec, sous la copie du tableau des *Noces de Cana*, de Véronèse – l'original de 1563 est exposé au musée du Louvre –, une table miroir de plus de 20 mètres de long, richement dressée.

A un bout, un centre de table en artichauts d'argent du joaillier italien Buccellati – clin d'œil au légume-fleur violet poussant sur l'île voisine de Sant'Erasmo. A l'autre, une pièce montée monumentale, « *ode au citron* » sculptée dans le papier par la

Française Aline Houdé-Diebolt. Entre les deux, le service à thé en argent comme gondolé par le vent des Irlandais Séamus Gill & Claire Mooney côtoie les fausses tartelettes en verre de la Britannique Sarah Brown et les tout aussi réalistes œufs cassés en céramique des Italiens Bertozzi & Casoni, tandis que les bols en porcelaine de la Belge Anima Roos ont des pieds tellement étroits qu'ils défient la gravité.

### Scénographie sensuelle

Fascinante, la salle 6, sur le thème du voyage, montre une mappe-monde fabriquée selon des techniques d'impression du XVII<sup>e</sup> siècle par le luthiste italien Leonardo Frigo, et des timbres postaux XXL sculptés en 3D dans du papier par la Colombienne Diana Beltran Herrera. Sans compter cette installation de l'Indienne Gunjan Gupta, assemblage de selles de vélo, d'une chaise et de paniers, symbolique des motos surchargées de son pays.

Dans l'espace suivant, baptisé « Nature », il ne faut pas manquer ce panneau tel un textile aux mille fleurs, composé de mégots de ciga-

**« L'idée est de célébrer l'habileté de la main et, plus encore, la beauté, élément primordial de notre existence »**

ALBERTO CAVALLI  
directeur exécutif  
de la Fondation Michelangelo

rette patiemment découpés et assemblés par le créateur indien Prashant Pandey. Dans l'obscur salle des Rêves, trente mannequins habillés de la même robe aux couleurs différentes, imaginée par Pieter Muller, directeur artistique d'Alaïa, toisent des masques sereins ou grimaçants de divers pays, sous un éclairage intermittent et parcimonieux.

Travail de la lumière, jeux de couleurs et tissus plissés sur les murs : Luca Guadagnino, le directeur artistique de cette édition d'Homo Faber, s'est dit inspiré par l'architecte vénitien Carlo Scarpa (1906-1978), notamment par son aménagement en musée du palais Abatellis, à Palerme, en Sicile, en 1953. Le réalisateur primé, qui a ouvert à Milan, en 2017, un studio d'architecture intérieure à son nom, avait déjà présenté dans la capitale lombarde, pendant le Salon du meuble de 2022, une salle décorée en hommage à Scarpa, tendue du sol au plafond d'un plissé de velours gris. Ce printemps, il a signé l'aménagement de son premier hôtel, le Palazzo Talia, à Rome, dans un bâtiment classé du XVI<sup>e</sup> siècle.

Aussi, dans l'architecture majestueuse de la Fondation Giorgio Cini, la scénographie puissamment sensorielle et visuelle de Luca Guadagnino l'emporte-t-elle souvent sur les piè-

ces exposées et leur histoire intime. Pour en découvrir le matériau, il faut scanner un à un les codes-barres ou encore se tourner vers les « Jeunes Ambassadeurs » zélés. Ils sont soixante-cinq étudiants internationaux de quarante-trois écoles d'arts appliqués et de design, recrutés à cet effet pendant un mois et demi. Nombre d'entre eux rêvent déjà de rejoindre Homo Faber Fellowship, un programme de la Fondation Michelangelo établi, en 2023, en partenariat avec Jaeger-LeCoultre et l'Essec, qui met en relation pendant sept mois un maître et un élève.

Il reste que cette biennale, de par la diversité des régions, des savoir-faire et des matériaux représentés, est unique en son genre. Comme un instantané de l'artisanat contemporain. « *L'idée*, souligne Alberto Cavalli, directeur exécutif de la Fondation Michelangelo, *est de célébrer l'habileté de la main et, plus encore, la beauté, élément primordial de notre existence. La beauté est inspirante et provocante : elle nous relie aux autres êtres vivants.* »

L'exposition marie ainsi tout et son contraire : un masque fait de bouteilles en plastique assemblées par l'artiste philippin Leeroy New lors de l'épidémie de Covid-19 ou la luxueuse boîte à musique Fée Ondine, un automate serti de pierres précieuses et d'émail de Van Cleef & Arpels. Sans oublier ce tapis de l'Azerbaïdjanais Faig Ahmed, qui chahute l'art ancestral de la tapisserie avec quelques « bugs » numériques ou graphiques : d'où cette pièce dont la laine d'abord rase devient soudain longue et foisonnante, telle une toison. ■

VÉRONIQUE LORELLE

« *Homo Faber. Le voyage de la vie* », jusqu'au 30 septembre, à la Fondation Giorgio Cini, sur l'île de San Giorgio Maggiore, à Venise (Italie).

## Visiter les ateliers de la Sérénissime

Quelque soixante-dix ateliers vénitiens ouvrent leurs portes au public en marge d'Homo Faber, la biennale des métiers d'art à voir sur l'île de San Giorgio Maggiore. « *Loin de coloniser Venise, il s'agit pour nous d'accompagner les créateurs locaux* », souligne Alberto Cavalli, le commissaire de l'événement qui a aussi orchestré ce parcours en ville, baptisé « Homo Faber in citta ». D'un côté, des maisons vénérables, comme les souffleurs de verre de Murano ou la fabrique de tissus Luigi Bevilacqua. On y accoste par le canal, en barque, pour découvrir coussins, tentures précieuses et même chaussons de gondolier. Dans l'arrière-boutique, on contemple des métiers à tisser en bois et environ 3500 dessins archivés, du XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à ces motifs commandés par les couturiers Christian Dior ou Yves Saint Laurent.

De l'autre, l'atelier Lunardelli Venezia, né il y a sept ans de la volonté de Sebastiano Lunardelli, fils d'ébéniste, de « *lutter contre les discours alarmants sur l'avenir des artisans vénitiens* ». Adossé à des designers locaux, il propose lampes, tables et assises en verre de Murano ou dans le bois des pieux appelés *bricole* qui, plantés dans l'eau, en délimitent les chenaux.



# Françoise Coste A deux mois des élections, Trump peut toujours l'emporter

Aucune règle habituelle de la politique américaine ne s’applique à Donald Trump, un animal politique ayant déjà survécu à une liste d’échecs et de scandales, rappelle l’enseignante-chercheuse en études américaines

À la suite du débat du 10 septembre, dans lequel Kamala Harris a bien tiré son épingle du jeu face à Donald Trump, on a senti un emballement au sein de la gauche américaine, dans la presse ou sur les réseaux sociaux : « Kamala avait écrabouillé Trump », « c’était un triomphe », « un tournant de la campagne », « cela allait être difficile pour Trump de s’en remettre », etc. Les supporteurs de Harris devraient toutefois garder la tête froide, les jeux ne sont pas faits. Les élections de 2016 nous l’ont appris : aucune règle habituelle de la politique américaine ne s’applique à Trump, d’autant plus que nul ne peut prédire l’impact qu’aura sur l’opinion la deuxième tentative d’assassinat dont il aurait été victime, le 15 septembre. Le retour tragique de la violence politique dans le débat politique aux Etats-Unis (on pense évidemment aussi à l’attaque du Capitole en janvier 2021) peut en effet amener à une mutation du système que l’on a du mal à appréhender. Dans l’immédiat, à cinquante jours de l’élection, reconnaissons tout d’abord que Trump est un animal politique, qu’on le veuille ou non. Si l’on pouvait se gausser de son manque total d’expérience politique et électorale quand, en juin 2015, dans une scène désormais my-

thique, il a descendu l’Escalator de la Trump Tower et a annoncé sa candidature aux primaires républicaines, on peut le considérer maintenant comme le leader américain le plus capé. Personne d’autre dans le paysage politique contemporain n’a participé à autant de débats présidentiels (celui du 10 septembre était son septième) ou n’est parvenu à être candidat trois fois de suite, record inégalé depuis près d’un siècle et les quatre candidatures de Franklin D. Roosevelt dans les années 1930 et 1940.

### Un peuple en crise

Cette longévité nous paraît d’autant plus incompréhensible que les casseroles de Trump se sont accumulées depuis sa première campagne. Une liste loin d’être exhaustive suffit à donner une impression vertigineuse : la fuite de l’enregistrement où il explique qu’il ne peut s’empêcher d’« attraper les femmes par la chatte », les insultes répétées aux soldats américains morts au combat (des « losers »), l’ingérence russe dans la campagne de 2016, ses deux impeachments (pour avoir essayé de faire chanter le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, puis pour son rôle dans l’insurrection du 6 janvier 2021), la condamnation dans l’affaire de la star du porno Stormy Daniels, la

gestion catastrophique de l’épidémie due au Covid-19 (symbolisée par sa suggestion d’avaler de l’eau de Javel pour guérir du virus), ou encore le vol de documents classés secret-défense...

Aucun homme politique normal n’aurait survécu à un seul de ces scandales. Et pourtant, voici Trump, vainqueur triomphant des primaires républicaines du printemps dernier et au coude-à-coude avec Harris dans les sondages.

Il est vrai que certains sondages donnent une légère avance à Harris. Mais il

LE PEUPLE AMÉRICAIN, SI PROSPÈRE ET SI PUISSANT, S’ENNUIE-T-IL TELLEMENT QU’IL A CHOISI DE S’ABÎMER DANS LES TURPIDUTES ET LES MENSONGES DU SHOWMAN TRUMP ?

# Mario Del Pero Donald Trump n’est pas le candidat de la classe ouvrière

Pourquoi la thèse selon laquelle l’ex-président est le champion de la « working class » est-elle populaire ?, s’interroge l’historien, alors que les études révèlent que ce ne sont pas les moins aisés qui ont soutenu son accession au pouvoir

Une nouvelle tentative d’assassinat contre Donald Trump ; un exemple supplémentaire de la violence politique qui s’est intensifiée et généralisée ces dernières années outre-Atlantique, exacerbée par une dualisation croissante de la société américaine, particulièrement en période électorale. Cette montée de la violence alimente à son tour le récit victimaire de Trump, qui se positionne comme le défenseur d’une Amérique oubliée et qui souffre : celle de la *working class*, dont Trump saurait capter les inquiétudes et répondre aux attentes. Le soutien de cette partie de la population contribuerait, selon certains, à expliquer sa popularité ainsi que ses résultats électoraux, à commencer par sa surprenante victoire à l’élection présidentielle de 2016.

De nombreuses études ont largement démenti le mythe selon lequel Trump serait le président de la classe ouvrière. Pourtant, ce mythe persiste et séduit. Avant d’essayer de comprendre pourquoi, il est utile de récapituler ce que ces études ont révélé. En amont, il y a évidemment un problème de définition : quelle est cette mythique (et souvent indistincte) classe ouvrière américaine ? Comment ses orientations électorales ont-elles évolué au fil des ans ? Au sens strict, il s’agirait des travailleurs de l’industrie manufacturière, auxquels s’ajoutent ceux de l’industrie minière et de la construction. Cependant, dans l’ensemble, ils ne représentent pas plus de 12 % à 13 % de la main-d’œuvre totale, et un pourcentage bien plus faible de l’élec-

torat actif. Il est difficile de produire des études non anecdotiques sur la manière dont ces travailleurs ont voté à l’élection présidentielle de 2016 et à celle de 2020. L’idée selon laquelle, il y a huit ans, ils se seraient tournés avec enthousiasme vers Trump, en particulier dans les Etats-clés du Midwest, est pourtant démentie par toute analyse du vote. Dans ces Etats, Trump a fait moins bien qu’Obama en 2008 : 600 000 voix de moins (sur 4,5 millions) dans le Michigan ; 270 000 dans le Wisconsin (sur à peine 3 millions) ; 300 000 en Pennsylvanie (sur un peu moins de 6 millions). Le chiffre le plus significatif à examiner est la défection des électeurs qui avaient voté démocrate lors des cycles précédents, et non leur passage à Trump.

### Biais politiquement variés

Une autre définition de la classe ouvrière repose plutôt sur le critère du revenu. Ce seraient les électeurs à faibles revenus qui auraient poussé Trump vers la victoire. Cependant, les données révèlent une réalité très différente et montrent que Clinton, en 2016, et Biden, en 2020, ont remporté la majorité (d’environ 10 à 15 points) des voix des électeurs dont les revenus sont inférieurs à 30 000 ou 50 000 dollars (27 000 à 45 000 euros) par an. Donald Trump a obtenu ses meilleurs résultats dans la tranche de revenu médian – en 2020, il a remporté 58 % des voix des électeurs dont le revenu annuel se situe entre 100 000 et 200 000 dollars, contre 41 % pour Joe Biden – et à peu près les mêmes résultats que Clinton et Biden chez les électeurs au revenu plus élevé. Les moins aisés,

pour faire court, ne sont pas ceux qui ont soutenu l’ascension politique de Donald Trump. C’est à ce stade que certaines analyses introduisent des variables supplémentaires pour redéfinir et qualifier la classe ouvrière : la race, le niveau d’éducation et, parfois, le genre. Dans cette analyse, la classe ouvrière cesse d’être définie par la profession et le revenu et devient cette partie de l’Amérique blanche et masculine qui n’a pas fait d’études postsecondaires ; cette partie de l’Amérique qui, en 2016 et en 2020, représentait environ 20 % de l’électorat et qui, oui, a voté massivement pour Trump (à 70 % en 2016, contre 28 % en 2020). Toutefois, trois problèmes se posent ici, exacerbés par le fait que les données ne permettent pas d’imbriquer correctement la race et le revenu. Le premier est que l’élection de 2016 n’a pas été le théâtre d’une révolution radicale, mais celui de la confirma-

PARTI LES BLANCS SANS DIPLÔME UNIVERSITAIRE, TRUMP OBTIENT UN SOUTIEN MASSIF CHEZ LES ÉVANGÉLIQUES, MAIS PAS CHEZ LES NON-ÉVANGÉLIQUES

tion d’une tendance qui remonte aux années 1970 : le report des voix des électeurs blancs peu éduqués vers les républicains. Deuxièmement, considérer seulement l’intersection de la race et du niveau d’éducation (sans prendre en compte les revenus) ne nous apprend pas nécessairement quelque chose de significatif sur la classe sociale : parmi les hommes blancs sans diplôme universitaire, on trouve aussi des milliardaires comme Bill Gates ou Mark Zuckerberg... Le troisième problème nous est indiqué par l’inclusion d’un autre paramètre possible, celui de la religion : parmi ces Blancs sans diplôme universitaire, Trump obtient un soutien massif chez les évangéliques (dont la présence est beaucoup plus importante dans la Bible Belt du Sud et du Sud-Ouest que dans le Midwest), mais pas chez les non-évangéliques. Pourquoi, alors, cette popularité persistante de la thèse selon laquelle Trump est un champion de la classe ouvrière et le produit de sa grande mobilisation électorale ? Les explications sont multiples. Tout d’abord, il s’agit de l’interprétation – anecdotique, impressionniste mais finalement suggestive – initialement proposée de ses succès aux primaires républicaines puis à l’élection présidentielle de 2016. Et nombre de commentateurs ont par la suite eu du mal à se défaire de cette interprétation, notamment parce que divers biais, politiquement très variés, ont ensuite facilité sa diffusion. La droite pro-Trump en a ainsi fait un étendard pour se targuer de représenter les classes populaires et les victimes des politiques « mondialistes » des derniè-

res décennies ; la droite anti-Trump l’a utilisée dans un discours classiste selon lequel l’électeur trumpiste typique était peu éduqué, incapable de se reconverter professionnellement, et enclin à blâmer les autres – élites, gouvernement, immigrants – pour ses échecs et son irresponsabilité. Cette thèse a enfin séduit la gauche américaine, dans la mesure où elle lui a permis de peindre une vision décliniste des Etats-Unis et de leur capitalisme. Cette vision rend compte de certains aspects importants – elle permet de souligner les effets de la désindustrialisation et des inégalités sociales –, mais elle en omet beaucoup d’autres, car pour chaque ancienne ville industrielle en déclin, comme Gary (Indiana) ou Youngstown (Ohio), il y en a une qui s’est développée ou qui renaît comme Austin (Texas), Raleigh (Caroline du Nord) ou même Pittsburgh (Pennsylvanie). Nuancer le mythe de Trump champion de la classe ouvrière ne revient pas à minimiser l’importance des matrices socio-économiques dans les choix électoraux de nombreux Américains. Cela nous oblige cependant à sortir des raccourcis intellectuels confortables, et parfois consolateurs, et à entrelacer ces matrices avec d’autres facteurs et dynamiques, y compris les facteurs raciaux que tant de commentateurs refusent de voir. ■

Françoise Coste est professeure d’études américaines à l’université Toulouse-Jean-Jaurès

Mario Del Pero est professeur d’histoire internationale au Centre d’histoire de Sciences Po Paris



# Sandra Laugier Taylor Swift illustre le pouvoir politique de la culture populaire

Depuis le lancement de la campagne présidentielle aux Etats-Unis, on s'attendait à un soutien de la superstar mondiale Taylor Swift à la candidature démocrate. L'annonce, juste à la fin du débat qui a opposé, mardi 10 septembre, la vice-présidente Kamala Harris à l'ex-président Donald Trump, n'est pas une surprise : mais le timing, la tonalité et la thématique en font un geste politique particulier. Son post Instagram dépasse largement les engagements rituels d'Hollywood aux côtés des candidats démocrates : « *Je vote pour Kamala Harris parce qu'elle se bat pour les droits et les causes qui exigent une guerrière pour les défendre.* »

Par le caractère explicitement moral de son soutien, Taylor Swift illustre désormais le pouvoir politique de la culture populaire, trop souvent décriée en France, dont le rôle est de transmettre des valeurs partageables et mobilisatrices que les politiques ont bien du mal à incarner. Il ne s'agit pas d'être un modèle à suivre – elle indique seulement ce qu'elle va faire –, mais de faire et de donner confiance aux jeunes électeurs. Elle a exhorté ses fans à s'inscrire sur les listes électorales à un moment crucial, ciblant un électorat que les démocrates peinent à faire voter.

Ce positionnement se différencie de celui des « personnalités » qui affichent régulièrement leur soutien à des candidats démocrates : en 2016, Beyoncé, Salma Hayek, Lena Dunham, George Clooney, Robert De Niro, Meryl Streep, Pharrell Williams et bien d'autres avaient apporté leur caution à Hillary Clinton contre Donald Trump. A l'époque, il s'agissait d'utiliser à la fois un statut de star et une supériorité morale, dans la tradition d'une alliance de bon goût des démocrates privilégiés et du milieu mythique d'Hollywood. Ce qui s'était retourné alors contre Hillary Clinton, perçue injustement comme bourgeoise élitiste méprisant les « *white trash* » [« *raclures blanches* »] de Donald Trump.

Taylor Swift a (parmi d'autres) soutenu Joe Biden en 2020. Mais, quatre ans après, son post et sa signature sarcastique – « *Taylor Swift, Childless Cat Lady* », référence aux propos, en 2021, du vice-candidat réactionnaire J. D. Vance sur les démocrates « *femmes à chat sans en-*

Si son engagement n'est pas une surprise, le moment, la tonalité et la thématique du message de la star en font un geste politique particulier, qui témoigne d'une mutation du rôle de la culture populaire, explique la philosophe

*fants* » – signalent un changement d'échelle, une mutation du rôle politique de la culture populaire. Il ne s'agit pas de vedettes individuelles apportant leur belle caution en surplomb, mais d'un *empowerment* [« *responsabilisation* »] de leurs publics ; la reconnaissance d'un champ culturel qui ne se réduit pas à ses stars ou à ses produits mondialisés, mais joue un rôle-clé (au cinéma, dans la chanson, les séries, la mode et le sport) dans la promotion et l'expression des valeurs portées par la candidate Harris.

## Rôle assumé

Bien sûr, on peut espérer que Kamala Harris, avec le post de Taylor Swift, engrange les voix supplémentaires qui pourraient la mener à une victoire tant espérée – tout comme le soutien d'Oprah Winfrey avait joué dans la victoire de Barack Obama à la primaire démocrate en 2008 (où Kamala Harris avait alors été un de ses premiers soutiens). Mais ce sont des phénomènes peu calculables, et marginaux. Ce qui importe ici est le rôle enfin assumé de la culture populaire dans la politique. Car le potentiel de la culture populaire comme ressource et lieu d'invention autonome est souvent ignoré et dévalué. Les industries culturelles sont souvent conçues en France comme divertissement sans valeur théorique ou politique, que les critiques saisissent toute occasion de dénigrer.

Il aura fallu le choc esthétique et démocratique des cérémonies des Jeux

olympiques et paralympiques de Paris 2024 pour qu'apparaissent au grand jour la puissance politique du bouillonnement créatif de ces formes culturelles et leur entrelacement avec la création contemporaine. Il aura fallu les Jeux eux-mêmes, fertiles en moments d'intensité morale, d'émotions d'égalité et de dignité, pour que le sport comme culture populaire mondialisée soit soudain devenu emblématique de la dimension morale du populaire.

La popularité de Kamala Harris est inscrite dans cette dimension culturelle et elle en joue sur les réseaux, utilisant tous les ressorts de la culture pop – mêmes, danses, voire vidéos de cuisine. Toujours en inversion radicale des pseudo-« va-

leurs » de Donald Trump : le racisme, le sexisme, le mépris moqueur des handicapés et des minorités sexuelles.

Revenons sur le timing parfait de Taylor Swift : un soutien juste après ces heures de débat où non seulement Kamala Harris a dominé Donald Trump, mais l'a fait avec un positionnement moral, allant lui serrer la main à l'arrivée, signalant constamment sa vilenie (« *disgrace* ») intellectuelle et politique. Tout en se fichant ouvertement de lui, assumant la personnalité politique qui l'a amenée où elle est et qu'elle a parfois refoulée ces dernières années (son côté jovial et assuré, son éclat de rire aux allégations de Donald Trump sur les immigrés), elle a défendu et exprimé des valeurs orthogonales à celles de l'ex-président.

## Valeurs de « care »

On a dit que Kamala Harris n'avait guère exposé de vision pour son mandat futur. Mais elle a réfuté toutes les contre-valeurs exsudées par Donald Trump, en défendant les droits de femmes, en affichant sa préoccupation pour les vulnérables, opposant son « *I care about you* » (« je me soucie de vous ») au narcissisme d'un candidat toujours grotesquement préoccupé de lui-même.

Sa bonne humeur rieuse contraste avec l'amertume et la violence qui émanent de la personnalité de Donald Trump, dont témoigne encore son exploitation culpabilisatrice de ce qui pourrait être une deuxième tentative d'assassinat.



IL NE S'AGIT PAS D'ÊTRE UN MODÈLE À SUIVRE – ELLE INDIQUE SEULEMENT CE QU'ELLE VA FAIRE –, MAIS DE FAIRE ET DE DONNER CONFIANCE AUX JEUNES ÉLECTEURS



# La justice pénale internationale doit, sans attendre, faire la preuve de son efficacité et rendre des décisions

Confrontée à la difficulté de faire comparaître les accusés, la Cour pénale internationale doit inscrire dans ses statuts la possibilité de les juger en leur absence, suggèrent l'ancien magistrat Bruno Cotte et les avocats Catherine Mabillet et François Roux

Tandis que les frappes s'accroissent en Ukraine, Vladimir Poutine, se moquant du mandat d'arrêt délivré contre lui par la Cour pénale internationale (CPI), s'est donc rendu en Mongolie. Les dirigeants de cet Etat ont, semble-t-il, oublié que leur pays était membre de la CPI et qu'il leur incombait de mettre ce mandat à exécution et d'interpeller le président de la Fédération de Russie, présumé auteur de crimes de guerre. Ils ont d'ailleurs également oublié qu'un juge mongol avait été récemment élu à la CPI... Ce nouveau juge se trouve donc dans une singulière situation même si, en rejoignant la Cour, l'on est censé oublier d'où l'on vient pour n'être plus que juge.

Les réquisitions de mandat d'arrêt dont se trouve depuis peu saisie la chambre préliminaire de la CPI contre certains dirigeants du Hamas et d'Israël ont quant à elles soulevé un vent de critiques de la part d'Etats influents sur la scène internationale et dont certains sont pourtant membres de la Cour. Si ces mandats sont délivrés, on est en droit de s'interroger sur les chances de les voir mis un jour à exécution.

C'est d'ailleurs l'un des maux dont souffre la Cour depuis sa création : les mandats délivrés il y a plus de dix ans contre l'ancien président du Soudan Omar Al-Bachir et contre le chef de l'Armée de résistance du Seigneur en Ouganda, Joseph Kony, n'ont toujours pas été exécutés. Ce qui

revient à dire que la Cour en quête à grands frais, car telle est sa mission, mais qu'elle le fait à fonds perdu, car elle ne juge pas. Or, le rôle d'une Cour n'est-il pas de juger ?

Nous pouvons continuer à choisir la passivité ou, si l'on croit en la justice pénale internationale, tenter de chercher des solutions pour que soient effectivement jugés les crimes de guerre et contre l'humanité qui sont commis aujourd'hui de manière totalement désinhibée.

## Procès équitable

Dès 1945, le tribunal de Nuremberg avait prévu la possibilité de juger par défaut, ou contumace, les accusés en fuite ou introuvables. Ce fut le cas de Martin Bormann. Plus près de nous, le Tribunal spécial pour le Liban a, *in absentia*, condamné mais aussi acquitté des accusés qui ne furent jamais présents dans le box. Comme à Nuremberg, ils étaient défendus.



L'HISTOIRE EXIGE QU'UN RÉCIT « JUDICIAIRE » RENDE COMPTE DES CRIMES QUI SE COMMETTENT ET DE LA RÉACTION JUDICIAIRE QU'ILS SUSCITENT

Et, plus récemment encore, la chambre préliminaire de la CPI a, dans l'affaire Joseph Kony évoquée auparavant, rendu une décision dont la motivation est riche de promesses. Une phrase mérite d'être citée : le statut de la Cour « *aurait dû prévoir la possibilité de mener un procès par défaut, lorsque les charges sont confirmées... conformément à l'article 61-2-b du Statut et que les intérêts de justice le demandent. Ceci, sans préjudice des droits de l'accusé à bénéficier d'un nouveau procès s'il comparait ultérieurement devant la Cour. Bien que cela ne puisse pas concerner la présente affaire, il serait utile que les Etats parties reconsidèrent la discipline des procédures de procès par contumace devant la Cour, à cet égard pour toute instance future.* »

Oui : si l'on ne veut pas que la CPI – ou toute autre juridiction pénale à créer – ne soit qu'un sabre de bois, il nous faut prévoir la possibilité de juger par défaut. Cela implique que les enquêtes

soient achevées, que les charges soient confirmées, que les accusés refusent de comparaître et qu'ils puissent bénéficier d'une défense compétente, solide, effective. Une défense qui permettra de satisfaire aux exigences du procès équitable qui doit, plus que jamais, être la règle lorsque les peines encourues sont élevées.

Sans doute cette défense sera-t-elle difficile à assurer, car les nécessaires contacts qui doivent exister entre un accusé et son conseil risquent de manquer ou d'être des plus réduits. Il demeure qu'il est toujours possible de « challenger » les éléments de preuve produits par le procureur. La lecture qu'un défenseur peut et sait faire d'un dossier est loin d'être obligatoirement la même que celle qu'effectuent le procureur et les conseils des victimes.

Enfin, il va de soi qu'en cas d'arrestation ultérieure la première condamnation sera anéantie et qu'un nouveau procès, « *corps*

Ce sont bien ces valeurs de « *care* » exprimées par Kamala Harris auxquelles Taylor Swift donne son appui. Avec son colistier Tim Walz, la candidate démocrate assume à la fois un changement culturel, souligné par la présence même de cette candidate (femme et racisée, comme si cela allait de soi), et un positionnement populaire, voire populiste – un terme qui ne fait pas peur aux politiques états-uniens.

Le slogan de Kamala Harris, « *We are not going back* », c'est-à-dire tourner la page, aller de l'avant, pourrait s'appliquer à l'histoire culturelle du présent. Elle assume ainsi avec le progressisme radical une forme de populisme, terme qui, en américain, n'est pas que péjoratif. Dans cette langue, il renvoie également à une défense du citoyen ordinaire comme porteur de valeurs et pouvoir démocratiques.

Bien sûr, cela paraît difficile de défendre aujourd'hui le populisme dans sa version la plus néfaste, celle qui est associée à des tendances autoritaires voire fascisantes, Donald Trump le premier. Mais n'oublions pas que Barack Obama se revendiquait populiste et déniait ce titre à Trump, l'accusant de s'accaparer une étiquette qui ne lui revenait pas – et que Joe Biden l'a assumé pour sa politique économique.

Accepter la puissance politique de la culture populaire nous invite à analyser notre refus du populisme. Sans tomber dans un « populisme de gauche » groupusculaire qui n'a jamais pu convaincre, ne serait-il pas temps de reconsidérer ensemble le populaire et le populisme ? Et de se demander si le rejet réflexe du populisme par la classe politique qui se veut démocratique et sa condescendance envers le populaire ne sont pas devenus des verrous pour la démocratie ? ■

Sandra Laugier est professeure de philosophie à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne. Elle a dirigé l'ouvrage collectif « Les Séries. Laboratoires d'éveil politique » (CNRS Éditions, 2023)

présent », devra se dérouler au plus vite. Oui, cette démarche sera difficile à mettre en œuvre et elle suppose des modifications de textes. Mais elle est possible si l'on veut s'en donner la peine.

Au demeurant, elle s'impose : les victimes doivent en effet pouvoir s'exprimer au cours d'une audience publique. Le leur refus revient à faire bien peu de cas de leurs souffrances. L'histoire exige qu'un récit « judiciaire » rende compte, mieux que ne le font les médias, des crimes qui se commettent et de la réaction judiciaire qu'ils suscitent. S'indigner et condamner verbalement ne suffit pas. La justice pénale internationale, en laquelle il faut continuer à croire, doit sans attendre faire la preuve de son efficacité et rendre des décisions. C'est ce que l'on attend d'elle. ■

Bruno Cotte est président honoraire de la chambre criminelle de la Cour de cassation, ancien président de chambre de première instance à la Cour pénale internationale (CPI) ; Catherine Mabillet est avocate à la cour d'appel de Paris. Elle a été conseil du premier accusé traduit devant la CPI ; François Roux est avocat à Montpellier, ancien chef du bureau de la défense au Tribunal spécial pour le Liban (La Haye)



# L'INVISIBLE

Longtemps dénigrées, les croyances en l'existence d'autres matérialités sont devenues un nouveau champ d'études pour les chercheurs en sciences sociales, qui pointent les limites du matérialisme ambiant

## HISTOIRE D'UNE NOTION

Tout est sensible! Et tout sur ton être est puissant», s'exclamait l'écrivain Gérard de Nerval (1808-1855) dans son recueil *Les Chimères*. En 2024, la réalisatrice italienne Alice Rohrwacher pose au centre de la narration de son film *La Chimère* ce qu'elle définit comme «l'épave d'un héros romantique»: un magnétiseur guidant un groupe de pilliers de tombes dans l'Italie des années 1980. Même titre, même sujet, mais le rapport à ces forces telluriques invisibles a évolué, passant des poètes oniriques et des salons ésotériques au cinéma.

Une trajectoire qui illustre l'intérêt croissant autour de la notion de «mondes invisibles». Dans sa définition traditionnelle, l'«invisible» – emprunté au bas latin *invisibilis* – est «le domaine de ce qu'on ne peut voir ni percevoir nettement, de ce qui échappe à la connaissance sensible» (*Dictionnaire de l'Académie française*). Cette notion rejoint l'allégorie de la caverne de Platon: selon lui, il existerait derrière

la matérialité apparente du monde une autre réalité, à laquelle l'être humain n'a pas accès.

De fait, la volonté de dévoiler l'invisible, d'entrer en connexion avec lui, structure quasiment tous les systèmes de croyance. «Certaines réalités dont témoignent des fidèles, comme le divin et les esprits, dépassent l'ordre du visible et de l'être, souligne ainsi le philosophe Mohamed Amer Meziane, auteur d'*Au bord des mondes* (Vues de l'esprit, 2023). Il n'y a pas seulement des mondes, mais aussi ce qui se trouve à leurs bords: des surmondes – comme les dieux ou les anges – et des réalités intermédiaires, comme les lieux des rêves.»

Longtemps méprisées au nom du rationalisme, ces croyances en l'existence de mondes invisibles sont remises sur l'établi de sociologues, d'anthropologues ou de philosophes qui entendent les prendre au sérieux. «Loin de rejeter le rationalisme au nom de l'invisible, je défends l'idée qu'il existe plusieurs rationalités. La raison n'est pas seulement la technoscience aujourd'hui dominante: un autre modèle de rationalité est possible», défend Moha-

LA VOLONTÉ  
DE DÉVOILER  
L'INVISIBLE,  
D'ENTRER EN  
CONNEXION AVEC  
LUI, STRUCTURE  
QUASIMENT TOUS  
LES SYSTÈMES  
DE CROYANCE

med Amer Meziane. Des pratiques censées permettre d'entrer en contact avec ces mondes invisibles existent depuis la nuit des temps: invocations, prières, rites, sorcellerie, magnétisme, astrologie, médiumnité...

L'invention de la photographie, au XIX<sup>e</sup> siècle, témoigne aussi du désir de rendre l'invisible visible: des médecins tentent de capter une trace matérielle des rêves de leurs patients, tandis que des passionnés du paranormal entendent mettre en évidence la présence de fantômes, relate l'anthropologue Grégory Delaplace dans son dernier essai, *La Voix des fantômes* (Seuil, 268 pages, 22 euros).

### Le corps comme instrument de dialogue

Dans son ouvrage *Retour du monde magique* (La Découverte, 2023), la sociologue Fanny Charrasse prend pour champ de recherche les histoires de vie de personnes devenues magnétiseuses – ici, un commandant de police, une responsable qualité et un éducateur sportif ayant quitté leur emploi pour se consacrer à cette activité. «Je parle d'un retour du monde magique, analyse la sociologue, dans la mesure où la pratique était considérée comme illégale par l'Etat jusqu'aux années 1980.»

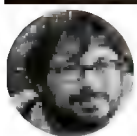
Car, comme le souligne l'anthropologue Chloé Pretesacque, autrice de l'essai *Faillies et Fuites* (Editions Magicité, 56 pages, 11 euros), sur la radiesthésie, «le principe des sciences modernes est la vue: on peut voir loin avec Galilée, on peut voir près avec les microscopes, donc tout ce qui ne peut pas être vu est considéré comme fallacieux et dangereux». Au contraire, magnétiseurs et sourciers utilisent leur corps comme instrument de dialogue avec l'invisible dans un «régime perceptif qui est plus ouvert», affirme-t-elle.

Dans la lignée de la poétesse et militante américaine Audre Lorde (1934-1992), la chercheuse estime que face au matérialisme ambiant, les radiesthésistes introduisent «la possibilité d'un rapport plus érotique au monde». En ce sens, le film d'Alice Rohrwacher est également une critique féministe du matérialisme par les forces de l'invisible, comme l'affirme sa réalisatrice: «Lorsque le matérialisme triomphe, il n'y a plus rien de sacré, les choses restent des choses.»

Si le désir d'un rapport avec l'invisible est passé à travers les mailles de la rationalité moderne et séculière, il souffre encore aujourd'hui de son ancien «conflit d'ontologisation», explique Fanny Charrasse, c'est-à-dire de l'opposition entre «les partisans du "ça existe vraiment" et ceux qui disent que ce n'est que de l'imagination (...), du placebo». Pour autant, la place du placebo dans la médecine est précisément à l'étude, tout comme les pouvoirs de l'imagination sur l'être humain, qui sont de plus en plus pris en considération dans la culture occidentale.

De telles pratiques, qui peuvent néanmoins flirter avec le charlatanisme, continuent de faire régulièrement l'objet d'appel à la prudence, notamment de la part de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes). Si bien que l'approche critique demeure de mise, comme le pointe le philosophe Camille Riquier dans son essai *Nous ne savons plus croire* (PUF, 2023): «Déçu par trois siècles de rationalisme auquel nous avons trop demandé, notre siècle n'est à nouveau plus si sûr de ce qu'il croit ni de ce qu'il sait.» Au risque de faire de nous des êtres «follement crédules». ■

BEATRICE LATINI



CHRONIQUE | PAR JEAN-BAPTISTE FRESSOZ

## Le mythe de l'âge d'or perdu du nucléaire

Le dernier numéro de la revue *Entreprises et histoire* («Le nucléaire civil», n° 114, 236 pages, 30 euros) apporte un éclairage bienvenu sur les déboires qu'a connus l'industrie nucléaire française, entre les surcoûts de l'EPR, l'abandon du réacteur Astrid et la disponibilité réduite du parc durant l'hiver 2022. Ces échecs ont été imputés aux errements de l'Etat, qui, après les heures glorieuses du «plan Messmer» (1974), serait devenu pusillanime et sans vision; un «canard sans tête», déclarait récemment un haut-commissaire à l'énergie atomique. En cause également: les gouvernements socialistes, qui auraient sacrifié la filière pour une alliance avec les écologistes. Ces récits ne résistent pas à l'examen historique.

Frédéric Garcias et Stéphanie Tillet montrent que le récit décliniste actuel se construit par contraste avec le «plan Messmer», supposé âge d'or d'une unité des élites mobilisées pour un projet national. Ce récit enchanté néglige les difficultés qu'a traversées le plan, menacé à plusieurs reprises par «la rigueur» budgétaire, sous les gouvernements de Raymond Barre puis la présidence de François Mitterrand. Il oublie aussi les débats féroces quant au rythme de construction des réacteurs. Les auteurs rappellent qu'en construire cinquante en vingt ans devait nécessairement créer «un effet falaise» quarante ans plus tard, comme si «le plan avait tout prévu, sauf sa propre fin».

Les déboires du nucléaire depuis les années 1990 reflètent en fait sa «normalisation». La construction européenne, la libéralisation du marché de l'énergie, les pressions de Bruxelles pour faire disparaître les monopoles, la création d'Areva, qui entre en concurrence avec EDF à l'export: tout cela contribue à faire d'EDF une entreprise comme les autres, que l'Etat privatise partiellement en 2005. En pleine surcapacité productive, le projet voulu par Nicolas Sarkozy de lancer un seul EPR, «une tête de série sans série», paraît aberrant aux cadres d'EDF, qui an-

ticipent les surcoûts liés à l'absence de perspective de long terme et donc de base industrielle solide. EDF était devenu avant tout un exploitant livrant ses bénéfices à l'Etat actionnaire et s'occupant principalement de maintenance et de sûreté.

### Fragilisation

C'est précisément ce travail de maintenance que Léna Masson étudie dans son article «Quand la direction Production nucléaire d'EDF devient un "nœud de contrats"». Elle montre comment, à partir des années 1990 et surtout après 2000, les relations contractuelles avec les sous-traitants sont devenues le cœur du travail de la direction de la production nucléaire. En 1984, l'Etat fixe des objectifs financiers à EDF, ce qui conduit à développer la sous-traitance. En 1991, un «Institut du management» est créé, visant à développer la culture commerciale au sein d'EDF. Dans les années 2000, les plans de réduction des dépenses rognent sur la masse salariale et les formations. En 2005, à l'occasion de son entrée en bourse, EDF supprime 6 000 emplois.

Les années 2010 sont marquées par une «frénésie de la contractualisation». La sous-traitance change de nature. Au lieu d'entreprises en quasi-monopole sur leurs segments, bénéficiant de contrats récurrents, fidélisant des employés et développant des compétences, EDF pousse à leur mise en concurrence. Le *contract manager* fait son apparition, qui applique systématiquement les pénalités prévues par les contrats. Selon l'autrice, cette contractualisation extrême a fragilisé «les collectifs de travail et finalement la réalisation d'un travail de qualité essentiel dans une industrie à risques».

A la lecture de ce numéro spécial d'*Entreprises et histoire*, on comprend qu'il ne sert à rien d'invoquer les mânes de Messmer pour espérer relancer la filière, tant le contexte historique a changé, avec, en premier lieu, la division par dix ou plus du prix des renouvelables. Ces articles soulignent aussi un paradoxe: la droite française promeut une technologie qui a pourtant pâti des politiques de désengagement de l'Etat, de privatisation et d'ouverture à la concurrence: bref, des politiques dont elle se fait pourtant par ailleurs la porte-voix. ■

Jean-Baptiste Fressoz est historien, chercheur au CNRS

## CES ARBUSTES QUI CACHENT LA FORÊT



LA VIE SOCIALE DES HAIES. ENQUÊTE SUR L'ÉCOLOGISATION DES MŒURS, de Léo Magnin, La Découverte, 224 pages, 22 euros

### LIVRE

Le point de départ de *La Vie sociale des haies. Enquête sur l'écologisation des mœurs* (La Découverte, 224 pages, 22 euros) est un constat: la nécessité de préserver les haies pour des raisons environnementales (protection de la biodiversité, stockage du carbone...) s'est progressivement imposée jusqu'à faire, en apparence, consensus. «Il y a quelques dizaines d'années à peine, un agriculteur percevait des aides publiques pour détruire une haie; aujourd'hui, le même acte l'expose à des sanctions financières», rappelle le sociologue Léo Magnin dans son ouvrage.

Pour comprendre ce qui a changé, ce chargé de recherches au CNRS et membre du Laboratoire interdisciplinaire sciences innovations sociétés recense les traces de «requalification» des haies, soit ces situations où les valeurs associées au bocage se sont modifiées. Cela peut être l'adoption d'une définition réglementaire, une nouvelle méthode de cartographie, mais aussi l'expres-

sion de l'intérêt d'un paysan pour ces arbres. Léo Magnin s'intéresse tout autant aux dimensions historique, économique et géographique que sociale ou technique, en s'appuyant sur des sources riches et variées.

### Numérisation

A partir de tous ces indices, il démontre à quel point le processus d'«écologisation» des haies est complexe et confus. Il en révèle les paradoxes, voire les contradictions. Le sociologue rappelle que si le gouvernement a décidé de protéger ces clôtures végétales en 2015, c'est en raison de contraintes budgétaires européennes plus que pour répondre à des impératifs écologiques. La définition même des haies, restrictive, a été prise pour satisfaire différents intérêts, sans justification environnementale ni scientifique.

Un des chapitres est sidérant: Léo Magnin y décrit l'échec de «l'énorme chantier» de la numérisation des haies. A l'heure de la télédétection et de l'automatisation, ce sont souvent des sous-traitants étrangers, travailleurs du clic, qui

doivent déterminer si ce qu'ils voient sur leur écran est bien une haie. Outils inadaptés, tâtonnements... Le sociologue compare ce fiasco à celui de la construction du réacteur nucléaire de Flamanville (Manche): c'est dire! Pire, cette numérisation s'est effectuée in fine au détriment de l'environnement en créant de nouvelles possibilités de contourner le droit, puisqu'une haie qui n'est pas numérisée n'est pas protégée.

Surtout, cette enquête décrit bien en quoi la haie est éminemment politique. Léo Magnin redoute que, sous ses atours d'objet consensuel, elle ne soit en réalité que «l'idiote utile de l'agriculture industrielle»: planter arbres et arbustes apparaît comme une action écologique «positive» ancrée à l'échelle locale, aisément mise au crédit des élus... mais qui n'implique pas de changement de comportement et ne bouscule en rien le modèle agricole dominant. Le consensus autour des haies apparaît finalement très superficiel, ce qui explique sans doute pourquoi elles continuent de disparaître. ■

PERRINE MOUTERDE

Dilemme | PAR SERGUEI



LES DÉBOIRES DE LA FILIÈRE  
DEPUIS LES ANNÉES 1990  
REFLÈTENT EN FAIT  
SA «NORMALISATION»





GÉOPOLITIQUE | CHRONIQUE

PAR SYLVIE KAUFFMANN

OTAN: l'invitation tant attendue par Zelensky

Comme si la campagne pour l'élection présidentielle du 5 novembre aux Etats-Unis n'était pas assez surréaliste, il a fallu que l'homme arrêté dimanche 15 septembre, parce qu'il rôdait, armé d'un fusil d'assaut, sur le terrain de golf où Donald Trump se livrait à son sport favori, se révèle être un partisan acharné des Ukrainiens dans leur guerre contre la Russie, au point d'avoir essayé de s'engager – en vain – dans leurs rangs.

Cela peut paraître anecdotique aux Américains, qui n'en sont plus à un rebondissement près. Pour les Ukrainiens, c'est une difficulté supplémentaire dans un paysage politique américain incertain et pourtant crucial pour l'issue d'une guerre qui les saigne à blanc. Cette issue se fait de plus en plus pressante. « Conclure cette guerre est une nécessité pour nous, relevait le président Volodymyr Zelensky, le 13 septembre, à Kiev, en ouvrant la conférence Yalta European Strategy. Vladimir Poutine, lui, n'a pas besoin d'y mettre fin. »

Le lendemain, à la même tribune, un homme à la carrure imposante, la barbe grise et le cheveu ras, ne dit pas autre chose, mais avec ses mots à lui: « Nous savons nous battre, mais nous sommes fatigués... En fait nous sommes épuisés depuis déjà un moment. Nous n'avons pas le droit de nous arrêter. Il faut nous aider. » Officier ukrainien, Serhii Varakine commande l'unité de drones de la 58<sup>e</sup> brigade. Il parle de la guerre, des Russes qu'il ne peut « pas considérer comme des frères après ce qu'il a vu », puis, soudain, il parle de lui: « Je ne me suis pas arrêté depuis 2016. J'ai 44 ans, je devrais avoir une famille, des enfants, prendre des photos de barbecue au lieu de prendre des photos du front... » Et là il se tait, parce que les larmes lui montent aux yeux. Comme elles sont montées un peu plus tôt aux yeux d'un solide quadragénaire en treillis, Pavlo Palissa, commandant de la 93<sup>e</sup> brigade mécanisée, lorsqu'il a évoqué la perte de ses hommes.

Aller plus loin

Il faut en finir, mais pas à n'importe quel prix. Au bout de deux ans et demi de combats de haute intensité, les dirigeants ukrainiens peuvent se targuer de tenir tête à un envahisseur réputé si puissant, mais ils appréhendent la guerre sans fin. L'incursion opérée depuis le 6 août en territoire russe, dans la région de Koursk, leur a regonflé le moral à court terme en montrant qu'ils étaient capables de reprendre l'initiative.

Il faut maintenant aller plus loin, fournir encore un effort militaire majeur, frapper un grand coup pour faire pression sur la population russe et son président, et amener celui-ci à négocier la fin de la guerre. D'où cette insistance incessante pour que les alliés occidentaux récalcitrants – à Washington, principalement – autorisent Kiev à utiliser leurs armes pour frapper en profondeur en territoire russe. Puisque les alliés de l'Ukraine affirment vouloir l'aider à être en position de force au moment de négocier, il est temps de joindre le geste à la parole.

POUTINE NE MANIFESTANT AUCUNE DISPOSITION À UNE VRAIE NÉGOCIATION, L'OBJECTIF DE LA PAIX RESTE HYPOTHÉTIQUE

LE PRÉSIDENT UKRAINIEN VEUT ARRACHER À BIDEN, AVANT SON DÉPART, UNE INVITATION À L'UKRAINE À REJOINDRE L'ALLIANCE ATLANTIQUE

Zelensky veut aussi être stratégique. Le président ukrainien suit l'élection présidentielle américaine et les intentions des deux candidats, Kamala Harris et Donald Trump, sur le sort de son pays. Il n'a pas envie de se faire imposer un règlement dont il ne veut pas et cherche plutôt à s'insérer dans le débat américain. Il a donc un « plan de paix » et il a un « plan de la victoire », qu'il va bientôt aller soumettre à Washington au président Joe Biden, aux deux candidats et au Congrès. Selon une source proche du dossier, le « plan de paix », comme son nom l'indique, doit mener au rétablissement de la paix. Le deuxième plan vise à rendre l'Ukraine plus forte une fois la paix agréée.

L'obsession d'éviter l'escalade

Vladimir Poutine ne manifestant aucune disposition à une vraie négociation, l'objectif de la paix reste très hypothétique. Ce que Zelensky veut arracher à Biden avant qu'il quitte la Maison Blanche, en janvier 2025, c'est une invitation à l'Ukraine à rejoindre l'OTAN à la fin de la guerre. Car plus les alliés de Kiev promettent de « garanties de sécurité » pour l'avenir, plus les Ukrainiens sont convaincus d'une chose, que résume parfaitement leur ami et chef de la diplomatie lituanienne, Gabrielius Landsbergis: « La seule garantie de sécurité est celle de l'article 5 », sur lequel repose la défense collective de l'OTAN.

Le problème, juge-t-on à Kiev, c'est que Joe Biden, homme de la guerre froide, est arc-bouté sur l'idée que l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN mènerait à la troisième guerre mondiale. Et que son héritage est justement d'avoir réussi, en aidant l'Ukraine de manière mesurée, avec l'obsession d'éviter l'escalade, à éviter la troisième guerre mondiale. Son entourage serait plus souple sur la question. « La décision repose sur Joe Biden », assurait, vendredi 13 septembre, Zelensky. Il aura peut-être tiré espoir d'une phrase de Jake Sullivan, le conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche, interrogé samedi à la même conférence: « Le président Biden est décidé à mettre à profit les quatre mois [qui lui restent] pour placer l'Ukraine dans la meilleure position. »

Et si cela ne marche pas? Alors, assurent les Ukrainiens, « nous continuerons, en fabriquant notre propre matériel ». Conscients des difficultés des Européens à produire l'équipement militaire dont ils ont besoin, ils vantent l'innovation et la créativité dont eux-mêmes ont fait preuve dans la production de drones, et font passer un nouveau message: l'Ukraine a remis sur pied son industrie de la défense; ce qui lui manque, c'est le financement pour la faire tourner comme la Russie fait tourner la sienne.

« Si l'Union européenne allouait 20 % de son budget Ukraine à la production militaire en Ukraine, cela changerait la donne », promet l'ex-ministre des affaires étrangères Pavlo Klimkin. Peut-être, aussi, le moral des commandants Varakine et Palissa. ■

LES TROIS DÉFIS DE LA NOUVELLE COMMISSION EUROPÉENNE

ÉDITORIAL

Par-delà les péripéties de dernière minute, la composition de la nouvelle Commission européenne dévoilée mardi 17 septembre reflète trois tendances: l'autorité de sa présidente, Ursula von der Leyen, l'évolution des rapports de force entre Etats membres au sein de l'Europe et, parallèlement, la montée des forces politiques de droite confirmée par les élections au Parlement européen de juin.

Si elle a échoué à obtenir la parité dans ce collège, qui ne comporte finalement que onze femmes sur vingt-sept commissaires, l'ancienne ministre de la défense d'Angela Merkel n'a rien à envier aux « hommes forts » dans la manière dont elle a abordé ce deuxième mandat. L'épisode, peu glorieux pour la France, qui a abouti à l'éviction de

Thierry Breton, dont elle ne voulait pas en raison de leur inimitié personnelle, et son remplacement in extremis par le plus docile Stéphane Séjourné, a illustré sa capacité à tenir tête au président d'un des deux plus importants Etats de l'Union sans gratitude particulière pour les services rendus.

De manière générale, la présidente s'est attachée à évincer les personnalités les plus remuantes. Il est important qu'elle construise maintenant une relation efficace avec le nouveau président du Conseil européen, le Portugais Antonio Costa.

Issue elle-même d'un parti démocrate-chrétien, la CDU allemande, M<sup>me</sup> von der Leyen a à sa main un collège de commissaires dominé par la droite – treize d'entre eux émanent du groupe de centre droit, le Parti populaire européen. Signe de temps inquiétants, elle a dû intégrer des représentants de l'extrême droite, l'Italien Raffaele Fitto, du parti Fratelli d'Italia, vice-président exécutif, et l'Autrichien Magnus Brunner, de l'ÖVP, qui gèrera la question migratoire.

Une autre réalité est celle de l'influence montante des pays d'Europe centrale et orientale, dans le contexte de la guerre russe en Ukraine, comparée à l'affaiblissement relatif de celle de l'Allemagne et de la France. La Pologne en bénéficie en décrochant le poste crucial de commissaire au budget. Les pays baltes ont la haute main sur la politique extérieure et la sécurité: l'Estonienne Kaja Kallas succède à l'Espagnol Josep Bor-

rell et le Lituanien Andrius Kubilius se voit confier le nouveau portefeuille de la défense, dont le périmètre reste à définir.

La France pour sa part perd un commissaire qui, derrière ses turbulences, affichait un excellent bilan européen. Paris fait valoir qu'il a obtenu en échange non seulement un poste de vice-président exécutif mais aussi un portefeuille capital au périmètre particulièrement étendu, la stratégie industrielle, qui reflète l'ambition de souveraineté européenne portée par Emmanuel Macron.

Sur le papier, c'est vrai. Mais, à Bruxelles, les personnalités comptent. La pratique dira si M. Séjourné, qui connaît bien la machine européenne mais découvre les domaines économique et industriel, saura s'imposer face aux commissaires aguerris qu'il est censé superviser comme Valdis Dombrovskis, chargé de l'économie, et Maros Sefcovic, chargé du commerce, et composer avec la vice-présidente espagnole, Teresa Ribera, poids lourd politique, responsable de la transition écologique et réputée antinucléaire. Il devra aussi se défaire de l'image de courroie de transmission du président Macron.

Le pari est risqué. A la lumière de l'immense défi d'investissements et la perte de compétitivité exposés par le récent rapport de Mario Draghi, il faut vivement espérer qu'il réussisse, pour l'Europe bien plus encore que pour la France. ■

Le FESTIVAL DU Monde 80 ans

20 | 21 | 22 SEPTEMBRE

67/69 avenue Pierre-Mendès-France | Paris 13<sup>e</sup>

DANSE, THÉÂTRE ET DÉCOUVERTES

VENDREDI 20 SEPTEMBRE

17H – 17H30 : PERFORMANCE  
Collages/Ravages, le hip-hop déconstruit

17H45 – 18H30 : PERFORMANCE  
Swan Lake Solo

19H – 20H : PERFORMANCE  
Maracuja, jazz brésilien voyageur

20H – 21H : PERFORMANCE  
Entrez dans le cercle ! Initiation à la breakdance

20H – 21H : ATELIER  
Dégustation de vin – Mettre Bordeaux en cocktail

20H30 – 22H30 : SPECTACLE  
Le Grand Quiz du « Monde »

21H30 – 00H : PERFORMANCE  
Dj Club 2050

SAMEDI 21 SEPTEMBRE

10H30 – 12H30 : PARCOURS  
Un quartier, quatre gares

12H – 13H : ATELIER

Dégustation de vins – La fraîcheur bordelaise

13H – 13H30 : PERFORMANCE  
« La première fois que Le Monde a écrit... »

14H – 16H : PARCOURS  
Les lieux de tournage dans le 13<sup>e</sup> arrondissement

14H – 17H : ATELIER  
« Tête en l'air » : quand « Le Monde » devient un cerf-volant !

15H – 16H : ATELIER  
Dégustation de café – Boira-t-on encore du café en 2050 ?

18H30 – 19H30 : SPECTACLE  
Samba, bossa nova, forro : Maicé célèbre la musique populaire brésilienne

18H30 – 19H30 : ATELIER  
Dégustation de vin – Le nouvel imaginaire bordelais

20H – 20H45 : PERFORMANCE

Yael Naim en concert piano voix

20H30 – 22H30 : SPECTACLE  
Le Grand Quiz du « Monde »

21H – 00H : PERFORMANCE  
La Pop Party de DJJG

DIMANCHE 22 SEPTEMBRE

10H30 – 12H : ATELIER  
Dans les archives des Unes du « Monde »

10H30 – 12H30 : PARCOURS  
Prêts à plonger dans la Seine en 2025 ?

11H – 12H30 : ATELIER  
Avec le service Vidéo

12H30 – 13H30 : ATELIER  
Dégustation de vin – Concevoir aujourd'hui le bordeaux de demain

13H – 13H30 : PERFORMANCE  
« La première fois que Le Monde a écrit... »

14H – 17H : ATELIER

« Tête en l'air » : quand « Le Monde » devient un cerf-volant !

14H30 – 15H30 : ATELIER  
Dégustation de café – Boira-t-on encore du café en 2050 ?

16H30 – 18H : ATELIER  
Nos vies bas carbone

18H – 18H30 : PERFORMANCE  
Les dompteurs de cercle : explorations autour de la roue Cyr

18H30 – 19H30 : ATELIER  
Dégustation de vin – Les seconds vins, plaisir à petit prix

20H – 22H : PERFORMANCE  
La fièvre électro du dimanche soir

20H30 – 22H : SPECTACLE  
Enregistrement en direct du podcast « Le Goût de M »

Retrouvez la programmation complète sur Festival.lemonde.fr



Programme & inscription sur Festival.lemonde.fr



Outbrain



Tetra Pak



Vins de Bordeaux





QUI CHERCHE L'ORANGE  
RETROUVE LE FAUBOURG







## Immobilier Un long chemin vers la reprise

Avec la baisse du coût du crédit et des prix un peu plus abordables qu'il y a quelques années, le secteur pourrait enfin sortir de la crise amorcée en 2022, selon les professionnels. Mais cela dépendra aussi des décisions du nouveau gouvernement

PAGES 2 À 7



ILLUSTRATIONS : QUENTIN FAUCOMPRE

### Qui croire ?

#### Editorial

**L**es professionnels de l'immobilier ont repris confiance avec la baisse des taux des crédits, observée depuis le début de l'année. Même s'ils ne reviendront pas de sitôt aux niveaux historiquement bas qu'ils ont touchés au début des années 2020, les taux en recul permettent de redonner un peu de pouvoir d'achat à ceux qui veulent acquérir un logement. Cependant, la détente constatée n'efface pas la brutale hausse depuis 2022. Et la diminution des prix dans certaines zones ne compense pas le renchérissement du coût de l'argent depuis la période – anormale – où il était possible d'emprunter sur vingt ans à... 0,5 %. Résultat, le marché s'est grippé. Le nombre de transactions devrait se

contracter de plus d'un tiers en 2024, par rapport au record de l'année 2021. Les vendeurs ne veulent pas renoncer aux prix qu'ils pouvaient espérer il y a encore deux ans, surtout lorsqu'ils ont contracté un prêt immobilier à des taux nettement inférieurs à ceux d'aujourd'hui. Les acheteurs, quant à eux, espèrent que la baisse globalement modeste des prix va se poursuivre, ce qui leur permettra de financer aux conditions actuelles le bien de leur rêve. Si l'on en croit les professionnels (agents immobiliers, courtiers en crédit, notaires...), cette période se termine. Avec la baisse des taux qui va se poursuivre dans les prochains mois, les acheteurs ont retrouvé le chemin des agences immobilières, et les vendeurs sont

prêts à concéder des remises pour vendre leur bien, particulièrement quand ils y sont contraints. La légère remontée des prix observée çà et là témoignerait de la fin de la crise qu'a connue le secteur ces derniers trimestres. **Incertitudes politiques** Ce mouvement va-t-il perdurer ? « Nous ne voyons aucun signe de reprise du marché immobilier dans l'immédiat », tranche Boris Intini, directeur général de PraxiFinance, un cabinet qui monétise les biens immobiliers. D'autres experts se montrent plus optimistes. Côté taux, la détente va se poursuivre. Cependant, l'annonce, le 12 septembre, de l'assouplissement de la politique monétaire de la Banque centrale européenne,

par Christine Lagarde, présidente de l'institution monétaire, n'a pas donné d'indication précise sur le rythme des baisses à attendre d'ici à la fin de l'année, et il faudra probablement attendre décembre pour un nouveau mouvement. Côté prix, la demande est là, mais l'offre un peu moins, ce qui plaide pour la fin de la baisse. Cependant, d'autres paramètres sont à prendre en compte. D'abord, la situation politique. Faut-il s'attendre à un alourdissement de la fiscalité pour les bailleurs ou des mesures de relance seront-elles prises ? Car ce qui pourrait conditionner l'évolution du secteur immobilier, c'est la situation économique. Et, de ce côté-là, beaucoup de clignotants sont passés à l'orange. ■

JOËL MORIO



# IMMOBILIER

## Vers la fin de la crise ?

Après des mois de marasme, les professionnels de l'immobilier se veulent optimistes, mais le neuf et l'investissement locatif sont toujours en difficulté



Un chiffre est scruté jour après jour par les professionnels de l'immobilier : le nombre de transactions cumulées sur l'année. Selon les projections du site d'annonces SeLoger comme celles des notaires, on enregistrera un peu moins de 800 000 ventes en 2024, à comparer aux 1,2 million de 2021 et aux 875 000 en 2023. Le constat est simple : les acheteurs ont déserté le marché de l'immobilier en raison de la hausse des taux d'intérêt, en 2022, qui a réduit leur pouvoir d'achat. En 2022 et 2023, les banques ont également hésité à prêter, alertées sur le taux d'endettement des ménages par le Haut Conseil de stabilité financière (HCSF). Enfin, « les acheteurs ont horreur des incertitudes. La situation politique, budgétaire et fiscale actuelle les incite à la prudence », explique Fabrice Lombardo, responsable de l'immobilier chez Swiss Life Asset Managers.

De leur côté, les vendeurs ont aussi suspendu leurs projets. Plutôt que de baisser leurs prix, ils n'ont mis en vente que contraints et forcés, en cas de décès, de divorce ou de déménagement. Cette situation a tout de même abouti à une baisse des prix. Les notaires estiment que cette dernière a été de 1,5 % au premier trimestre 2024 partout en France, qui s'ajoute à 1,8 % au quatrième trimestre 2023. Sur l'année 2023, dans certains secteurs,

notamment les grandes villes et l'Ile-de-France, les biens immobiliers ont perdu entre 8 % et 10 %. Fait marquant : Paris a subi sa plus forte baisse de prix depuis le début du siècle avec un recul de 14 % depuis juillet 2020, dépassant le recul de 7,4 % observé lors de la crise financière de 2008. Les prix moyens se sont stabilisés au-dessous de la barre fatidique des 10 000 euros le mètre carré.

En cet automne 2024, quelques timides signes de reprise se font sentir, « même si nous ne sommes pas encore tout à fait sortis du marasme », prévient Olivier Princivalle, président de la Fédération nationale de l'immobilier (Fnaim) du Grand Paris. Les incertitudes politiques actuelles et les difficultés budgétaires sont notamment montrées du doigt par M. Princivalle comme un des freins possibles. « Pour l'instant, il faut rester prudents. L'amélioration est récente et on ne sait pas si elle va se confirmer », complète Yannick Borde, directeur général du réseau ProCivis, spécialiste du logement abordable. Les notaires se montrent également réservés, soulignant que l'attentisme perdure.

**Le pouvoir d'achat reste en retrait de 7 mètres carrés par rapport à janvier 2022, quand les taux étaient plus bas**

Pourtant, depuis plusieurs mois, les agents immobiliers assurent constater un plus grand intérêt du public, avec un nombre croissant de visites et d'offres aboutissant à des ventes. « Nous avons eu un bon mois de juillet, quinze jours début août plutôt calmes, puis une bonne fin de mois », témoigne, par exemple, Yann Jéhanno, président du groupe Laforêt. Même constat pour le réseau IAD, dont le directeur général, Olivier Descamps, affirme qu'il a réalisé de belles performances cet été. Un sursaut à confirmer, qui est d'abord dû à l'amélioration de la solvabilité des acheteurs grâce à la baisse des taux des crédits immobiliers.

« Une diminution du taux de 3,85 % à 3,5 % permet d'améliorer son budget de 7 000 à 8 000 euros », énonce Régis Sébille, responsable des analyses du site d'annonces Bien'ici. Son homologue SeLoger estime, pour sa part, que les ménages peuvent acheter 4 mètres carrés supplémentaires grâce à la récente diminution du coût du crédit. Cependant, le pouvoir d'achat reste toujours en retrait de 7 mètres carrés par rapport à janvier 2022, quand les taux étaient beaucoup plus bas.

Des impressions de reprise confirmées par les chiffres parus début septembre. Selon le baromètre Les prix immobiliers (LPI)-IAD, les prix des logements recommencent à monter dans 65 % des grandes villes. Et ce rebond concerne aussi Lyon et Paris, bien qu'à un rythme modéré de 1 %. Les prix augmentent également dans 33 % des villes moyennes, contre 23 % en juin. Une reprise encore hésitante, de 0,6 % sur un an en moyenne, mais avec des hausses non négligeables de l'ordre de 4 % à 5 % dans des villes comme Amiens ou Béziers (Hérault). En Ile-de-France, au deuxième trimestre 2024, les notaires du Grand Paris estiment qu'on s'oriente vers une stagnation des prix plutôt qu'une baisse.

Ce début de sortie de crise ne concerne pas tous les secteurs de l'immobilier. L'investissement locatif tarde à redémarrer, après un quasi-blocage en 2023. Les premières causes de cette situation : les banques ont resserré l'accès au crédit pour ce type de projets et la hausse des taux d'intérêt a éloigné les investisseurs. « Les perspectives ne sont pas encourageantes, notamment en raison des contraintes liées à la rénovation énergétique », observe Eric Allouche, directeur exécutif d'Era Immobilier France. Les débats sur la fiscalité des locations meublées et les réticences des propriétaires, qui craignent d'avoir du mal à récupérer leur logement en cas d'impayé, sont également des obstacles.

### Du neuf au prix de l'ancien

Autre secteur très en difficulté : le logement neuf. La fin annoncée en décembre 2024 de l'investissement locatif freine les transactions. A cela se sont ajoutées les difficultés de solvabilité des acheteurs, le neuf étant plus cher que l'ancien. La Fédération des promoteurs immobiliers explique que le nombre de logements vendus au détail a diminué de près d'un quart (22,5 %) entre le deuxième trimestre 2023 et le deuxième trimestre 2024. Les bailleurs sociaux qui achètent actuellement en bloc sont les principaux clients des promoteurs. Quant aux acteurs institutionnels (banques, assurances...), à qui les pouvoirs publics avaient demandé de revenir sur le marché pour loger les ménages, ils font pour l'instant la sourde oreille. En 2023, seuls 57 689 logements neufs ont été vendus à des particuliers, contre 92 380 en 2022. Tandis que le nombre de ventes de logements neufs à des investisseurs se monte à 20 760 en 2023, contre 41 206 en 2022.

Les professionnels du secteur ont beau rappeler au gouvernement que « quand le bâtiment va, tout va », la sortie de crise risque de se faire attendre en raison de la situation politique. Une partie des promoteurs a baissé ses prix, mettant parfois le neuf au prix de l'ancien, mais cela ne suffit pas à relancer la demande. Ces baisses sont d'ailleurs très inégales selon le secteur. Les prix ont augmenté de façon importante à Aix-Marseille (+ 11,8 %, passant de 4 992 euros à 5 580 euros le mètre carré) entre le deuxième trimestre 2023 et le deuxième trimestre 2024. Reims, Le Mans, Le Havre (Seine-Maritime) voient également des hausses de prix de l'ordre de 9 % sur un an. Mais ils baissent partout ailleurs, comme à La Rochelle (- 4 %) ou à Bordeaux (- 7,2 %).

Enfin, grande surprise de ces derniers mois : le succès des passoires thermiques. Avec leurs prix moins élevés que le reste des biens et des décotes qui peuvent atteindre 20 %, « elles sont notamment achetées par des primo-accédants qui ont l'intention de réaliser les travaux plus tard », observe Pierre Evrard, directeur associé de Synergie, un intermédiaire dans le financement de la rénovation énergétique. Selon le portail immobilier GoFlint, les passoires thermiques (notée F ou G) se vendent 1,7 fois plus vite qu'une habitation notée A ou B, alors que tout le monde prévoyait que ces logements seraient invendables. ■

NATHALIE COULAUD

## En Ile-de-France, la tendance reste à la baisse

Dans la capitale, la chute des prix ralentit, mais la reprise ne semble pas encore d'actualité dans l'ensemble de la région

Depuis le record de novembre 2020, les prix dans la capitale ont connu une baisse historique : - 14,1 %. Mais une fragile reprise semble déjà s'amorcer et devrait se confirmer ces prochains mois, si l'on en croit les professionnels. Meilleurs Agents affirme, par exemple, que les prix ont renoué avec une - très légère - hausse (+ 0,5 %) ces trois derniers mois. Néanmoins, ils restent au-dessous de la barre des 10 000 euros le mètre carré dans de nombreux arrondissements, si bien que beaucoup de vendeurs ont modifié leurs projets. L'observatoire Guy Hoquet L'Immobilier constate ainsi que le nombre de logements en vente à Paris a subi un net recul de 8,9 % au premier semestre contre + 7,2 % sur l'ensemble du territoire.

Seuls les secteurs les plus prestigieux, qui restent attractifs pour la clientèle étrangère et où les prix se situent toujours au-delà de 14 000 euros, ont vu l'offre continuer d'augmenter depuis un an : + 0,5 % dans le 5<sup>e</sup> arrondissement et jusqu'à 11,7 % de hausse dans le 6<sup>e</sup>. En cette rentrée, le baromètre LPI-IAD indique que douze arrondissements de la capitale affichent des prix moyens supérieurs à 10 000 euros le mètre carré. C'est le cas de l'hypercentre (1<sup>er</sup> arrondissement) et du 11<sup>e</sup>. Tandis que, dans les 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> arrondissements, le mètre carré est tombé entre 8 800 et 9 600 euros. Lorsque l'on cherche à acheter, viser ces quartiers agréables à habiter peut être une bonne option pour profiter de prix moins élevés que les années précédentes. Pour un budget plus restreint, les secteurs les plus in-

téressants restent les 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements avec un prix compris entre 7 700 et 9 400 euros le mètre carré. En revanche, les arrondissements les plus chers (6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup>) demeurent inaccessibles à la majeure partie des ménages, au-dessus de 14 000 euros le mètre carré. Les prix atteignent même 16 620 euros le mètre carré autour des Champs-Élysées (8<sup>e</sup>).

La Fnaim estime que l'ensemble des villes d'Ile-de-France ont vu les prix de l'immobilier baisser de 5,9 % sur un an, pour atteindre une moyenne de 6 056 euros le mètre carré pour les appartements et de 3 967 euros le mètre carré pour les maisons. Cependant, la région reste très hétérogène : à Créteil, le prix moyen se situe à un peu plus de 4 000 euros le mètre carré (en baisse de 1,9 % ces trois derniers mois), tandis que, dans une ville comme Neuilly-

sur-Seine (Hauts-de-Seine), il faut déboursé près de 12 000 euros le mètre carré. Cet écart est même de un à quatre pour les villes de la grande couronne.

### Partir pour construire

La région peine à retenir les ménages. Domexpo, qui organise des expositions de maisons, indique, dans son enquête de septembre, que les Franciliens sont désormais 41 % à quitter la région pour construire, contre 29 % en 2019. Le foncier plus cher et moins disponible qu'ailleurs est la principale cause avancée. L'Oise, l'Eure-et-Loir ou l'Eure sont les départements les plus plébiscités, mais un quart de ces ménages vont vers l'arc atlantique, et 11 % choisissent la Méditerranée.

Toutefois, dans une partie des villes proches de Paris, les prix recommencent à

monter, comme à Montreuil, en Seine-Saint-Denis (+ 1,4 % en trois mois), à Courbevoie, dans les Hauts-de-Seine (+ 1,3 %), à Saint-Maur-des-Fossés, dans le Val-de-Marne (+ 1,6 %), ou à Asnières-sur-Seine, dans les Hauts-de-Seine (+ 2,4 %). A Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), Neuilly-sur-Seine ou Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne), la hausse est inférieure à 1 %. Et, à Créteil ou dans les Hauts-de-Seine, à Boulogne-Billancourt, à Colombes, à Rueil-Malmaison et à Levallois-Perret, un acheteur peut encore bénéficier d'une baisse des prix, même si la tendance pourrait s'inverser très vite. Le baromètre LPI-IAD de septembre observe que les ventes ont progressé de 10 % ces derniers mois en Ile-de-France, qui bénéficie largement du retour d'acheteurs plus aisés. ■

N.CO.



# Investissez dans Pierre.

Un conseiller dédié vous accompagne à chaque étape de votre crédit immobilier. Profitez de taux bas et d'une réponse de principe immédiate 100 % en ligne.\*



Télécharger  
l'application :



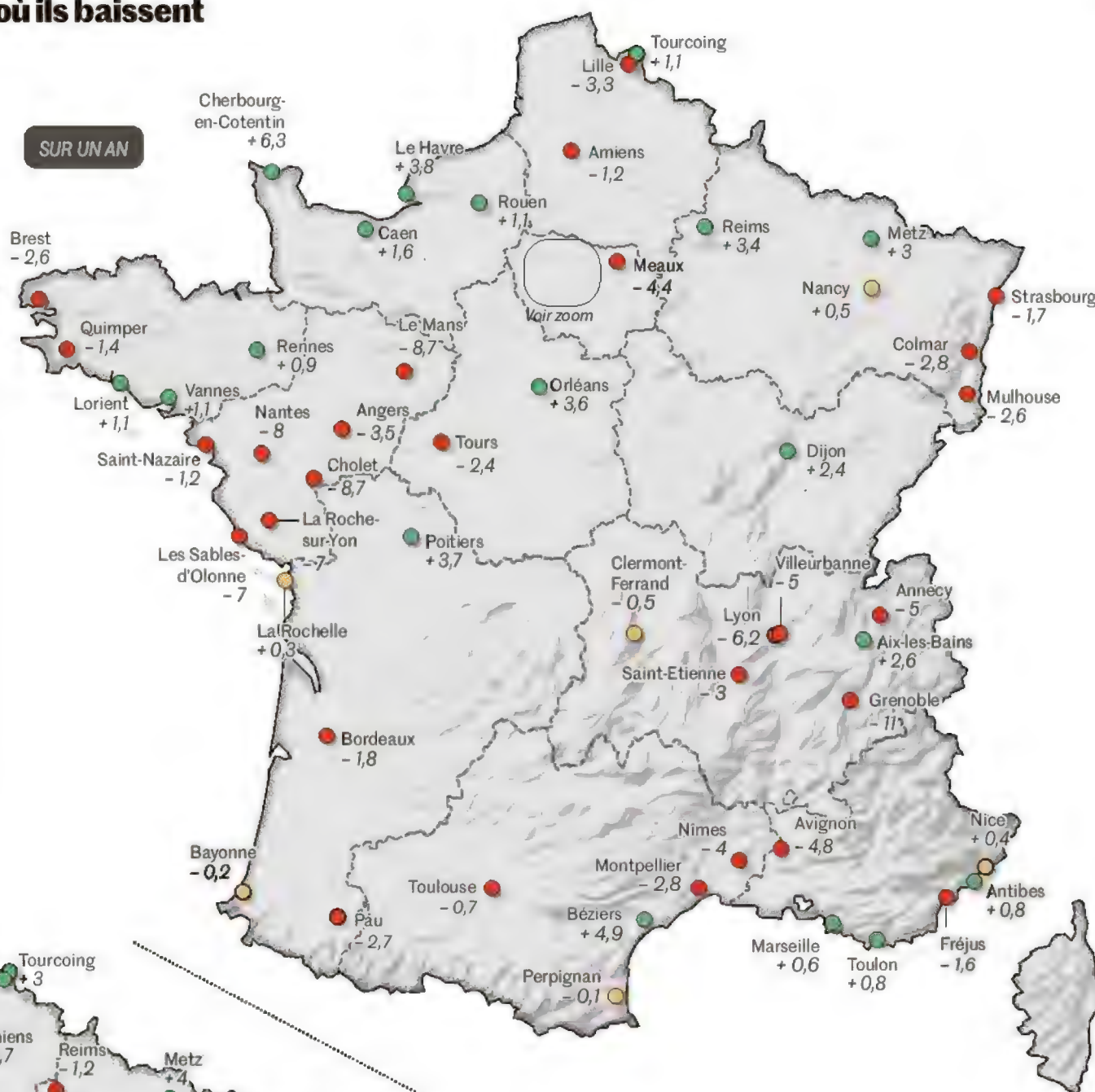
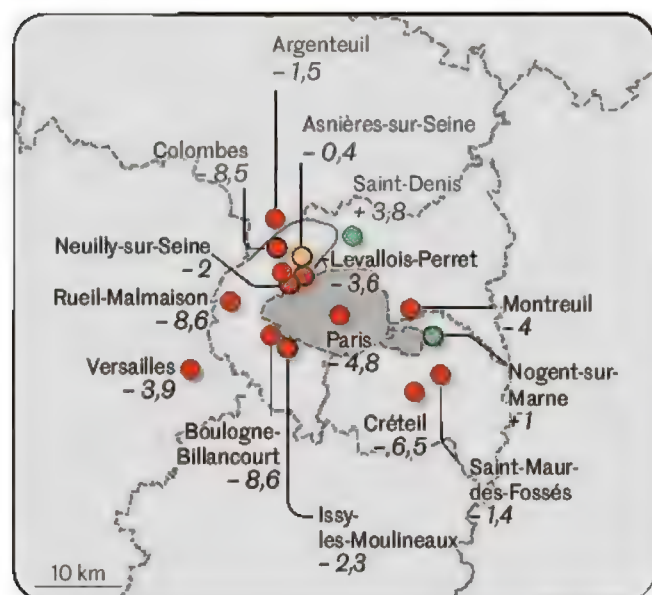
\*Sous réserve d'éligibilité. Obtention d'une proposition de financement de principe immédiate suivie d'une réponse définitive après étude du dossier. Montant minimum pour réaliser un dossier de financement fixé à 100 000 €. L'emprunteur dispose d'un délai de réflexion de 10 jours et la vente est subordonnée à l'obtention du prêt. Si celui-ci n'est pas obtenu, le vendeur remboursera les sommes versées. Boursorama est une marque de Boursorama, prêteur. **BUZZMAN** BOURSORAMA – Société Anonyme au capital de 53 576 889,20 € – RCS Nanterre 351 058 151 – TVA 69 351 058 151 – 44, rue Traversière 92100 Boulogne-Billancourt.



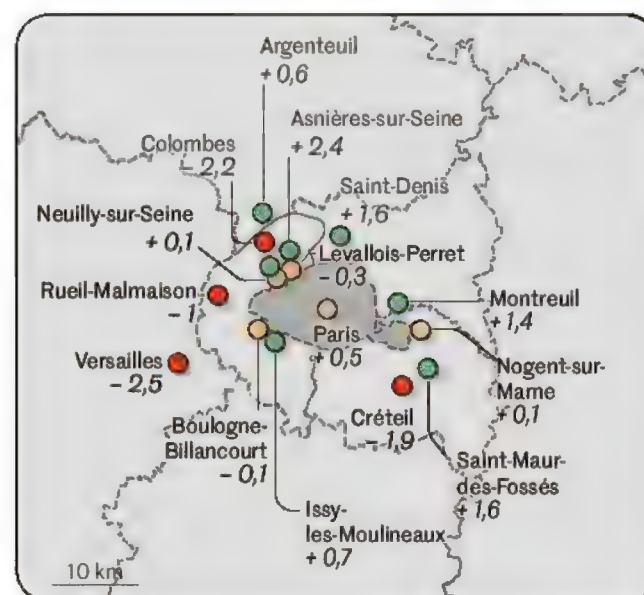
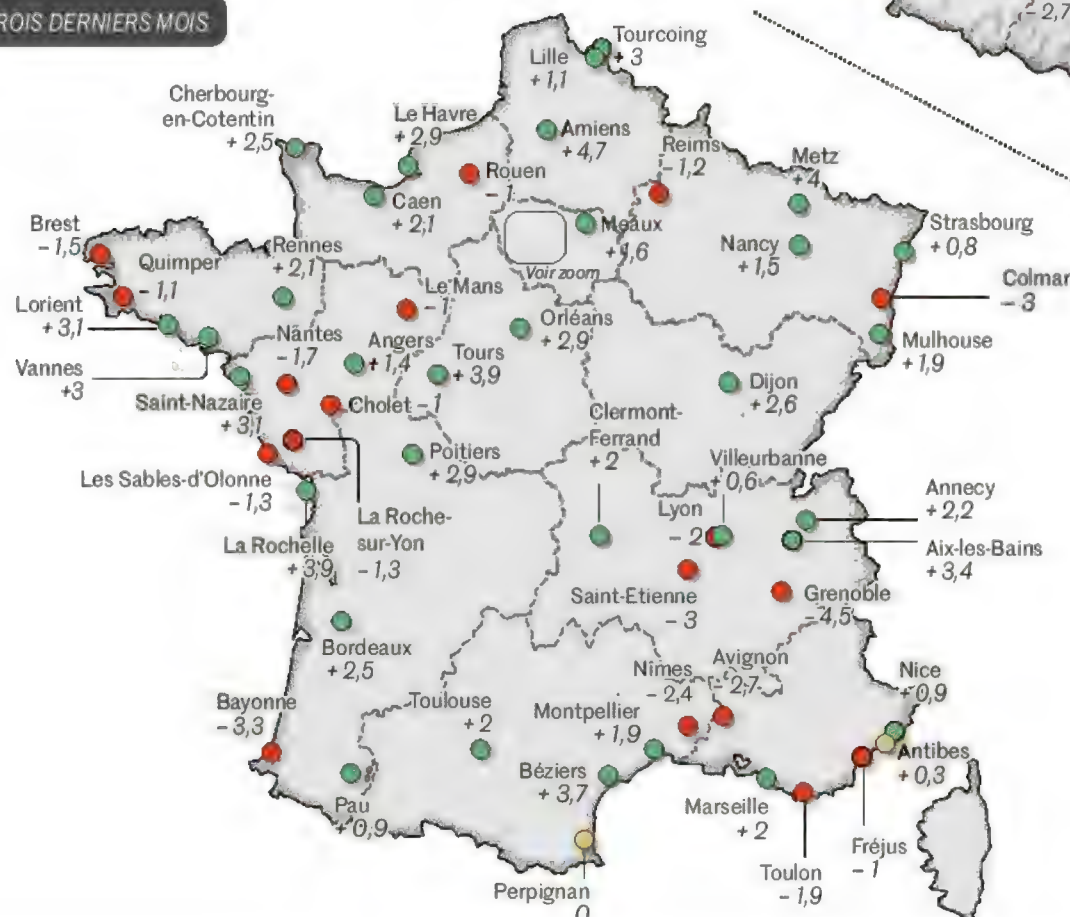
## Les villes où les prix montent et celles où ils baissent

Classement des villes selon l'évolution des prix de l'immobilier, en %

- Ville où les prix montent
- Ville où les prix baissent
- Ville où les prix stagnent (inférieure ou égale à 0,5 %)



SUR LES TROIS DERNIERS MOIS



Infographie : Le Monde • Sources : Fnaim (juin 2024) ; Meilleurs agents (1<sup>er</sup> septembre 2024)

# Les prix de l'immobilier ville par ville

Alors que plusieurs grandes métropoles restent orientées à la baisse, sur les littoraux, le marché se montre plus dynamique

**A**près des années difficiles pour le marché de l'immobilier, marquées par la hausse des taux d'intérêt et la baisse des prix, les premiers signes d'une reprise se font sentir. Mais cette tendance reste incertaine et les contrastes sont forts, même au sein d'une même région.

Parmi les métropoles, certaines voient une légère remontée des prix, alors que d'autres baissent encore. Lyon appartient à la deuxième catégorie, avec une baisse de 6,2 % sur un an, selon Meilleurs Agents. Le baromètre LPI-IAD et la Fnaim indiquent même une baisse de 9 %. Les plus beaux arrondissements affichent des prix aux alentours de 5 000 euros le mètre carré. Pour investir à des prix plus abordables, on peut choisir les 5<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> arrondissements, autour de 4 000 euros le mètre carré. Nantes (-8 % sur un an et -1,7 % sur ces trois derniers mois) ou Grenoble (-11 % sur un an et -4,5 % sur ces trois derniers mois) font aussi partie des métropoles où les prix continuent de baisser.

Après des années d'une stagnation commencée bien avant la crise de 2022, les métropoles de Bordeaux et de Toulouse voient, elles, les prix se redresser ces trois derniers mois. A Toulouse, où

les prix avaient peu diminué en 2023 (-0,7 %), la hausse est de 2 %. Même chose pour Bordeaux avec une hausse de 2,5 % (-1,8 % sur un an). Lille, Strasbourg ou encore Nancy et Metz sont également à la hausse, de l'ordre de 1 % à 4 %.

Les écarts de prix restent importants entre ces métropoles : il faut compter 2 711 euros le mètre carré à Rouen, mais plus de 5 000 euros le mètre carré à Nice. Pour Michel Mouillart, porte-parole du baromètre LPI-IAD, les prix ne sont pas toujours le reflet de la qualité de vie sur place. Ces différences s'expliquent plutôt par le potentiel de développement économique des territoires et les revenus des ménages qui y vivent.

Le littoral n'a pas été totalement épargné par le ralentissement, mais la demande reste forte

et le marché est dynamique, notamment en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Selon l'observatoire Guy Hoquet, au premier semestre 2024, les mises en vente ont été très nombreuses (+19,2 %) et le prix du mètre carré a continué d'augmenter (+4,7 %), pour atteindre près de 5 500 euros.

### Le Languedoc reste abordable

Cannes (Alpes-Maritimes), Nice et Marseille sont toujours en hausse, alors que les biens à vendre ont été nombreux : +23 % à Nice ou +11,4 % à Marseille au premier semestre. La cité phocéenne reste cependant l'une des plus abordables parmi les grandes villes (un peu moins de 4 000 euros le mètre carré contre 7 000 euros à Cannes), mais avec de fortes disparités entre les différents quartiers. Il faut s'éloigner de la côte, comme à Avignon, pour que les prix marquent le pas (-2,7 %) sur les trois derniers mois, selon Meilleurs Agents. En bord de mer, on peut aussi viser la côte languedocienne, avec Béziers (Hérault) à 2 000 euros le mètre carré, Montpellier (en hausse de près de 2 % ces derniers mois à un peu moins de 4 000 euros le mètre carré) ou, plus loin, Perpignan, avec des prix moyens d'un peu moins de 2 000 euros le mètre carré.

En Nouvelle-Aquitaine, les villes côtières continuent d'afficher des prix en hausse, malgré une offre abondante. La Rochelle voit le nombre de mises sur le marché augmenter de 17,7 % en un an, quand la valeur des biens approche les 5 000 euros le mètre carré. Biarritz (Pyrénées-Atlantiques) suit les mêmes tendances, à +15,3 % de mises en vente et 9 169 euros le mètre carré en moyenne. Mais la ville atteint peut-être un palier, avec une baisse de 3,3 % ces derniers mois. Au Pays basque, il n'y a guère que Bayonne (Pyrénées-Atlantiques) pour les budgets plus serrés, mais il faut tout de même compter plus de 5 000 euros le mètre carré. Enfin, en Bretagne, après des mois de demande intense, la situation se calme un peu. Rennes voit toujours ses prix augmenter de 2,1 % ces derniers mois, au-delà de 4 500 euros le mètre carré. A Brest, les prix sont désormais de 2 390 euros le mètre carré.

Plus haut sur la côte, la crise ne se manifeste pas non plus : « Nous avons récemment fait des ventes record pour des résidences secondaires à Honfleur ou à Deauville [Calvados] », témoigne Richard Tzipine, directeur général des agences Barnes, spécialisées dans le haut de gamme. ■

NATHALIE COULAUD



# En 2025, il n'y aura plus de loi Pinel. Bonne nouvelle, on est toujours en 2024.

Derniers jours pour profiter de la loi Pinel

Les experts immobiliers d'Angle Neuf et les conseillers LCL vous aident à profiter de l'avantage fiscal de la loi Pinel en vous accompagnant de l'acquisition d'un bien jusqu'à son financement.

ANGLE



NEUF

Filiale immobilière



# LCL

Ma vie. Ma ville. Ma banque.



Rejoignez-nous sur @LCL



\* LCL Élu Service Client de l'Année 2024 - Catégorie Banque de réseau pour les particuliers - Étude BVA - Viséo CI - Plus d'infos sur [escda.fr](https://escda.fr).

Offre de prêt sous réserve d'acceptation de votre dossier par LCL agissant en qualité de prêteur. L'emprunteur dispose d'un délai de réflexion de 10 jours suivant la réception de l'offre avant de l'accepter. Si le prêt est destiné à financer une acquisition, la vente est subordonnée à l'obtention du prêt : si celui-ci n'est pas obtenu, le vendeur doit rembourser à l'acquéreur les sommes versées.

ANGLE NEUF, SAS au capital de 1 000 000 €, Filiale Immobilière LCL Immatriculée sous le numéro 510539018 RCS PARIS Siège social : 19 boulevard des Italiens 75002 PARIS. Carte professionnelle de transaction n° CPI 7501 2018 000 033 363 de Transaction sur Immeuble sans maniement de fonds, délivrée le 1<sup>er</sup> Juillet 2024 par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris et valable jusqu'au 30 juin 2027. Prêteur : Crédit Lyonnais - SA au capital de 2 037 713 591 € - SIREN 954 509 741 - RCS Lyon - Société de courtage d'assurance immatriculée au registre des intermédiaires en assurance sous le numéro ORIAS : 07001878 - Siège social : 18 rue de la République, 69002 Lyon - Pour tout courrier : LCL, 20, avenue de Paris, 94811 Villejuif Cedex.





# Reprise en vue pour l'investissement locatif

Les banques sont plus enclines à prêter aux investisseurs qu'il y a quelques années, et il y a de nouveau des affaires à saisir

**L**e coup de frein a été brutal. En 2022, avec la hausse des taux d'intérêt et les difficultés d'accès au crédit, les investisseurs ont déserté le marché immobilier. « *L'investissement locatif représentait entre 25 % et 30 % des achats avant 2022, et on se situe en dessous de 20 % à l'heure actuelle* », observe Yann Jéhanno, président du réseau d'agences Laforêt. Les professionnels de l'immobilier blâment également les contraintes qui s'accumulent pour les propriétaires bailleurs et les découragent, comme l'encadrement des loyers dans une partie des grandes agglomérations, qui réduit la rentabilité. C'est aussi le cas du retrait programmé des logements énergivores du marché locatif. Les loyers des logements F et G sont bloqués depuis le 24 août 2022 et, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, les logements les plus énergivores (au-delà de 450 kilowattheures par mètre carré et par an, parfois dits « G + ») ne sont plus considérés comme décents.

Dès janvier 2025, les appartements ou maisons classés G ne pourront plus être reloués, puis ce sera le tour des étiquettes F en 2028, avant celui des logements classés E en 2034. « *Il a été question de revoir le*

**Il faut une semaine en moyenne pour trouver un locataire, soit quatre jours de moins qu'il y a quelques années**

*calendrier, mais tous les acteurs de l'immobilier sont unanimes pour dire qu'il faut rénover les logements énergivores, et il est probable que le calendrier reste en place* », explique Yannick Borde, directeur général du réseau Proclivis. Par ailleurs, la fin du dispositif d'investissement locatif Pinel, qui offrait un avantage fiscal en échange d'un loyer abordable et d'une période de location longue, a incité les investisseurs à désertir le neuf, alors qu'aux plus belles années du cadre Duflot-Pinel, un logement neuf sur deux était vendu en vue de le louer.

## Pas de vacance à craindre

Pourtant, tout n'est pas négatif pour les bailleurs : « *La demande locative n'a jamais été aussi forte, et, mécaniquement, les loyers ont augmenté, sauf dans les villes où ils sont encadrés* », rappelle Souheil Yansi, cofondateur des Secrets de l'immo, conseil en investissement immobilier. Il faut une semaine en moyenne pour trouver un locataire, soit quatre jours de moins qu'il y a quelques années. Et les loyers ont grimpé de façon spectaculaire entre 2018 et 2023 dans certains secteurs pourtant peu tendus,



comme la Charente-Maritime, la Saône-et-Loire ou le Lot-et-Garonne, où la hausse a été de 21 % en 2023, selon l'observatoire des loyers Clameur.

Dans certaines villes plus importantes, comme Rouen (+ 9 %), Brest (+ 7 %) ou encore Metz (+ 6 %), la hausse a également été marquée. « *La pénurie locative qui était autrefois cantonnée aux plus grandes villes est maintenant générale et freine même le recrutement, tant on a du mal à se loger là où on a trouvé un emploi* », regrette Yannick Borde, confronté à la situation en tant que maire de Saint-Berthevin (Mayenne). Les propriétaires bailleurs peuvent donc se lancer sans craindre la vacance locative. « *On peut tabler sur des rentabilités nettes de l'ordre de 3 % à 5 % par an si on réalise un investissement locatif bien choisi* », annonce Pierre-Emmanuel Jus, directeur délégué de Maslow.immo, spécialiste de l'investissement locatif.

La rentabilité est également améliorée du fait de la baisse des prix de l'immobilier

ces derniers mois. Il y a d'ailleurs des affaires à faire pour les investisseurs en cette période. Pierre-Emmanuel Jus conseille de viser les villes en périphérie des grandes agglomérations pour éviter les contraintes tout en bénéficiant de leur dynamisme et des transports en commun : « *A Lyon, on peut viser Meyzieu [Rhône], à Bordeaux, ce sera Pessac [Gironde], ou Blagnac [Haute-Garonne], pour Toulouse* », conseille M. Jus. C'est aussi le moment d'acheter dans le neuf. Pour Olivier Princivale, président de la Fnaim du Grand Paris, il faut profiter des remises importantes consenties par les promoteurs. L'avantage est que le logement bénéficiera d'équipements récents et sera performant sur le plan thermique.

## Succès des passoires thermiques

Dans l'ancien, à l'inverse, le plus intéressant est d'acheter des passoires thermiques décotées et de réaliser des travaux. « *Il faut bien choisir sa copropriété : celle-ci doit être bien tenue, car agir au niveau de*

*l'immeuble est plus complexe et incertain que d'intervenir dans l'appartement* », conseille Souheil Yansi. Encore faut-il avoir les reins solides et être en mesure de convaincre son banquier.

De manière générale, les banques ont recommencé à accorder des crédits aux investisseurs, mais elles sont de plus en plus vigilantes sur l'étiquette énergétique du logement et vérifient que l'acheteur est bien en mesure de payer les travaux. Une fois l'achat réalisé, il faudra encore prendre un certain nombre de décisions pour améliorer la rentabilité de son investissement, notamment celle de louer vide ou meublé. Cette dernière solution permet de bénéficier de meilleures conditions fiscales, avec la possibilité d'amortir le logement. L'investissement locatif est donc devenu un domaine technique. Qui veut s'y essayer devra estimer la tension locative du secteur visé et calculer la rentabilité du bien. Pour cela, mieux vaut être conseillé et épaulé. ■

NATHALIE COULAUD

## Vendeurs : fixer le juste prix

**D**es acheteurs très informés qui regardent le marché à la loupe et ont visité un grand nombre de biens : voilà ce à quoi il faut s'attendre lorsqu'on est vendeur. « *Ces derniers temps, les acheteurs qui se présentaient étaient sérieux et arrivaient avec un budget validé. Surestimer le prix d'un bien en espérant le vendre un peu cher ne passe plus* », affirme Pierre-Emmanuel Jus, fondateur de la plate-forme d'investissement Maslow.immo. Même si le marché devenait un peu moins favorable aux acheteurs, une maison avec travaux à 400 000 euros alors qu'on trouve des biens équivalents à 300 000 euros ne recevra pas la moindre visite, ou bien les vendeurs se verront offrir une somme très basse par rapport à leurs espérances.

La difficulté est d'estimer le prix au plus juste, c'est-à-dire sans brader, mais à un niveau qui intéresse des acquéreurs. « *C'est le moment de passer par un professionnel aguerré et d'écouter ses conseils* », propose Olivier Descamps, directeur général d'IAD France. Mais une partie des vendeurs, restés sur

les prix élevés de ces dernières années, n'arrivent à se résigner, quitte à renoncer à vendre.

Réussir sa vente est également une question de positionnement. « *A Orléans, les primo-accédants ne peuvent généralement pas mettre plus de 200 000 euros. Pour un budget supérieur, il faut être sûr que le bien est en bon état et suffisamment attractif pour des personnes ayant plus de moyens* », indique Hugues Simon, directeur Val-de-Loire-Sologne chez Safti's. Compte tenu des nombreux paramètres à considérer, il est difficile d'estimer son bien tout seul ou même avec des outils en ligne. Passer par un agent immobilier qui est implanté depuis longtemps dans le secteur est préférable.

## Plusieurs avis

Les agences ayant pignon sur rue peuvent être intéressantes, mais des mandataires comme IAD, Propriétés-privées.com, Safti, Capifrance, Optimhome peuvent également être contactés. En cas de doute, il est préférable d'obtenir plusieurs avis pour être sûr de ne pas se tromper. « *Attention à l'agent immo-*

*bilier qui veut prendre le mandat, mais qui connaît mal le secteur et les acquéreurs potentiels de la ville et propose un prix trop alléchant. Ils existent encore* », prévient Eric Allouche, directeur exécutif d'ERA Immobilier France. Dans le cas où les estimations de deux agents seraient contradictoires, il est conseillé d'en obtenir une troisième.

L'avantage de passer par un agent immobilier est qu'il bénéficie d'un fichier de clients dont les capacités financières sont vérifiées. Il est, en effet, difficile d'avoir le réflexe de demander les preuves de la solvabilité de l'acheteur, alors que pour les professionnels, cela doit relever de la routine. Enfin, en cette période où les biens à vendre sont abondants, l'état du logement ne doit pas être négligé. Entre deux maisons des années 1980, dont le marché regorge, celle dont les peintures ont été refaites, le jardin entretenu, la salle de bains et la cuisine remises au goût du jour se vendra mieux. Un logement en mauvais état n'aura pas de visite, ou les vendeurs se verront proposer des offres agressives. ■

N. CO.

## Acheteurs : de belles opportunités

**E**n 2023 et début 2024, le marché immobilier était très favorable aux acheteurs.

Tout d'abord, ils étaient moins nombreux, alors que le choix de biens à vendre était beaucoup plus large. « *Les annonces étaient en augmentation de 40 % au deuxième trimestre 2023 par rapport à la même période en 2019, dernière année stable avant le Covid* », indique Régis Sébille, responsable des analyses du site d'annonces Bien'ici. Les acheteurs avaient également plus de temps pour se décider, puisque les biens à vendre se sont écoulés moins vite. Le temps de diffusion des annonces est au plus haut sur les cinq dernières années, avec une moyenne de 84 jours en septembre, soit 3,5 jours de plus par rapport à ce qu'on observait au deuxième trimestre 2024 et 7 jours de plus qu'à l'été 2023.

Enfin, les prix, en baisse, étaient également favorables aux acheteurs. Rappelons que Paris a subi sa plus forte baisse de prix depuis le début du siècle (- 14,1 % depuis 2020) et qu'un grand nombre de villes ont vu le marché ralentir.

« *Mais ne vous attendez pas à ce que les prix chutent de façon importante, notamment en Ile-de-France* », ont estimé les notaires du Grand Paris lors de leur conférence de presse du 10 septembre. Le crédit immobilier repart, ce qui amènera plus d'acheteurs sur le marché. Les biens à vendre seront aussi moins nombreux : les annonces se raréfient, notamment sur les appartements, avec une baisse de 11 % entre l'été 2023 et l'été 2024.

## Valider son budget

Il reste cependant de belles opportunités pour les acheteurs, à condition d'être préparé. Le premier pas est de faire valider son budget par sa banque, par un courtier en crédit ou, mieux encore, de disposer des fonds. « *Un acheteur qui achète sans clause suspensive de crédit dispose d'une belle capacité de négociation* », indique Eric Allouche, directeur exécutif d'ERA France.

Si celle-ci varie fortement en fonction de la région, de l'état du bien et de la volonté du vendeur, le baromètre LPI-iad d'août 2024 indique des marges

de négociation peuvent aller jusqu'à 9 %. En Bourgogne, Limousin, Poitou-Charentes ou encore en Rhône-Alpes, elle est même supérieure à 9 %. C'est en Basse-Normandie qu'elle est la plus faible, avec un taux de 6,8 % pour les appartements et de 5,2 % pour les maisons.

La marge de négociation est particulièrement importante lorsqu'il s'agit d'un logement avec travaux ou énergivore, c'est-à-dire noté F ou G dans le diagnostic de performance énergétique (DPE). Dans ce cas, le portail d'annonces GoFlint indique que la décote peut atteindre 19 % par rapport à un logement économe en énergie. Enfin, un acquéreur bien informé sur le marché est en position de force. Regarder les annonces pour repérer celles qui sont là depuis longtemps ou se renseigner sur la situation d'un vendeur peut être utile. Dans le cas d'une succession, d'un divorce ou tout simplement si le vendeur a jeté son dévolu sur un autre logement et est pressé de vendre, il est également possible de presser la négociation. ■

N. CO.



# L'heure est à la négociation des crédits

Les banques prêtent en moyenne à 3,6 % sur vingt ans début septembre. Mais il est possible d'obtenir une meilleure offre, car les établissements sont à la recherche de clients dans un marché atone

Les bonnes nouvelles se poursuivent sur le front des crédits immobiliers : les emprunteurs obtiennent en moyenne un taux de 3,6 % sur vingt ans début septembre, d'après les courtiers, contre 4,3 % en décembre 2023, d'après l'Observatoire Crédit Logement CSA. Les meilleurs dossiers parviennent à décrocher entre 3,2 % et 3,3 %. « Les banques ont baissé leur barème de 20 points de base en septembre, c'est un bon signal : elles sont prêtes à faire des efforts dans un marché au ralenti », analyse Maël Bernier, la porte-parole de Meilleurtaux. Les derniers mois de l'année seront en effet cruciaux, car les établissements sont en retard sur leurs objectifs commerciaux.

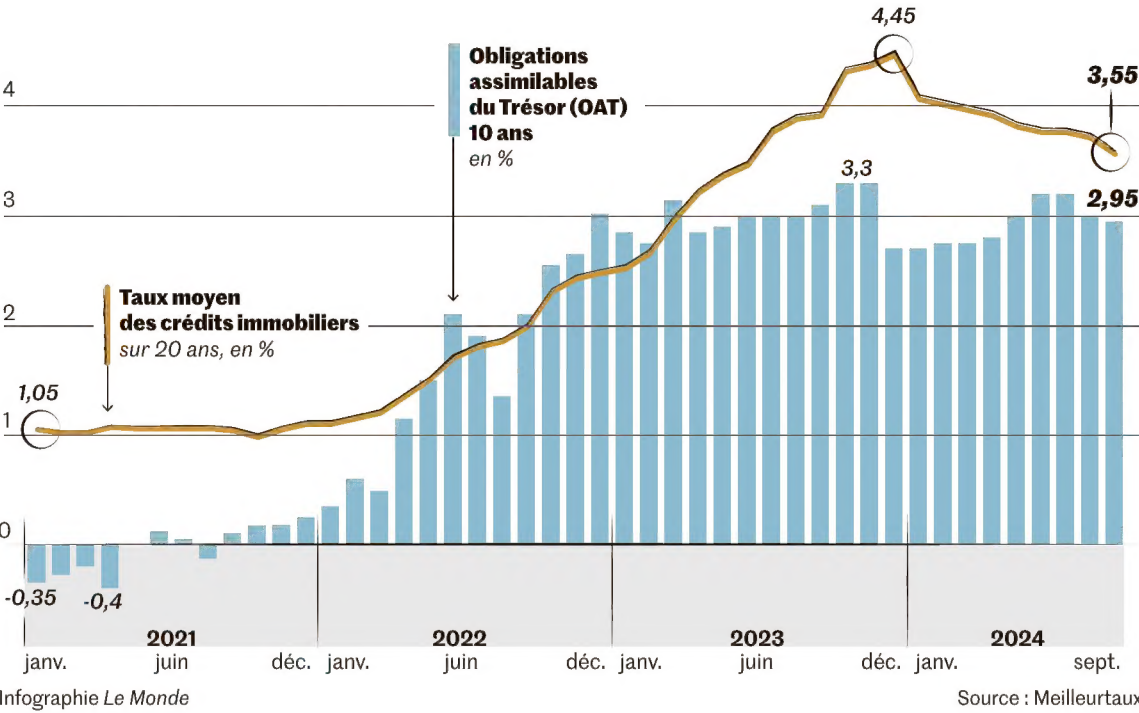
La production de crédit habitation atteint seulement 47,3 milliards d'euros au premier semestre 2023, soit un recul de 36 %. La situation pourrait cependant se redresser, car plusieurs clignotants passent au vert. La Banque centrale européenne (BCE) a ainsi baissé ses taux directeurs une nouvelle fois le 12 septembre, portant le taux de dépôt à 3,50 %, après une première baisse en juin. La décrue de l'inflation devrait permettre à l'institution de continuer sa politique dans les prochains mois, ce qui plaide pour la poursuite de la baisse des taux des crédits immobiliers. De plus, l'emprunt d'Etat de référence pour le mar-

ché français, l'OAT 10 ans, est installé sous les 3 %. « L'OAT 10 ans était encore à 3,5 % en octobre 2023. La baisse de ces derniers mois permet aux banques de réduire le taux de leurs crédits tout en dégageant une marge », ajoute Pierre Chapon, cofondateur de Pretto.

Les conditions de financement vont donc continuer à s'améliorer pour les candidats à l'acquisition. « Les taux moyens sur vingt ans devraient s'orienter vers 3 % à la fin de l'année », estime Caroline Arnould, la directrice générale de Cafpi. L'impact sur le portefeuille des emprunteurs est substantiel : le coût total d'un emprunt de 200 000 euros sur vingt ans est passé de 98 514 euros en décembre 2023, à 4,4 % hors assurance, à 80 854 euros en septembre 2024 (3,6 %) et bientôt à 66 207 euros, lorsque les banques prêteront à 3 %.

**Conserver un peu d'épargne** La balle est dans le camp des emprunteurs, qui peuvent négocier les conditions de leur crédit. « En 2023, plusieurs grandes banques ne voulaient pas prêter. Aujourd'hui, elles sont toutes de retour, les emprunteurs peuvent donc faire jouer la concurrence pour obtenir un meilleur taux », ajoute Pierre Chapon. Encore faut-il avoir des arguments à faire valoir. Le montant de l'apport joue toujours en faveur des emprunteurs. Il est généralement compris entre 10 % et 20 %, même si « certaines banques financent désormais des opérations à 110 %, c'est-à-dire y

**L'OAT 10 ans s'installe sous les 3 %,** permettant aux banques de continuer à réduire le taux de leurs crédits immobiliers



compris les frais de notaire, pour des jeunes acheteurs en province, pour des montants inférieurs à 200 000 euros », précise Maël Bernier. Mieux vaut cependant ne pas consacrer la totalité de son épargne à la constitution d'un apport : les banques voient en effet d'un meilleur

vestie sur un placement mais on proposé par la banque.

**Profil limite** A noter que si de nombreux candidats à l'achat ne parvenaient pas à obtenir un crédit en 2023, la situation est revenue à la normale grâce à la baisse des taux. Certes, les banques scrutent toujours de près le taux d'endettement : les mensualités ne doivent pas dépasser 35 % des revenus nets de l'emprunteur, conformément aux exigences du Haut Conseil de stabilité financière (HCSF). Mais cette règle est plus facile à respecter puisque les taux sont plus faibles. Le courtier Vousfinancer calcule ainsi que la mensualité d'un emprunt de 300 000 euros sur vingt ans est passée de 1 861 euros en septembre 2023, à 4,27 % hors assurance, à 1 737 euros en septembre 2024, à 3,48 %, soit une baisse de 124 euros. Les revenus mensuels nécessaires pour être en mesure d'emprunter cette somme s'élèvent aujourd'hui à 5 263 euros, contre 5 639 euros il y a un an.

Tout n'est pas perdu pour les emprunteurs au profil un peu li-

mite au regard du critère du taux d'endettement, puisque les banques sont autorisées à déroger à la règle à hauteur de 20 % de leurs nouveaux dossiers. Autre possibilité, jouer sur la durée du crédit pour réduire encore leur mensualité. « L'écart de taux entre un crédit sur vingt ans et sur vingt-cinq ans est très faible, de l'ordre de 15 à 20 points de base. Il ne faut pas hésiter à emprunter sur une durée plus longue pour réduire sa mensualité ou pour augmenter sa capacité d'emprunt à mensualité constante », ajoute Sandrine Allonier, la porte-parole de Vousfinancer.

Les emprunteurs à la recherche d'un financement pour leur résidence principale sont donc dans une situation bien plus confortable que fin 2023. « Mais il est encore compliqué d'emprunter pour acheter un bien locatif, et peu d'investisseurs se lancent dans l'aventure », commente Ludovic Huzièvre, cofondateur d'Artémis courtage. Les derniers dossiers sous le régime Pinel, qui s'éteindra le 31 décembre, devront se boucler dans les prochaines semaines pour respecter les délais. ■

AGNÈS LAMBERT

## Des primo-accédants très courtisés

Certains sont tentés de reporter leur achat, le temps d'en savoir plus sur les intentions du gouvernement

Ils ont en moyenne 35 ans, un apport de 42 000 euros et contractent un crédit de 194 000 euros.

Qui sont-ils ? Il s'agit du portrait-robot des primo-accédants, ces particuliers achetant leur résidence principale pour la première fois, réalisé par le courtier Cafpi en juillet. Leur projet concerne une maison dans 62 % des cas. Ces jeunes emprunteurs représentent près de la moitié de la production de crédit immobilier (47,9 %, précisément, en juin), d'après la Banque de France. Mais ils sont aujourd'hui hésitants. « L'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, début juin, a semé le trouble dans l'esprit des primo-accédants, qui attendent désormais d'en savoir plus sur la nouvelle donne politique pour acheter », témoigne Maël Bernier, porte-parole de Meilleurtaux.

L'été a en effet été émaillé d'annonces des diverses formations politiques : le Nouveau Front populaire a plaidé pour l'élargissement du prêt à taux zéro à tous les primo-accédants, sans condition de ressources. Le Rassemblement national voulait lui aussi étendre son champ d'action, tandis que Renaissance souhaitait supprimer les frais de notaire pour les primo-accédants. Quelles seront

les pistes du gouvernement Barnier ? En attendant d'y voir plus clair, la tentation est grande, pour certains, de reporter leur achat. Car s'engager sur vingt-trois ans et six mois – c'est la durée moyenne des crédits pour les primo-accédants, d'après la Banque de France – peut donner le vertige. « Le premier achat immobilier est une opération extrêmement structurante, c'est l'entrée dans l'âge adulte. Attendre n'est pas forcément une bonne solution », juge cependant Pierre de Bühren, le directeur général d'Empruntis.

### Taux bonifié

Au-delà des incertitudes politiques, certains préfèrent aussi patienter le temps d'une nouvelle baisse des taux des crédits immobiliers. « Dès lors qu'on est finançable, c'est-à-dire y

que l'on reste en dessous du taux d'endettement maximum de 35 %, il n'y a pas de raison de reporter son projet de six mois pour gagner quelques points de base sur le crédit, estime Pierre de Bühren. D'autant que les acheteurs peuvent aujourd'hui négocier le prix du bien. Ce ne sera peut-être pas le cas dans quelques mois. » De plus, les banques proposent actuellement des offres spécifiques pour les primo-accédants ou les moins de 35 ans, en particulier les groupes mutualistes comme BPCE et Crédit agricole. « Ils peuvent obtenir une enveloppe allant jusqu'à 20 000 euros à un taux bonifié compris entre 1 % et 3 %, ou encore emprunter sur une durée de trente ans, ou avec peu d'apport », note Sandrine Allonier, porte-parole du courtier Vousfinancer. Par ailleurs, les banques sont à la recherche de ces jeunes clients, en particulier lorsqu'ils sont au début d'une carrière prometteuse, car elles pourront, à terme, leur proposer toute la palette des placements, assurances et services bancaires pour les fidéliser. Elles sont donc prêtes à faire un effort sur le taux.

Autre piste à suivre pour les jeunes acheteurs, la délégation de l'assurance de prêt. Il s'agit de souscrire cette assurance ailleurs que dans la

banque accordant le crédit, afin de réaliser des économies. « A 30 ans, le taux s'élève seulement à 0,10 % en délégation, contre 0,36 % pour l'assurance groupe de la banque. Cela représente en moyenne 15 000 euros d'économies par emprunteur, donc le double pour un couple », précise Astrid Cousin, porte-parole de Magnolia.fr, un courtier spécialisé dans l'assurance-crédit.

### Changement d'assureur

Toutefois, dans la pratique, les banques entraînent des pieds pour accepter la délégation, en particulier dans certaines régions pour les établissements mutualistes. Dans ce cas, l'acheteur peut toujours souscrire l'assurance de sa banque puis, une fois le crédit accordé, engager une procédure de changement d'assureur. Malheureusement, « l'achat immobilier, le crédit et le déménagement sont souvent éprouvants, et les acheteurs sont tentés de renoncer à changer d'assurance une fois qu'ils l'ont souscrite en raison d'une sorte de ras-le-bol administratif », souligne Astrid Cousin. Cela arrange bien les banques, mais les emprunteurs ont tout intérêt à se lancer dans cette opération ». La lassitude ne paie pas. ■

A. LA.

## Lexique

**Apport personnel.** Somme dont l'acheteur dispose déjà pour financer son bien, en complément de l'emprunt bancaire. L'apport provient de l'épargne accumulée au fil du temps (livrets, PEL, assurance-vie, épargne salariale...) et/ou de donations familiales.

**Assurance emprunteur.** Elle protège l'emprunteur en cas d'accident de la vie en prenant en charge le remboursement du crédit. Les principales garanties couvertes sont le décès, la perte totale d'autonomie, l'invalidité et l'incapacité de travail. Elle peut être souscrite auprès de la banque octroyant le crédit ou auprès d'un autre assureur. On parle alors de délégation d'assurance.

**Coût total du crédit.** C'est, en euros, la somme des intérêts du crédit, des frais de dossier, de garantie, de l'assurance emprunteur, etc. Il permet de comparer plusieurs offres, y compris lorsqu'elles affichent des taux d'intérêt et/ou des durées différents.

**Prêt amortissable.** Le crédit immobilier est amorti, c'est-à-dire qu'une fraction du capital emprunté est remboursée chaque mois en même temps que les intérêts, calculés sur le capital restant dû. Le tableau d'amortissement fourni par la banque précise la répartition de chaque mensualité entre intérêts et capital. Par opposition, pour un crédit *in fine*, seuls les intérêts sont remboursés mensuellement, le capital étant, quant à lui, remboursé en une seule fois à l'échéance.

**Taux annuel effectif global (TAEG).** C'est le taux global du prêt, incluant le taux nominal et l'ensemble des frais comme les frais de dossier, de courtage, de garantie, d'assurance emprunteur, etc. Il permet de calculer le coût total du crédit.



# Tom Wesselmann, dans l'ombre de Warhol

/ **MARCHÉ DE L'ART** / Les prix des œuvres de l'artiste américain, exposé à la Fondation Louis Vuitton à partir d'octobre, ne rivalisent pas avec ceux des autres figures du pop art

**L**èvres gourmandes. Papières fardées. Derme rose. L'œuvre tout en chair de l'artiste américain Tom Wesselmann (1931-2004), que la Fondation Louis Vuitton, à Paris, expose à partir du 17 octobre, est identifiable entre mille, sans être reconnue à sa juste valeur. Sa palette franche fut jugée trop flashy, ses sujets gorgés de désir, trop obscènes. A la réouverture du Whitney Museum dans un bâtiment flamboyant neuf, en 2015, le peintre trônait bel et bien dans la salle dédiée au pop art, une étiquette qu'il a souvent réfutée de son vivant.

De tous ses contemporains, il est le mal-aimé. « C'est pourtant l'un des trois grands, avec Andy Warhol et Roy Lichtenstein », fait valoir le marchand new-yorkais Christophe Van de Weghe. Ses prix, toutefois, sont à des années-lumière de ceux de ses pairs. « Quand un chef-d'œuvre de Warhol vaut 200 millions de dollars, le top de Lichtenstein 55 millions, un grand Wesselmann, c'est 6 millions de dollars ! Le prix d'un jeune artiste dont on ne sait pas ce qu'il vaudra dans cinq ans, alors que Wesselmann est, lui, dans l'histoire ! », se désole M. Van de Weghe. Son confrère Emilio Steinberger, l'un des directeurs de la galerie new-yorkaise Lévy Gorvy, apporte un début d'explication : « Il a beaucoup moins produit que les deux autres. Pour un Wesselmann, il y a quinze Lichtenstein et trente Warhol. Les gens répugnent à le mettre en vente. Du coup, le marché est cahoteux. » C'est en partie vrai, mais ce n'est pas la seule explication.

**En 2016, les prix s'échelonnaient entre 200 000 dollars et 6 millions de dollars. Depuis, rien n'a changé**

Né en 1931 dans l'Ohio, Wesselmann rêvait d'abord de devenir dessinateur humoriste avant de s'affirmer comme artiste à partir de 1961 avec sa série des *Great American Nude*, dont une version était proposée en juin par Christophe Van de Weghe sur la foire Art Basel pour 5,5 millions de dollars. Même s'il peint aussi des hommes, verges et glands en gros plans, la femme apparaît d'emblée comme un sujet obsessionnel, le corps délimité, cerné, les membres éclatés façon puzzle. Même les châssis épousent les contours féminins. A la différence de ses camarades du pop art, qui tiraient leurs figures féminines de magazines, lui peignait des modèles en chair et en os. Comme Matisse, sa référence absolue.

## Œuvre suspecte

Wesselmann a beau être un digne héritier du peintre français, ses nus s'inscrivent dans un tout autre contexte, l'hédonisme des *sixties* et le consumérisme américain. Canette de Budweiser, milkshake, 7 Up, hamburger... Tous les attributs de l'*American way of life* figurent dans le décor.

Longtemps, le marché de Tom Wesselmann a été léthargique. L'œuvre qui fétichise à outrance la bouche, pulpeuse forcément, les mamelons, le pubis ou la trace d'un bikini, a pu sembler répétitive, pis, suspecte aux yeux des féministes. Wesselmann assume

certaines la révolution sexuelle : ses femmes sont libérées et jouisseuses. Mais dépourvues de regard, associées à des fruits ou à des fleurs comme une simple nature morte, elles paraissent juste bonnes à être regardées, des femmes-objets en somme. « En réalité, Wesselmann représente les femmes comme des sujets désirants, plus que comme des êtres simplement passifs ou réceptifs », objecte l'universitaire Brenda Schmahmann dans le catalogue de l'exposition à la Fondation Vuitton. Aux yeux de l'historienne de l'art, les exégètes sont passés à côté de « son engagement critique dans les enjeux politiques, les dilemmes et les complexités de la représentation en général et de la sexualité en particulier ». La galeriste Almine Rech, qui représente l'artiste depuis huit ans, le dit sans détour : « Wesselmann a pâti de sa liberté totale. Il est le symbole années 1960-1970, de l'amour libre, or les Américains sont plutôt puritains. »

## Irrévérrencieux

De fait, les prix stagnent. En 2016, lors de la première exposition qu'Almine Rech lui consacrait à Paris, les prix s'échelonnaient entre 200 000 dollars pour une œuvre sur papier et 6 millions de dollars pour une toile historique. Depuis, rien n'a changé. Le record de 10 millions de dollars, décroché chez Sotheby's pour un grand *Nude*, remonte à 2008. « Ces dix dernières années, les artistes du pop art ont bénéficié d'un boom, pulvérisant chaque année leur record, mais pas Wesselmann », reconnaît Pierre-Emmanuel Martin-Vivier, directeur des arts du XX<sup>e</sup> siècle chez Christie's. Et de rappeler qu'il reste possible d'acheter des petits dessins à la mine de plomb à partir de 30 000 euros.

Pourtant, une petite musique revient aux oreilles : les chefs-d'œuvre de Warhol étant désormais intouchables, il faut se rabattre sur les autres artistes apparentés au pop. James Rosenquist, Alex Katz, et bien sûr Wesselmann. En juin, sur la foire Art Basel, plusieurs galeries avaient sorti l'artillerie lourde en prévision de l'exposition chez Vuitton. Lévy Gorvy avait accroché une monumentale peinture datée de 1975 de la série des *Smoker*, dont elle exigeait 6,7 millions de dollars. « Il n'y en a que quinze de cette taille », vante M. Steinberger, pas mécontent du caractère irrévérrencieux du tableau, alors que fumer est désormais interdit dans les lieux publics. « Cette cigarette, c'est celle qu'on fume après l'amour », extrapole M<sup>me</sup> Rech, qui présentera sur la foire Art Basel Paris, en octobre, une autre version, datée de 1968, dont elle attend entre 1,3 et 1,5 million de dollars.

Le coup de projecteur donné par le milliardaire Bernard Arnault remettra-t-il les pendules du marché de Wesselmann à l'heure ? M. Martin-Vivier est dubitatif. L'époque des grandes embardees dans le sillage d'une exposition muséale semble révolue. Les prix de Simon Hantaï (1922-2008) n'ont pas été chamboulés après la rétrospective que lui a consacrée la Fondation Vuitton en 2022. « Ça va faire évoluer le regard du grand public, avance M. Martin-Vivier. Mais le grand public ne bouleverse pas une cote. » ■

ROXANA AZIMI

## « Pop Forever, Tom Wesselmann

du 17 octobre 2024 au 24 février 2025, Fondation Louis Vuitton, Paris 16<sup>e</sup> Fondationlouisvuitton.fr



Exposition « A Different Kind of Woman », galerie Almine Rech, à Paris, en 2016. 2024 THE ESTATE OF TOM WESSELMANN/ARTISTS RIGHTS SOCIETY (ARS), NEW YORK - COURTESY OF THE ESTATE AND ALMINE RECH

**Assurance & Protection**  
**Épargne & Retraite**

**abeille**  
ASSURANCES

**DONNER DES AILES  
À VOTRE AVENIR**

**MON ÉPARGNE TRAVAILLE-T-ELLE AUSSI POUR SON AVENIR ?**

Abeille Assurances peut selon vos besoins et vos objectifs vous proposer diverses solutions pour vous constituer une épargne, notamment dans le cadre fiscal avantageux de l'assurance vie.

**N'hésitez pas à contacter un de nos conseillers en assurances.**

Document non contractuel à caractère publicitaire à jour au 01/07/2024.  
Abeille Vie - Société anonyme au capital de 1 205 528 532, 67 €. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 70 avenue de l'Europe - 92270 Bois-Colombes - 732 020 805 RCS Nanterre.  
Abeille Retraite Professionnelle - Société anonyme au capital de 305 821 820 €. Fonds de Retraite Professionnelle Supplémentaire régi par le Code des assurances. Siège social : 70 avenue de l'Europe - 92270 Bois-Colombes. 833 105 067 RCS Nanterre.  
ALTMANN+PARTNERS - Photo retouchée - Crédit photo : CRIC.